

Normandie Université / Université du Havre
Ecole doctorale 558 Histoire Mémoire Patrimoine Lettres
Idées Le Havre (cirtai) UMR 6266 CNRS

Thèse pour obtenir le grade de docteur de l'université du Havre

Discipline : Histoire

Présentée et soutenue publiquement le 3 avril 2015 par :

Constance MARGAIN

L'Internationale des gens de la mer (1930-1937)
Activités, parcours militants et résistance au nazisme d'un
syndicat communiste de marins et dockers

Tome 2

Directeurs de thèse :

John Barzman, Université du Havre

Mario Kessler, ZZP Potsdam

Membres du Jury : Sabine Dullin (Lille 3), Michel Pigenet (Paris I), Claude Pannetier
(CNRS), Jean Vigreux (Dijon)



Annexes documentaires

ANNEXE 1 : NOTICES BIOGRAPHIQUES ETABLIES PAR L'AUTEURE 4

PRESENTATION.....	4
ETKAR ANDRE (OU EDGAR ANDRE)	4
ERNEST ALEXANDER DAVIDOVITSCH LAMBERT DIT MICHEL AVATIN	9
ALFRED BEM, ALFRED STOLIARSKI/STOLARSKI.....	13
ADOLF, GUSTAV DETER	16
PAUL KARL DIX	19
LEIF FOSS.....	20
GEORGE HARDY	21
RICHARD JENSEN	24
HERMANN KNÜFKEN	26
AUGUST KRAAK.....	29
GERHARD JOHANNES KRATZAT	31
HERMINE, JOHANNE KREBS NEE STÖVER	33
RICHARD KREBS.....	35
HEINRICH, HEIN, HEYN, HANS, WILHELM MEYN	41
FRIEDRICH, KARL, HEINRICH, HERMANN MÜLLER	45
KARL SALOMON	47
JOZEF RIMBERTUS SCHAAP	50
ALBERT, GUSTAV, PAUL WALTER.....	53
EMIL WINKELS	55
ERNST WOLLWEBER.....	57

ANNEXE 2 : NOTICES BIOGRAPHIQUES DU MAITRON EN LIGNE 64

MARCEL, LOUIS BAUDIN	64
ROGER BLANCKAERT	71
AUGUSTE DUMAY.....	74
VICTOR, JACQUES, NICOLAS ENGLER	78
MAURICE, LOUIS, ARMAND JEANNE	83
GARAN, TIMEOKO KOUYATE	84
ROGER, FRANÇOIS LE MAREC	87
FRANÇOIS LE MINTER.....	89

LEON PURMAN	90
OCTAVE RABATE	92
CHARLES TILLON.....	96
PIERRE VILLON	105
MARCEL WEGSCHNEIDER.....	108
ANNEXE 3 : PHOTOGRAPHIES DES BATEAUX CITÉS	110
ANNEXE 4 : DOCUMENTATION SUR LES INTERCLUBS	114
ANNEXE 5 : PHOTOS DU CONGRES MONDIAL DE L'ISH A HAMBOURG (MAI 1932)	120
ANNEXE 6 : STATUTS DE L'EVSHBD	124
ANNEXE 7 : MATERIEL DE PROPAGANDE	130
TRACT DE LA FEDERATION UNITAIRE DES MARINS ET PECHEURS (FUMP).....	130
TRACTS ET BULLETINS DE L'ISH.....	133
ANNEXE 8 : L'INTERROGATOIRE DE RICHARD KREBS AU CIC, PAGE 1.....	140
ANNEXE 9 : AUTOBIOGRAPHIES ET QUESTIONNAIRE.....	141
ANNEXE 10 : RUTH WEIHE, POUR MEMOIRE (1921-2009)	144
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	148

Annexe 1 : Notices biographiques établies par l'auteur

Présentation

L'annexe 1 constitue un ensemble de 20 biographies rédigées par nos soins, à partir des sources disponibles. De manière générale, elles concernent des hommes (car il y a peu de femmes au sein de l'ISH) qui ont joué un rôle de premier plan dans l'ISH/EVSHBD. Le choix des biographies s'est porté soit sur des résistants, soit sur des militants devenus gestapistes.

Certaines biographies concernent des militants qui, bien que n'ayant pas joué un rôle de premier plan dans l'ISH, furent des personnalités importantes dans le mouvement communiste. Il nous a semblé intéressant d'écrire leurs notices biographiques pour comprendre la relation qu'ils ont pu avoir avec l'ISH. C'est par exemple le cas d'Edgar André : il a fréquenté l'interclub de Hambourg, connu la plupart des militants de l'ISH de la ville et a été instructeur pour l'ISH, mais son rôle politique dans l'ISH n'était pas central dans sa biographie.

Ces notices sont complétées par un ensemble de notes de bas de page pour faciliter des recherches ultérieures.

Etkar Andre (ou Edgar André)

1894-1936

Libraire, docker, responsable du RFB Wasserkante, instructeur de l'ISH au Havre, responsabilités dans le KPD, parmi les comités de chômeurs

Surnoms

Le Général rouge (par les nazis), appelé aussi roi des chômeurs (*Erwerbslosenkönig*) par les militants communistes



Photo 1- Edgar André

Né le 17 janvier 1894 à Aix-La-Chapelle (Aachen)¹. Son père était marchand et décorateur et exerça son métier à Aix-la-Chapelle puis en Belgique à Liège (Lüttich). Edgar André précisa l'argent n'était pas un problème dans sa famille car son père gagnait bien sa vie². Il fréquenta la *Volksschule* (école élémentaire). En 1899, son père mourut de tuberculose pulmonaire. Sa mère fut aussi contaminée. Pour éviter la contagion, il fut placé dans un orphelinat à Bruxelles. Il y resta jusqu'à l'âge de 18 ans (1912).

Peu motivé par le métier de commerçant pour lequel il avait suivi une formation à Liège, il apprit un métier manuel. Il fut avant guerre tourneur. Il travailla dans une usine d'armements à Herstal en Belgique. Dans ce pays, il adhéra aux Jeunesses socialistes. De cette jeunesse entre deux pays, il acquit la maîtrise du français et de l'allemand.

Lors de la déclaration de guerre, il se présenta aux autorités militaires en Allemagne. Il servit dans l'infanterie et il se trouva en 1914 sur le front des Flandres où il participa à la bataille de Langemark en 1914³. Pendant la guerre, il resta sur le front ouest. En août 1918, il fut enfermé dans une prison française dans la Somme. En 1920, il fut libéré et rentra en Allemagne. Jusqu'en 1921, il travailla à Coblenche pour les troupes américaines d'occupation. Il fit la connaissance de marchands portugais et voyagea avec eux en tant que traducteur.

Finalement il s'installa à Hambourg et y travailla de la mi-1922 au début de 1926 comme docker et aussi comme libraire et marchand⁴. Il devint adhérent du SPD pour le quitter en 1923 en dénonçant l'échec des socialistes face à la Première Guerre mondiale.

En 1923, il entra au KPD comme caissier et commença à agir politiquement dans la région *Wasserkante* et à Hambourg. Il s'intéressa surtout à la question des

¹ Voir: *Kartei zu Personen und Sachverhalten des antifaschistischen Widerstandskampfes*, le fichier de personnes résistantes au nazisme *Bundesarchiv*, Berlin. Son acte de naissance est à trouver : SAPMO-BArch, NY 4018/6

²SAPMO-BArch, NY 4018/6

³ Bataille de Langemark : octobre 1914, village détruit en quatre jours.

⁴ BArch, R58/2282, procès contre Etkar Andre

chômeurs et fut un des fondateurs du *Rote Frontkämpferbund* (RFB) à Hambourg et un de ses dirigeants. Il dirigea le mouvement des chômeurs à Hambourg au printemps 1923 (*Erwerbslosenausschüssen*) et la revue communiste *Der Erwerbslose* (le chômeur) où il écrivit quelques articles. Il est enfermé pour quelques mois en prison en octobre 1923 et janvier 1924 pour désordre public car il portait l'uniforme du RFB (il était l'adhérent n° 1087) mais aussi en 1928 et en 1929 pour des attaques contre les nazis.

En 1926, il devint dirigeant de la région du KPD *Wasserkante* pour l'organisation du RFB et ne travailla plus que pour KPD. Il s'installa en 1928 avec Martha Berg en union libre. En octobre 1929, le parti lui demanda de construire un *Unterbezirk*⁵ à Cuxhaven. Il devint l'équivalent de conseiller municipal pour la ville. Il réorganisa le KPD à Cuxhaven entre octobre 1929 et mai 1931. Il y milita auprès des pêcheurs ouvriers et du large⁶ pour l'EVSHBD. C'est en novembre 1930⁷ qu'il participa à une délégation d'ouvriers en Russie où il resta jusqu'en janvier 1931.

Lors de la fondation de l'ISH, il fut nommé à la direction de l'ISH (*Reichsleitungsmitglied*). Il travaillait dans l'interclub d'Hambourg comme traducteur depuis 1928⁸. En mars 1931, un attentat nazi qui le visait, tua le militant Henning⁹. Le 12 octobre 1931, il est arrêté dans l'interclub d'Hambourg¹⁰ avec l'ensemble du personnel de l'interclub dont la direction préparait une grève (section allemande ISH, EVSHBD). André est relâché rapidement. Il se défendit en disant qu'il était venu chercher quelques journaux alors que la police recherchait les

⁵ Division du KPD : sous-région

⁶ SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3/44, p. 1-10

⁷ SAPMO-BArch, NY 4018/7 On peut y trouver une carte postale de Moscou, adressée à Martha Berg, datée de novembre 1930.

⁸ Joachim Priewe, *Begegnung mit Etkar André; Ein Lebensbild*, Berlin, Dietz Verlag, 1986 et SAPMO-BArch, NY 4018/6

⁹ Hermann Weber, *Die Wandlung der deutschen Kommunismus; Der Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt/Main, 1969, 2^e tome, p. 158, notice biographique d'Erst Henning : "Ensemble avec le communiste Cahnbley, il [Henning] part avec le bus de Vierlanden, où tous les deux avaient participé à une réunion du KPD. Une troupe de SA remplit le bus. A Henning un SA lui dit : "Tu es le communiste André, tu vas être tué maintenant." Quand Henning déclare qu'il n'est pas André, mais Henning, le SA répond: "C'est ça, tu es Henning, alors tu vas être tué aussi, on te cherche depuis longtemps!" Les SA tirèrent 12-15 coups, Henning fut tué sur le coup. Cahnbley et une passagère du bus, une enseignante furent blessés. Officiellement les SA prirent leur distance avec ce meurtre qui provoqua l'indignation." A l'enterrement, il eut 35000 Hambourgeois et Ernst Thälmann prononça l'oraison funèbre. Les meurtriers furent condamnés à cinq ans de prison et amnistiés après la prise de pouvoir d'Hitler.

¹⁰ SAPMO-BArch, NY 4018/6, p. 89

dirigeants de la grève. Il dirigeait les troupes illégales du RFB pour protéger les grévistes¹¹ et l'interclub (pour le contrôle des entrées par exemple). Il continua à diriger le RFB après son interdiction en 1928, bien qu'il s'en défendit lors de son procès.

Il fut traducteur français/allemand lors du 1^{er} congrès mondial de l'ISH en mai 1932. Parallèlement à son travail à Cuxhaven, il était instructeur en France et en Belgique (6 novembre au début décembre 1931¹² et de nouveau en 1932¹³), pour l'ISH¹⁴. En France, il chercha à fonder un interclub au Havre avec l'aide de Roger Le Marec¹⁵. En décembre 1932, il fut expulsé de France car son passeport n'était pas en règle¹⁶. Il travailla jusqu'à son arrestation pour l'interclub d'Hambourg et dans les mouvements communistes d'aide aux chômeurs.

Il est arrêté par les nazis, le 5 mars 1933 dans le train alors qu'il se rendait à Cuxhaven¹⁷. Enfermé en cellule spéciale dans le camp de concentration de Fuhlsbüttel, les nazis le séparèrent sciemment des autres communistes car ils connaissaient son influence. Enchaîné à une table, Edgar André fut frappé des heures durant et ce pendant plusieurs années¹⁸, sans jamais renier son engagement communiste. Dans le camp, il ne se déplaçait plus qu'en béquilles¹⁹. Sa judéité (son père était juif), ne fit qu'accroître ses tortures. A son frère dans une lettre en français, le 23 mars 1934, il écrivait: « *je ne suis conscient d'aucun délit et je n'ai pas abandonné mes convictions. Je reste fidèle à moi-même et à ma cause*²⁰. »

Un mouvement international pour sa défense se mit en place, très actif particulièrement lors des Jeux Olympiques de Berlin. Sous forme de tracts à l'été 1936 avec un première page inoffensive intitulée *Lernen Sie das schöne*

¹¹ BArch, R58/2282, p. 73 : « (...) gegen ihn bestand der besondere Verdacht, dass er als Führer des illegalen RFB seine Organisation als Schutztruppe für die Streikenden eingesetzt hatte. »

¹² BArch, R58/2282

¹³ Joachim Priewe, *Begegnung mit Etkar André; Ein Lebensbild*, Berlin, Dietz Verlag, 1986.

¹⁴ SAPMO-BArch, NY 4018: *Etkar André und Martha Berg-André*, p. 63: « In Frankreich habe er daran gearbeitet, die verschiedenen Organisationen der Seeleute, Hafentarbeiter, Binnenschiffer und Fischer in der ISH, der von Hamburg aus geleitet wurde, einzugliedern. Diese Auslandstätigkeit habe seine Zeit bis Anfang Dezember 1932 vollkommen ausgefüllt. Seine verschiedenen Reisen nach Frankreich und Belgien hätten durchweg jeweils ungefähr 2 Monate gedauert. »

¹⁵ Sur Roger Le Marec, voir les chapitres un et trois.

¹⁶ SAPMO-BArch, NY 4018/6

¹⁷ BArch, R58/2312, p. 153

¹⁸ SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3/45 et SAPMO-BArch RY2/I 2/3/43, p. 114-116

¹⁹ SAPMO-BArch, R58/2312

²⁰ SAPMO-BArch, NY 4018/1. Son frère non communiste, lui reprochait son engagement.

*Deutschland kennen*²¹, les communistes soulignèrent le paradoxe de montrer l'Allemagne sous un jour éclatant lors des Jeux Olympiques et l'arrestation, les tortures d'un des leurs²². Des journaux étrangers prirent parti pour lui (*Manchester Guardian, Times, Morning Post, Baseler Nationalzeitung*). Des députés anglais, des membres du Sénat français, de nombreuses délégations de femmes dans le monde organisèrent des actions de soutien. Un contre-procès fut organisé à Prague. Un bataillon prit son nom en Espagne²³.

André fut témoin lors du procès contre Fiete Schulz en 1934²⁴, autre dirigeant du RFB condamné à mort. André se servit de ce procès comme d'une tribune politique. Le juge demanda si l'accusé lui était apparenté. Ce à quoi il répondit: «*Oui, je suis apparenté avec Fiete Schulze à travers un idéal commun !*»

Sa femme, Martha Berg André, durement interrogée après l'arrestation de son mari, réussit à s'enfuir au Danemark. Elle défendit son mari de l'étranger. Des lettres de soutien adressées à Hitler soutinrent la cause d'Edgar André, des télégrammes arrivèrent au tribunal pendant le procès²⁵. Le procès André fit beaucoup de bruit²⁶. La Gestapo donna l'ordre de refuser toutes délégations étrangères en Allemagne.

²¹ Apprenez à connaître l'Allemagne !

²² BArch, R58/2320

²³ SAPMO-BArch, NY 4018/5: erste Bataillon der XI. Internationalen Brigade

²⁴ SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3/56, p. 376, 472

²⁵ SAPMO-BArch, NY 4018/2

²⁶ *La Correspondance Internationale* : n°24, 30 mai 1936, p. 656, *Sauvez le combattant de la paix*, Michael Hell; n°25, 6 juin 1936, p. 684, *Qu'a fait André à l'étranger?* Michael Hell; n°27, 13.6.1936, p. 732, *La vie d'Edgar André est en danger!* Robert Hammer ; n°29, 27 juin 1936, p. 791, *Avant la sentence dans le procès Edgar André*; n°30, 4 juillet 1936, p. 827-829, *Après le réquisitoire du procureur demandant la peine de mort pour Edgar André*, Michael Hell; *Le monde en lutte pour Edgar André*, n°32, p. 888, 889; 18.7.1936, *A la douzième heure, sauvez Edgar André!* Michael Hell; n°33, p. 921, 922, 25.6.1936, *Le mouvement de protestation mondial contre la condamnation à mort d'Edgar André* ; n°34, p. 955, 956, 1.8.1936, *Il faut empêcher l'exécution d'André* ; p. 954, 955, *L'exposé des motifs de la sentence contre André trahit les plans nazis contre Thaelmann* ; n°35, p. 979, 980, 8.8.1936, *Le procès André préface au procès contre Thaelmann*, Martin Hall; p. 978, 979, *Le mouvement en faveur d'Edgar André*, par M.H.; n°36, p. 1003, 1004, 15.8.1936, *Le mouvement en faveur d'Edgar André*, M.H. ; n°37, p. 1041, 22.8.1936, *Le mouvement en faveur d'Edgar André* ; n° 38, p. 1061; 29.8.1936, *Interview de Martha Berg-André*; n°41, p. 1167, 1168, 12.9.1936, *La province française pour Edgar André*, Martin Hall ; n°44, p. 1265, 3.10.1936, *Un fait nouveau dans l'affaire André?* Martin Hall ; n°45, p. 1285, 1286, 10.10.1936, *La rétraction du principal témoin à charge dans l'affaire Edgar André; Pour la révision du procès*, Michael Hell; n°50, p. 1397-1399, 14.11.1936, *L'assassinat d'Edgar André*, Hans Behrend ; n°3, p. 66, 16.1.1937, *La dernière lettre d'Edgar André à sa femme*.

Son procès commença début mai 1936 et dura jusqu'au 10 juillet 1936. André fut condamné à mort le 10 juillet 1936, sur ordre probable d'Hitler²⁷ pour le meurtre d'un SA en 1930, pour l'organisation du Dimanche sanglant d'Altona, pour avoir été le dirigeant du RFB.

A l'annonce de cette sentence, Edgar André déclara aux magistrats :

« (...). *Votre honneur n'est pas mon honneur. Ce qui nous sépare c'est une vision du monde, une classe, un trou béant nous divise. Des millions de personnes me perçoivent comme une personne d'honneur. C'est ce jugement qui me donne de la force et que j'accepte (...). Je ne veux pas être gracié, j'ai vécu comme un combattant et je mourrai en combattant*²⁸. »

Les nazis le décapitèrent à la hache, le 4 novembre 1936, dans la cour de la maison d'arrêt, probablement devant ses anciens camarades. Son corps fut brûlé le jour même et ses cendres furent mises dans une urne sans nom, chiffrée et enterrée dans le cimetière d'Ohlsdorfer, à Hambourg²⁹.

Ernest Alexander Davidovitch Lambert dit Michel Avatin

1902 Riga (Lettonie)³⁰ – 1943 Hambourg

Marin

Surnoms

Michel Avatin³¹, Ernst Lambert, Awotin, Awortin, Avotin, Victor Awotin, Lambert Awotin, Frederick, Pierre, Eslon, Karlson, Schmidt, Ernest Alexander Davidovitch Lambert, L. Avotin³², Richard Eslon³³, J. Ketners³⁴, G.Adolf Olhoff³⁵,

²⁷ *Kartei zu Personen und Sachverhalten des antifaschistischen Widerstandskampfes*: „Todesurteil – vollstreckt auf persönlichen Befehl Hitlers ermordet am 04.11.1936 in Hamburg“. Dans un texte écrit par l'historien et résistant Walter Barthel (SAPMO-BArch, NY 4018/4), ce dernier précise que la décision de la mort est signée par Paul Jorns (1871-1942) qui avait aussi refusé de juger les meurtriers de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

²⁸ SAPMO-BArch, NY 4018/4 : Texte repris par l'historien est-allemand et survivant de Buchenwald, Walter Bartel : „ (...) Nun, Ihre Ehre ist nicht meine Ehre. Uns trennen Weltanschauungen, uns trennt die Klasse, uns trennt eine tiefe Kluft. Millionen Menschen betrachten mich als Mann von Ehre. Das ist das Urteil, das mich stärke und das ich annehme... (...) Ich will keine Gnade, als Kämpfer habe ich gelebt und als Kämpfer werde ich sterben.“

²⁹ SAPMO-BArch, R58/3829, p. 1-9

³⁰ Des sources le font naître en Russie mais différents témoins dont Jan Valtin (NARA, opus cité) ou le marin Dix soulignaient l'origine lettone d'Avatin (BArch Z/C II/20, Band 8)

³¹ Jan Valtin, opus cité.

³² BArch, Z/C 10 467, Band 2, p. 229

³³ Ibidem

³⁴ Ibidem

³⁵ Ibidem

Kurkis³⁶, Frederik, Piet/Pierre (en Belgique), Kalle (en Finlande), Avotin Mickael, Viktor, Ernst Avatin

Ernst Lambert ou Michel Avatin est né le 13 mai 1902, de David Lambert, maçon³⁷. Il est élevé par ses grands-parents à Neubad (Suisse) où il vécut entre sept et neuf ans. Il les aida dans leur commerce. Il retourna chez son père à Riga et arrêta l'école. Pendant la guerre, il partit avec son père en Russie. Il y resta jusqu'en 1918. Il vécut la Révolution russe à l'âge de seize ans. Pour retourner à Riga, il s'engagea comme mousse sur un bateau à Vladivostok. Il déserta le bateau en 1919 à Shanghai. Il s'engagea de nouveau comme marin et voyagea sur des bateaux hollandais, anglais vers l'Amérique du Nord, du Sud, l'Afrique, l'Espagne, la France, la Belgique jusqu'au début de 1932³⁸.

On ne connaît pas sa date d'adhésion au communisme mais Etienne Verhoeven précise dans le Dictionnaire du Maitron, qu'il avait été repéré en Belgique en 1923 muni de papiers d'identité soviétiques³⁹. En 1930, il est remarqué par la police anversoise distribuant des pamphlets communistes. Il est expulsé d'Anvers en 1931 comme « *membre d'une organisation internationale de marins révolutionnaires* », c'est-à-dire de l'ISH⁴⁰.

Il participa au congrès de l'ISH comme représentant de la section lettone (du 21 au 25 mai 1932 à Hambourg). Il fut instructeur de l'ISH et voyagea à Marseille, Copenhague, Stockholm, Helsingfors, Anvers, Rotterdam, Dunkerque, Rouen⁴¹. A partir de 1930, il s'occupa de la section balte dans l'interclub d'Hambourg et dirigea le travail syndical en direction des pays baltes⁴².

³⁶ Ibidem C'est sous le nom Kurkies qu'il est expulsé de Belgique en 1931.

³⁷ Wollweber dans ses mémoires, l'appelle Lambert Avotin et Viktor Awotin (SAPMO-BArch, SgY 30/1036/1). Les sources sont systématiquement discordantes à la fois sur son nom de famille et son lieu de naissance. La Gestapo donne Ernest, Dawidowitsch Lambert, né le 13.2.1902 in Chabarowsk/Sibérie dans BArch Z/C II/20, Band 8. Il s'agit de Choborsk dans : BArch, Z/C 10 467, Band 2, p. 229. A la page 141 du même acte (tome 6), il est un agent du Komintern. A la page 143, arrêté par police belge le 15 octobre 1939, il portait sur lui un passeport qui datait de 1919 visé par la légation lettone à Vladivostok du nom de Lambert, Ernst Alexander, né le 13 mars 1902 à Riga/Lettonie, fils de David Lambert et de Mina Tiller.

³⁸ BArch, Z/C 10 467

³⁹ Ernest Alexander Davidovitch Lambert. Les pseudonymes : L. Avotin, Richard Eslon, J. Ketners, J.G.A. Olhoff, Kurkis, Frederik, Piet/Pierre (en Belgique), Kalle (en Finlande), Maitron en ligne, auteur : Étienne Verhoeven, date de publication en ligne, 7.1.2010.

⁴⁰ Maitron en ligne, opus cité.

⁴¹ BArch, Z/C 16 125, Band 1

⁴² BArch, Z/C II/20, Band 8

Dans son autobiographie romancée, Jan Valtin faisait de lui un agent de la Guépéou, un des chefs du *S-Apparat*⁴³. Cette assertion est reprise tel quelle par Günther Nollau⁴⁴ en 1959 et les auteurs d'*Histoire du renseignement*, Roger Faligot et Rémi Kauffer en 1993⁴⁵. L'historien Detlev Peukert⁴⁶ affirmait lui aussi, qu'Avatin dirigea à partir de 1932 le *S-Apparat* du bureau Ouest-européen de l'IC, chargé du contre-espionnage à Copenhague⁴⁷. Dans les comptes rendus que Richard Krebs (Jan Valtin) fit à la Gestapo en 1937, il le décrivit comme un voyageur clandestin professionnel sur les bateaux :

«Il se cachait de manière générale dans les chaudières de bateaux dans la chambre de chauffe, qui pendant le trajet du bateau étaient inaccessibles et quittait cette place dans le courant de la nuit arrivé dans le bon port, après que la chaudière ne fut plus en état de marche et refroidie. Pendant ces voyages, il se nourrissait de pain noir et d'une bouteille muni d'un bouchon de liège, remplie d'eau. Avant de partir pour un tel voyage, il se rassasiait et lorsqu'il avait faim durant le voyage, il se nourrissait de pain et il prenait des somnifères pour dormir jusqu'à l'arrivée du bateau⁴⁸.»

Toujours selon Krebs, Avatin fut un élève de l'Ecole léniniste internationale, directeur de publication du journal illégal letton "Barka", qu'il éditait encore en 1933 à Copenhague. Pour Krebs, Avatin parlait le russe, l'allemand, l'anglais et le hollandais. Il portait toujours des vêtements de marin Krebs a affirmé qu'il avait longtemps séjourné en Angleterre et qu'il en avait été expulsé⁴⁹. Il aurait travaillé aussi pour l'ISH selon la même source⁵⁰ en Hollande et en Belgique. Il était en France en tant qu'instructeur de l'ISH pendant l'été 1933 pour préparer le congrès mondial contre la guerre, mais aussi en 1931, à Dunkerque et à Rouen⁵¹.

Comme marin, Lambert travaillait souvent à bord de navires hollandais et anglais. Il fut expulsé de la Grande Bretagne début 1935. Il se rendit ensuite au

⁴³ Jan Valtin, opus cité, p. 141.

⁴⁴ Günther Nollau, opus cité, p. 116.

⁴⁵ Roger Faligot, Rémi Kauffer, opus cité, p. 424 : « Avatin est le maître du *S-Apparat*, le service de renseignements et de contre-espionnage du KPD. »

⁴⁶ Selon Etienne Verhoeven dans : Maitron en ligne, opus cité.

⁴⁷ Idem.

⁴⁸ BArch, Z/C 16 125, Band 1, 1937

⁴⁹ Cela est confirmé dans la notice du Maitron, opus cité.

⁵⁰ BArch, Z/C 16 125, Band 1, 1937

⁵¹ Sur ce sujet, voir le chapitre un de cette thèse.

Danemark⁵² où il fut arrêté le 29 janvier 1935 et expulsé le 21 février 1935. Il se réinstalla clandestinement en Belgique où la police d'Anvers était sur ses traces en mai 1935⁵³. A Anvers en 1935, il dirigea la section lettonne de l'ISH⁵⁴. Le marin Dix affirma à la Gestapo, qu'il n'avait plus aperçu Avatin à partir de 1935 sur le port d'Anvers⁵⁵.

En effet, à partir de 1936, il participa au réseau de sabotage des bateaux allemands, japonais et italiens dirigé par Wollweber⁵⁶. Avatin fut désigné comme instructeur des groupes de sabotage belges (Anvers) et hollandais (Rotterdam et Amsterdam) et comme remplaçant de Schaap, autre dirigeant de l'organisation⁵⁷. Dans ses mémoires, Wollweber loua le travail d'Avatin⁵⁸. Le groupe était infiltré par la police finlandaise et différentes police européennes dont la Gestapo⁵⁹.

Il fut arrêté par la police belge en octobre 1939. Il effectua six mois de prison à Anvers puis il fut expulsé en France dans différents camps d'internement en France dont Gurs. Lors de l'occupation des troupes allemandes en France du sud, il fut arrêté le 4 septembre 1942 au camp de travail de La Grand-Combe (Gard) et remis à la Gestapo le 30 septembre 1942⁶⁰. Le 14 janvier 1943, il se trouvait à Hambourg en prison. Il fut condamné à mort le 12 juillet 1943⁶¹ et exécuté le 13 octobre 1943. Quelques heures avant de mourir, il écrivit une lettre d'adieu à la femme anversoise dont il avait eu une fille en 1932⁶².

⁵² Maitron en ligne, opus cité.

⁵³ Maitron en ligne, opus cité.

⁵⁴ BArch Z/C II/20, Band 8

⁵⁵ Ibidem

⁵⁶ Lars Borgersrud, opus cité, p. 59.

⁵⁷ Maitron, opus cité. Le premier attentat a lieu contre un vapeur italien, *Boccaccio*, qui coula au large de l'île d'Ouessant le 19 novembre 1937. Un officier de bord y trouva la mort. C'est Schaap qui s'occupait de l'organisation de l'acheminement des explosifs. Avatin organisa un second attentat avec le même groupe dès juin 1938 ; le vapeur japonais *Kasij Maru* explosa le 24 juin 1938 dans la Manche. L'explosion causa des dégâts considérables. Avatin aurait dirigé d'autres groupes de sabotage à partir de Helsingfors (Finlande), à Riga et à Reval, sur lesquels on sait très peu de choses.

⁵⁸ SAPMO-BArch, SgY30/1036/1

⁵⁹ Maitron en ligne, opus cité.

⁶⁰ *Auslieferungshaftbefehl* (ordre de transfert) du 7 mars 1942

⁶¹ BArch, Z/C 10 467, Band 2, p. 229

⁶² Maitron en ligne, opus cité.

Alfred Bem, Alfred Stoliarski/Stolarski⁶³

1900 Lodz (Pologne) – 1937 URSS, réhabilité en 1955⁶⁴

Permanent du Profintern, instructeur international, dirigeant officieux de l'ISH

Surnoms

Adolf Scheilley, Adolf Schelly⁶⁵, Adolf Schelley⁶⁶, Adolf Shelley, Shelly, Shelleu (ISH), Adolf Siegvert⁶⁷, Adolf Siebert⁶⁸, Alfred Siegvert⁶⁹, Adolf⁷⁰, Alfred Schripolski, Alfred, Gregor, Fred⁷¹, Oberle⁷², Grigore Peanowski⁷³/Peanovskii, Alfred Stolarski⁷⁴ (en URSS), Adolf Schiele, Adolf Schile⁷⁵, Adolf Bems, Alfred Boehms (en Pologne), Zamiecki (en Pologne), Alfred Brunon⁷⁶, Adolf Schelli⁷⁷

Alfred Bem naquit à Lodz en Pologne⁷⁸. Il fréquenta le lycée de Gostynin où sa famille avait déménagé car son père professeur, travaillait dans une des écoles de la ville. Il était déjà militant au lycée dans des organisations légales comme l'association de la jeunesse progressiste qui fusionna avec l'association de la jeunesse socialiste polonaise (ZMPS) au printemps 1920⁷⁹.

Il suivit des études de droit à l'université de Varsovie et à partir de 1920 à l'université de Poznan. Tout en poursuivant ses études de droit, il entra au Parti communiste polonais en 1919. Il organisa le parti à Poznan. Entre juillet et septembre 1920, il servit dans l'armée polonaise. De retour à Poznan et sur instruction du PC polonais⁸⁰, il entra au ZMPS, l'association de la jeunesse

⁶³ BArch, R58/2026: nom de naissance selon la Gestapo Grigore Peanowski. Nous utilisons Alfred Bem dans tout ce travail de thèse comme nom de militant. Son nom utilisé au Profintern était Stoliarski.

⁶⁴ Henryk Malinowski, *Słownik biograficzny działaczy polskiego ruchu robotniczego*, T.1, Warszawa, 1987, p. 175-177 (notice biographique d'Alfred Bem en polonais, traduit par Heinz Sommer pour Ruth Weihe, dans SAPMO-BArch, NY 4321)

⁶⁵ BArch, Z/C 14 299 : déposition de Richard Krebs (Jan Valtin) à la Gestapo.

⁶⁶ Jan Valtin, opus cité, p. 372, 525, 528, 572, 588.

⁶⁷ BArch, Z/C 14 299. Nom de son passeport suisse.

⁶⁸ BArch, R58/4202

⁶⁹ NARA, opus cité

⁷⁰ BArch, Z/C 14 299

⁷¹ Ibidem

⁷² Ibidem

⁷³ BArch, R58/4202

⁷⁴ Henryk Malinowski, *Słownik biograficzny działaczy polskiego ruchu robotniczego*, opus cité. Il utilisa ce nom alors qu'il était dirigeant-adjoint de la section des Balkans du Profintern.

⁷⁵ BArch, R58/4202

⁷⁶ Henryk Malinowski, *Słownik biograficzny...*, opus cité.

⁷⁷ SAPMO-BArch, SgY 30/1036/1 (mémoires de Wollweber)

⁷⁸ Alfred Bem était d'origine juive. NARA, déposition de Richard Krebs, opus cité.

⁷⁹ Henryk Malinowski, *Słownik biograficzny...*, opus cité.

⁸⁰ Henryk Malinowski, idem.

socialiste polonaise, en janvier 1921. Il fut élu au comité central du 2^e congrès du ZMPS en mars 1921. Parallèlement, il exerçait comme journaliste dans la revue révolutionnaire *Trybuna Robotnicza*.

Au printemps 1922, il prit part, comme délégué, à la conférence de la région de Poznan du PC polonais. Il devient permanent du syndicat « prolétaire ville et campagne » d'obédience communiste. Il fut arrêté à ce titre, en octobre 1922 et resta en prison jusqu'au printemps 1923. Libéré, il continua le militantisme tout en travaillant dans une compagnie d'assurances. Il appartint au comité exécutif régional du PC et devint son secrétaire. Il milita alors au nom du PC dans les mouvements de chômeurs et dans le syndicat des transports de Pologne dont la centrale se trouvait à Poznan. Il en devint le secrétaire général.

Un mois avant la fin de ses études en mai 1926, il fut exclu de l'université de Poznan pour activités révolutionnaires et le droit d'étudier lui fut interdit dans toutes les écoles supérieures de Pologne. Il est de nouveau enfermé en prison pendant l'été 1926, puis relâché et emprisonné de nouveau en novembre 1926 afin de comparaître dans le procès des communistes de Poznan qui eut lieu du 7 septembre au 3 octobre 1927. Il fut finalement relâché car le parquet manquait de preuves. Ses activités communistes étaient menées principalement dans l'illégalité.

Il devint le secrétaire régional et le principal organisateur du Parti à Poznan. Son congrès national (18.12.1927 à Cracovie) l'élit au comité exécutif. Il appartint au secrétariat général du parti non reconnu par l'état polonais. Il est arrêté fin janvier 1928 lors de la tenue d'un discours. Relâché en mars, arrêté de nouveau en juillet 1928, il resta en prison jusqu'en septembre 1928. Il fut condamné à un an de prison en novembre 1928, puis en janvier 1929, à deux ans de plus. Cependant, il fut remis en liberté sous caution pour raison de santé.

Entre 1922 et 1928, il fut arrêté onze fois. Un procès en révision l'attendait, il décida alors d'émigrer en août 1929 et partit illégalement avec une délégation d'ouvriers et de paysans polonais en URSS. Il était accompagné de sa femme enseignante, Irena Bemowa avec laquelle il avait eu une fille. En Allemagne, il était en couple avec la courrier Hildegard Tingstrup⁸¹.

⁸¹ Hildegard Volkersen Thingstrup (1907-1974) : père allemand commerçant au Danemark. Elle travailla entre 1928/29 pour le consulat danois à Hambourg. Courrier pour le Komintern/Profintern. Sa liaison avec Alfred Bem était connue. Mariage blanc en 1931, obtint la nationalité danoise. Arrêtée avec Richard Krebs en 1933. Condamnée à sept mois de prison et expulsée d'Allemagne en septembre 1934. En 1937, elle fit connaissance du social-démocrate allemand Gerhard Conrad et

Il partit quelques temps en cure dans le Caucase puis il s'établit à Moscou. Il travailla pour le Profintern au poste de dirigeant-adjoint de la section des Balkans⁸². Le Profintern l'envoya ensuite en Allemagne. Il devint secrétaire de l'organisation des interclubs sous le nom d'Adolf Schelley et représentant du Profintern à Hambourg.

Il resta en Allemagne jusqu'en mai 1933. Ensuite il fut instructeur pour le Profintern en France. En juillet 1933, il était à Paris, où une conférence européenne de gens de la mer avait lieu. Wollweber⁸³ mentionna sa présence à Copenhague pendant l'été 1933, comme la Gestapo⁸⁴.

D'octobre 1933 à janvier 1934, il était de nouveau à Moscou et participa au 13^e Plenum du Comité exécutif de l'Internationale communiste. De retour à Copenhague, il serait entré en conflit Léon Purmann à propos de l'organisation de la résistance en Allemagne et l'envoi de militants dans ce pays.

En février 1936, il rentra en URSS pour diriger le bureau soviétique de l'ISH. Le 28 juillet 1936, il fut renvoyé du Profintern⁸⁵ et la même année, arrêté, accusé d'être un espion polonais. Sa date de mort n'est pas connue : 1936 ou 1937⁸⁶.

Un article de la Pravda du 21 février 1956 réhabilita tous les membres du parti communiste polonais exécuté en URSS. Selon ce journal, la responsabilité de ces morts incombait à des « provocateurs » qui auraient ordonnés la fin du PC

quitta le PC. Sources: Werner Röder, Herbert Strauss (eds.), *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933*, Band 1, München, Institut für Zeitgeschichte, K.G. Saur, 1980, p. 8; SAPMO-BArch, R3018/NJ 5201

⁸² RGASPI 534/3/501, p. 104 : „, An das Sekretariat ; Ich beantrage den Genossen Stoliarski zum Stellvertreter des Leiters der Balkansektion zu ernennen. Rela Szanto (Bela Santo), Leiter der Balkansektion, Moskau, den 15. Mai 1930. “*Au secrétariat; je sollicite la nomination du camarade Stoliarski comme adjoint du dirigeant de la section balkanique. RELA SZANTO (Bela Santo), dirigeant de la section balkanique, Moscou, le 15 mai 1930.*

⁸³ SAPMO-BArch, SgY30/1036/1

⁸⁴ BArch, R58/3202 et R58/4202. Pour la Gestapo, il était un permanent du Komintern. Il travaillait en fait pour le Profintern.

⁸⁵ SAPMO-BArch, NY 4321

⁸⁶Lars Borgešrud affirme qu'en 1937, Bem était encore en vie. BORGESRUD Lars, opus cité, p. 100. Cependant l'auteur confond Alfred Adolf et Alfred Bem dans la date de notice nécrologique d'Alfred Adolf (membre du SED). Cette erreur doit être soulignée car elle peut induire d'autres erreurs. Il n'y a jamais eu de notice nécrologique d'Alfred Bem dans le journal du SED *Neues Deutschland*.

polonais⁸⁷. Il n'était pas écrit que ces « provocateurs » étaient tous membres de la police politique soviétique⁸⁸.

Adolf, Gustav Deter

1900 Czarnikau/Posen-1969 Berlin-Est

Ouvrier métallurgiste

USPD (1918), KPD (1920), RFB, IAH, RH, DTAV, RGO, dirigea le RGO pour la région Wasserkante entre janvier et juillet 1933, secrétaire au Profintern entre 1933/34, secrétaire de l'ISH entre 1934 et 1938, instructeur ISH en France et en Belgique, CGT, SED, FDGB Gesellschaft deutsch-sowjetische Freundschaft, VVN, FDJ Ehrenmitglied⁸⁹

Surnoms

Maurice⁹⁰, Morice, Axel, Walter Kother⁹¹, Konrad⁹², Walter⁹³, Erwin Kother⁹⁴, Franz Vogel⁹⁵, Kuhlmann⁹⁶, André⁹⁷



Photo 2- Adolf Deter
Source : BArch, R58/3202

Adolf Deter fut élevé par sa mère ouvrière qui mourut en 1918⁹⁸. Il fréquenta l'école communale (*Volkschule*) et devint ouvrier métallurgiste. Il travailla à Berlin de 1914 à 1929 dans différentes entreprises (AEG, Eckert, U-Bahn, BVG, Ludwig Löwe, Strassebahn) comme ouvrier métallurgiste.

⁸⁷ Traduction de cet article dans : *Neues Deutschland*, 21.02.1956 : Gemeinsame Erklärung, der Zentralkomitees der KPdSU, der Polnischen Vereinigten Arbeiterpartei, der KP Italiens, der KP Bulgariens und der KP Finnlands, p. 7, cité dans : Erik Nörsgaard, *Sofolkenes revolutionaere leder henrettet som spion. Hvad der skete, da „International Somands-og Havnearbejder Forbund“ generalsekretær, Adolf Schelley, blev „kaldt hjem“ til Moskva*, Information Lordag-SDAG, 4-6 Maj 1985, p. 28-39, traduit en allemand dans SAPMO-BArch, NY 4321.

⁸⁸ Erik Nörsgaard, opus cité.

⁸⁹ SAPMO-BArch, DY 30 2/11/V 2921

⁹⁰ *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933*, München, Herausgegeben vom Institut für Zeitgeschichte, 1980-1983.

⁹¹ BArch, R58/3202

⁹² BArch, R58/3201

⁹³ Ibidem

⁹⁴ Ibidem

⁹⁵ Ibidem

⁹⁶ Ibidem

⁹⁷ Nom utilisé à Paris.

⁹⁸ SAPMO-BArch, DY 30 2/11/V 2921. Il s'agit Emilie Barüfke, née Deter.

En 1917, il entra dans les Jeunesses socialistes, en 1918 dans l'USPD, en 1920 dans le KPD⁹⁹. En 1918, il fut soldat en Alsace¹⁰⁰. Lors de la révolution en 1919, il participa aux combats à Berlin¹⁰¹. Il milita dans le KPD en 1921 et 1923 et fut rétribué par le parti¹⁰². En 1923, il s'installa à Berlin. Il travailla dans les chemins de fer berlinois. Il appartint au comité d'entreprise BVG¹⁰³, l'entreprise de transports berlinoise.

En 1927, il fut délégué pour le congrès national du KPD à Essen. Il partit en 1928 à Moscou pour être délégué du 6^e congrès mondial du Komintern en 1928. Il eut aussi une activité locale. Il fut de 1925 à 1929, représentant de quartier et régional de Berlin. Il fut élu pour la circonscription de Potsdam au Parlement prussien (*Landtag*) en 1928¹⁰⁴. En 1928/29, il appartint au mouvement des « conciliateurs » à l'intérieur du KPD. Il fut aussi dès sa fondation en 1928, dirigeant de la Ligue des amis de l'Union soviétique¹⁰⁵. Il se montra opposé à l'action du 1^{er} mai 1929, qu'il qualifia de putschiste.

A partir de cette base locale, il grimpa les échelons de la hiérarchie du KPD: instructeur pour le département d'organisation du comité central, secrétaire de l'UB¹⁰⁶ Frankfurt/Oder en 1929/30, secrétaire de la politique syndicale du BL¹⁰⁷ Wasserkante, puis il dirigea le syndicat RGO pour la région Wasserkante, à Hambourg et l'organisation du KPD de la région. En 1932 il fut de nouveau élu député au Parlement de Prusse pour la région d'Hannovre-Est. Il fut l'organisateur direct de la grève des transports de novembre 1932 à Berlin, menée conjointement par le NSBO, syndicat nazi et le RGO, syndicat communiste. En mai 1933, il appartenait à la direction nationale du RGO (Berlin).

En juillet 1933¹⁰⁸, il émigra à Copenhague et devint secrétaire du Profintern pour le bureau européen dans la ville. A cause d'un problème de faux passeport

⁹⁹Ibidem: dans son autobiographie adressée au SED en 1951, il affirmait être entré dans le KPD en décembre 1919.

¹⁰⁰ Ibidem

¹⁰¹ SAPMO-BArch, SgY30/0149

¹⁰²*Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933*, opus cité.

¹⁰³ BVG: *Berliner Verkehrsgesellschaft* (transports, Berlin)

¹⁰⁴ BArch, R58/3202

¹⁰⁵ *Bund der Freunde der Sowjetunion*

¹⁰⁶ UB: *Unterbezirk*, sous région.

¹⁰⁷ BL: *Bezirksleitung*, direction régionale, d'une région

¹⁰⁸ SAPMO-BArch, DY 30 2/11/V 2921 A partir de janvier 1933, il séjourna à Berlin, Frankfurt/Main et Hambourg.

pour lequel il fut condamné, il est expulsé et partit en URSS¹⁰⁹. On peut supposer qu'il a travaillé là-bas pour le Profintern. Toutes ces notices biographiques précisent qu'il travailla pour l'ISH entre 1934 et 1935 à Anvers¹¹⁰, dans son autobiographie il rajouta qu'il avait été à Anvers jusqu'en 1936¹¹¹. Dans les faits, il fut membre dirigeant de l'ISH à Paris à partir de 1935, et du départ de Wollweber, et se rendit pour des réunions à Anvers¹¹². Il fut en 1935 délégué à la conférence de Bruxelles (du KPD) qui se tint à Moscou. Dans le même temps, il fut élu à la Commission de contrôle du KPD et à son bureau politique¹¹³. Il fait partie en 1937 du comité pour la coordination des syndicats allemands¹¹⁴. Il avait dès 1936 essayé de construire un front uni avec l'ITF. Mais la tentative échoua¹¹⁵. Marié¹¹⁶, sa femme fut accusée de faire des allers-retours entre la France et l'Allemagne, ce qui était peu apprécié dans les milieux émigrés¹¹⁷. En 1939, il est délégué à la conférence du KPD de Berne.

En 1939, il est interné dans le camp du Vernet¹¹⁸ en France mais aussi à la Santé, Colombes, Roland Garos, Les Milles et à Casablanca. Il réussit à rejoindre les Etats-Unis. En mai 1941, il chercha à partir pour Mexico mais il fut retenu par les autorités américaines. Il travailla comme ouvrier métallurgiste.

En octobre 1946, il voyagea vers Odessa sur un bateau russe et rentra début décembre 1946 à Berlin. Il eut ensuite des activités dans le SED (adhérent dès 1947) au niveau de Berlin, puis devint président du syndicat FDGB à Berlin. Exclu en 1954 du Comité central dont il avait été candidat de 1950 à 1954, et du FDGB en 1954. Il reçut la VVO¹¹⁹ en or en 1965.

¹⁰⁹ BArch, R58/3201

¹¹⁰ Hermann Weber, Andreas Herbst, *Deutsche Kommunisten...*, opus cité, p. 183; BArch, R58/4201, p. 20. Ce transfert est confirmé par la Gestapo (BArch, R58/3201) et cela est repris par différents auteurs comme Lars Borgesrud, opus cité ; Eiber Ludwig, opus cité; Weber Hermann, opus cité.

¹¹¹ SAPMO-BArch, DY 30 2/11/V 2921

¹¹² BArch, Z/C II/20 Bd 8

¹¹³ BArch, R58/4202

¹¹⁴ *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933*, opus cité : *Mitglied Koordinationsausschuss deutscher Gewerkschafter*

¹¹⁵ BArch, Z/C II/20, Band 8

¹¹⁶ SAPMO-BArch, DY 30 2/11/V 2921

¹¹⁷ RGASPI 495/205/5434

¹¹⁸ SAPMO-BArch, SgY 9/V231/12/64

¹¹⁹ VVO: *Vaterländischer Verdienstorden*, ordre du mérite de la patrie

Paul Karl Dix

1894 West Havelland - inconnu

Marin

KPD, ISH

Surnoms

Dickte, Scheele Paul¹²⁰

Paul Dix est né dans une famille modeste. Il avait deux frères. Ses deux parents étaient ouvriers agricoles¹²¹. Il travailla dès l'âge de huit ans l'été et fréquenta de six à onze ans l'école communale (*Volksschule*). A la suite du déménagement de sa famille à Berlin, alors que son père avait trouvé du travail dans une usine, il commença à travailler dans la ville comme garçon de course, bagagiste ou ouvrier. Sur son éducation, il précisa dans les interrogatoires de la Gestapo qu'il avait été éduqué de manière strictement religieuse et que son père n'était pas politisé, tout juste syndiqué au sortir de la guerre¹²². Finalement en 1910, il partit pour Hambourg et s'engagea comme mousse. Il se syndicalisa alors dans le *Deutscher Transportarbeiterverband*. Il voyagea au Portugal et en Espagne où il fut initié au syndicalisme alors qu'il travaillait dans un gisement de houille dans les Pyrénées.

Il ne partit pas pour le front et rentra en 1918 à Berlin où il travailla comme ouvrier. Il repartit en mer en 1923, travailla comme ouvrier de 1924 à 1927. Il est syndiqué à Berlin comme ouvrier chez Siemens de 1922 à 1925 dans le *Deutschen Metallarbeiterverband*. Entre 1925 et 1927, il travailla dans différentes usines avant de repartir en mer à la suite de la mort de sa femme¹²³. Après six mois en mer, entra dans le KPD à Hambourg comme adhérent. Mais aussi à partir de 1928, il adhéra à la *Roten Hilfe* et le RFB et l'EVSHBD/ISH. C'est pendant les soirées organisées par la cellule du KPD à Hambourg avant 1933 qu'il rencontra Kurt Lehmann, Hermann Knüfken qu'il va revoir à Anvers.

¹²⁰ BArch, Z/C 12 742, p. 28

¹²¹ BArch Z/C II/20 Band 8. De cet acte sont extraites les informations personnelles de Paul Dix.

¹²² Idem: „Von meinen Eltern wurde ich strengreligiös erzogen. Mein Vater war politisch uninteressiert. Als ich nach dem Weltkrieg 1914/18 nach Berlin zurückkehrte, war mein Vater im Bauarbeiterverband gewerkschaftlich organisiert.“

¹²³ Fred-Rainer Grosskopf, *Zum antifaschistischer Widerstandskampf deutscher Seeleute der Handelsflotte von 1933-1945*, Ingenieurhochschule für Seefahrt, Heft 21, Warnemünde, 1984.

Entre avril 1931 à octobre 1934, il était chômeur. Il continua ses activités communistes après 1933 puisqu'il était caissier pour le KPD et fit aussi de la propagande pour les marins à Hambourg. Il s'engagea finalement sur le vapeur *Geroldstein* qui faisait la route entre New York et Anvers. Il fit de la propagande sur le bateau avec Karl Appel¹²⁴. Après quatre mois sur mer, Richard Pilz l'informa à Anvers que le groupe du KPD auquel il appartenait avait été démantelé et qu'il ne devait pas revenir en Allemagne. Donc il déserta le *Geroldstein*, qui battait pavillon allemand, le 20 mai 1935. Il devenait un émigré et resta à Anvers jusqu'à Pâques 1936 et fréquenta son interclub.

C'est là qu'il rencontra Willi Müller qui cherchait à contrôler les activités des marins communistes dans le port. Ce dernier l'envoya au printemps 1936 à Rotterdam dans l'interclub pour y travailler comme propagandiste pendant sept mois. Mais il fut exclu du mouvement communiste comme contre-révolutionnaire et se retrouva en errance, sans aucun moyen de subsistance. Finalement il fut expulsé en Belgique et retourna à Anvers en août 1937. Il entra dans le groupe de Knüfken rattaché à l'ITF comme propagandiste auprès des marins allemands en escale dans le port d'Anvers¹²⁵.

Chassé par l'avancée des troupes nazies en Belgique en France, il fut arrêté en mai 1941 par la gendarmerie française et interné dans différents camps St Livrade, Villemur (Pyrénées), St Cyprien, Gurs. Il fut livré à la Gestapo en juillet 1941. Torturé, Paul Dix livra une cinquantaine de nom de marins communistes¹²⁶.

Leif Foss

1899-1982

Syndicaliste norvégien

Profintern-ISH

Marin dans la marine de guerre, docker avant de devenir permanent syndical en 1925 puis permanent pour le KPD en 1928. Délégué pour le 5^e congrès du Profintern en 1930 à Moscou. Envoyé entre 1931 et 1932 en URSS, il y travailla

¹²⁴ Ludwig Eiber, opus cité, p. 574 et BArch Z/C II/20, Band 8

¹²⁵ Pour connaître la trajectoire plus précise de Paul Dix après 1937 et son travail dans le port d'Anvers, voir la thèse de Dieter Nelles, opus cité.

¹²⁶ BArch Z/C II/20, Band 8

pour le Profintern, élu au Comité exécutif. Entre 1933 et 1935, secrétaire du groupe RGO pour les marins en Norvège. Il perdit son poste en 1935 mais continua à travailler dans le cadre du syndicalisme maritime. Il parlait l'allemand et l'anglais. Richard Krebs certifia au CIC américain qu'il était un très bon organisateur, apte au travail conspiratif. Foss aurait travaillé selon Krebs, pour l'*Apparat* (les services secrets soviétiques) en Norvège¹²⁷. Leif Foss avait été élève de l'Ecole léniniste Internationale¹²⁸.

Lorsque la Norvège fut envahie, Leif Foss fut arrêté une première fois en 1940¹²⁹, une deuxième fois en septembre 1941¹³⁰, accusé d'avoir pris part fin octobre 1935, à une délégation venue en Allemagne pour rendre visite à Ernst Thälmann et d'avoir pris contact avec des réseaux illégaux à Kiel, Hambourg et Berlin. Il est jugé en octobre 1943 à Hambourg. Le tribunal le condamna à trois ans de prison qu'il purgea dans différents camps de concentration. Activités syndicalistes après guerre.

George Hardy

1884 Yorkshire -1966

Ouvrier agricole, riveteur, marin, cocher

IWW, Profintern, CIPAT, secrétariat Pan-Pacifique, ISH, PCGB

Né dans une famille pauvre du Yorkshire¹³¹. Père ouvrier agricole et analphabète. Il travailla jeune à douze ans dans les champs et quitta son foyer à l'âge de treize ans. Finalement il devint marinier à dix-sept ans et se syndicalisa. Il entra dans l'armée pour finalement travailler de nouveau comme ouvrier. Suite à des périodes de chômage, il partit en 1906 au Canada pour y travailler à Toronto puis en Colombie britannique, à Victoria. C'est là qu'il entra dans le parti socialiste canadien et découvrit les écrits de Karl Marx¹³². Il y travailla comme charretier et

¹²⁷ NARA, opus cité

¹²⁸ BArch, Z/C 14 299 : Richard Krebs à la Gestapo

¹²⁹ Page Wikipédia sur Leif Foss, consultée en 2013 : http://en.wikipedia.org/wiki/Leif_O._Foss

¹³⁰ BArch, R3001/172636/3

¹³¹ Les éléments autobiographiques sont issus de son autobiographie parue en 1956 en Grande-Bretagne et en 1957 en Allemagne. Nous avons utilisé l'édition allemande: George Hardy, *Die Welt-ein schwieriges Pflaster*, Berlin, Dietz Verlag, 1957.

¹³² George Hardy, *Die Welt...*, opus cité, p. 41 : sur son éducation politique, les livres qu'il achetait, les journaux qu'il lisait.

fonda le syndicat des cochers à Victoria, devint son président en 1910, à vingt-six ans. Peu après ce syndicat se rattacha au syndicat IWW.

Suite à l'éclatement de la guerre, il retourna dans sa ville d'origine Hull, en 1915. Il perdit deux frères à la guerre. Il travailla alors comme docker dans une compagnie belge et milita contre la guerre. Souhaitant connaître les conditions de travail dans la colonie belge du Congo, il s'engagea comme marin sur un bateau. Sur place, il prit conscience de la domination terrible des colonisateurs sur les africains. Revenu à Hull à la fin du mois d'avril 1916, il reprit ses activités antimilitaristes mais avec peu de succès. Il décida alors de repartir aux Etats-Unis en tant marin sur un bateau à vapeur. Ce travail lui permit de contourner la loi de défense de quitter le territoire britannique pendant la guerre. Il quitta le bateau illégalement dans le port de Boston. Il travailla dans une usine de fabrication de bateaux à Cleveland et devint un Wobblies, militant pour les IWW en juillet 1916. Début 1917, il fut élu lors d'une conférence des IWW des marins et dockers, secrétaire général du syndicat des mariniers. Il organisa des grèves tout autour des grands lacs et fut arrêté en tant que membre de l'IWW. Son procès et celui de membres de l'IWW ont lieu en avril 1918, dure quatre mois et vingt-six jours, au tribunal de Chicago. Hardy fut condamné à un an de prison sous le numéro 13 187 dans la prison de Leavenworth dans le Kansas. Il rejoignit ensuite Seattle et sa famille, sa femme et leurs trois enfants. Puis il fut envoyé par l'IWW en Grande-Bretagne pour appeler aux soutiens des travailleurs américains, comme délégué pour les *Shop Stewards* (délégué syndical) et pour le congrès de l'ITF mais il ne put y aller¹³³. Il revint illégalement aux Etats-Unis et travailla comme délégué de l'IWW. En mai 1920, il était secrétaire général à la Convention de l'IWW en 1920 à New York. L'entrée dans l'Internationale communiste, nouvellement créée, fut acceptée.

Il participa au congrès syndical de Berlin en décembre 1920 avec Tom Barker, en arrivant illégalement de Hull à Brême en bateau. Il fut invité à Moscou par les délégués russes présents à cette conférence avec Tom Barker. Après un voyage éprouvant, il rencontra Lénine au nom de l'IWW et Hardy promit d'aider à fonder un parti communiste américain. Lors de son retour pour les Etats-Unis, il fut arrêté

¹³³ Reiner Tosstorff, *Profintern, die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920-1937*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2004, p. 733.

en Allemagne pour possession de faux passeport et repart illégalement pour Chicago, le siège de l'IWW. Il tenta ensuite de créer un groupe minoritaire communiste à l'intérieur de l'IWW et à ce titre participa au deuxième congrès du Profintern. Puis il devint membre du parti communiste américain en 1921 alors qu'il était exclu de l'IWW. Il partit pour Berlin, mandaté par le Profintern pour travailler dans la section de langue anglaise du syndicat international. Il s'occupa plus particulièrement de la section maritime de l'ISR dont le siège était à Hambourg où il arriva en mai 1923. Il était en Hollande quand se déroula les événements d'octobre 1923 à Hambourg. Mais cela l'obligea à retourner en Grande-Bretagne. Il travailla pour le Mouvement minoritaire soutenu par le parti communiste et organisa le soutien des marins grévistes allemands dans les ports anglais lors de grèves notamment celle de 1926. Hardy appartenait au bureau politique du PC anglais depuis 1925 et il était secrétaire du Mouvement minoritaire.

Il fut nommé en 1927 par le Profintern, pour diriger le secrétariat pan-Pacifique, créé en mai 1927 à Hankou (ville de Wuhan aujourd'hui sur le fleuve Chang Jiang)¹³⁴. Le secrétariat avait été créé afin de populariser le programme de la conférence pan-pacifique de mai 1927. Les mots d'ordre de ce programme étaient : journée de huit heures, une journée de repos par semaine pour tous les travailleurs, fin de la vente d'enfants aux usines, liberté d'expression, de presse et de réunion dont il édita la revue *Le travailleur Pan-Pacifique*. A la suite des répressions contre les communistes menées par le Kuominang¹³⁵, il s'enfuit à Shanghai où il resta jusqu'en 1930. Au printemps 1929, eut lieu la deuxième conférence du Secrétariat Pan-Pacifique à Vladivostok qui dura quatre jours et où il intervint sur la situation en Chine.

Le Profintern le nomma président d'honneur de l'ISH lors du congrès de fondation de l'Internationale le 3 octobre 1930 pendant lequel il tint un discours¹³⁶. La nouvelle organisation pouvait être très utile pour le combat contre la baisse des salaires, contre la préparation à la guerre, selon lui. Pendant la période qu'il passa

¹³⁴ Sur ce secrétariat voir : Vernon L. Pedersen, *Underfunded, Understaffed and Underground: the History of the San-Francisco Bureau of the Pan-Pacific Trade-Union Secretariat*, *Continuity, a Journal of History*, n° 26, 2003.

¹³⁵ Parti nationaliste chinois, domina le gouvernement central de la République de Chine à partir de 1928 jusqu'à la prise de pouvoir par les communistes en 1949. Aujourd'hui son influence est limitée à l'île de Taïwan.

¹³⁶ George Hardy, *Die Welt...*, opus cité, p. 306-328: sur l'ISH.

pour l'ISH à Hambourg, il voyagea et organisa des grèves en tant qu'instructeur de l'ISH notamment en Hollande¹³⁷. Il se déplaça en France au début de 1931. Il voyagea au nom de l'ISH dans de nombreux pays pour organiser des grèves du Japon à South Shields, de Dantzig à l'Islande. Il entra en conflit avec les deux personnalités les plus importantes au sein de l'organisation: Alfred Bem et Albert Walter.

Finalement Hardy reçut un avis d'expulsion des autorités allemandes. Il rentra alors à Londres le 2 juin 1931¹³⁸. Il resta présent dans le mouvement syndical des marins communiste¹³⁹ mais en Angleterre dans le Mouvement minoritaire. Il fut envoyé en 1935 en Afrique du Sud pour aider à organiser et à écrire le programme du parti communiste du pays. De retour en Grande-Bretagne en 1936, il aida les volontaires à partir pour la Guerre d'Espagne. Il perdit son fils dans cette guerre en 1938, deuil douloureux pour ce militant très engagé. Il continua ensuite pendant la Seconde Guerre mondiale à travailler pour la section syndicale du parti communiste. Il retourna en Chine à l'âge de soixante-sept ans en 1951, qu'il perçu dans ses mémoires, comme merveilleuse sous le joug communiste.

Richard Jensen

1894 Copenhague – 1974 Copenhague

Dirigeant du syndicat des chauffeurs du Danemark, membre du Conseil de la ville, membre de la direction du syndicat STF¹⁴⁰ et membre du bureau politique du comité central du PCD, dirigeant de la section danoise de l'ISH

Ouvrier danois des ports, il fut dirigeant du syndicat national des chauffeurs (bateau à vapeur) du Danemark et de l'Internationale des marins et dockers pour le Danemark¹⁴¹. Il soutint beaucoup de marins chômeurs¹⁴². Il fut membre du secrétariat de l'ITF d'où sa proche collaboration avec Edo Fimmen¹⁴³. Il entra en 1921 dans le parti communiste danois.

¹³⁷ BArch, R1501/20 224, p. 71

¹³⁸ BArch, Z/C 16 125, Band 1

¹³⁹ SAPMO-BArch, SgY2/VDF/VIII/33

¹⁴⁰ *Skandinavische Transportarbeiter Föderation* : fédération scandinave des ouvriers du transport

¹⁴¹ SAPMO-BArch, SgY2/VDF/VIII/33 : *Appell an die Seeleute, Hafenarbeiter, Binnenschiffer und Fischer der ganzen Welt*

¹⁴² BArch, Z/C 16 125, Band 1

¹⁴³ Ibidem

Les locaux de l'ISH à Copenhague se situaient dans la rue Toldbodgade 10¹⁴⁴. Jensen y recevait les membres communistes internationaux qui voyageaient de l'URSS en Europe en passant par Copenhague et leur procurait des passeports pour partir en URSS. Le lieu servait aussi d'adresse postale et de centre pour tous les courriers. Les entretiens illégaux des fonctionnaires dirigeants du parti allemand et du Secrétariat d'Europe occidental avaient lieu dans l'appartement de Jensen.

Selon un document de la Gestapo, il avait des protections parmi la police danoise à qui il rendait divers services. Pour la Gestapo, il dirigeait la centrale de faux passeports de l'ISH, depuis le bureau d'Europe de l'Ouest à Copenhague, toute la poste et les liaisons des courriers pour l'URSS. De lui, les militants reçoivent des faux papiers et des instructions¹⁴⁵. Son activité de contacts induisait qu'il avait les hautes mains sur les finances du Bureau Ouest-européen de l'IC¹⁴⁶. Il est certain, mais cela mériterait une étude approfondie qu'il joua un rôle au sein du Komintern et ses communications à partir de 1930 ainsi que celles de ses agents et peut-être pour le NKVD. A partir de 1933, les militants qui se rendaient en Europe passaient par Copenhague pour éviter l'Allemagne, ce qui renforça le rôle de Jensen à l'intérieur du Komintern.

Dans son autobiographie romancée, Jan Valtin (Richard Krebs) qui l'avait côtoyé, le décrit de la manière suivante : « *cet ancien ouvrier, dont le plaisir était de dépenser comme un seigneur, faisait partie du petit groupe de bolchevistes étrangers qui paraissaient jouir de l'absolue confiance de Staline.* »

Il était à partir de 1933, monté en grade :

« *Le quartier général du secrétariat occidental du Komintern était situé à Westerport dans le plus grand et le bâtiment le plus moderne au centre de Copenhague (...) la trésorerie incombait à Richard Jensen, qui était devenu membre du conseil municipal de Copenhague*¹⁴⁷. »

En 1937, Richard Krebs le rencontra de nouveau. Il était toujours responsable du bureau des passeports, membre de la GPU, faisait des séjours mensuels à Moscou, tenait toujours les rênes des finances du secrétariat de l'Ouest du Komintern et était élu au conseil municipal de la ville de Copenhague. Selon Krebs

¹⁴⁴ BArch, R58/3017, p. 132

¹⁴⁵ Ibidem

¹⁴⁶ NARA, opus cité (témoignage de Richard Krebs au CIC américain)

¹⁴⁷ Jan Valtin, opus cité, p. 442, 808, 809.

au CIC américain, il n'y avait pas un seul bateau de la marine marchande où Jensen n'avait pas un de ses hommes¹⁴⁸. Pendant la Guerre d'Espagne, Jensen aurait été à la tête d'un organisme « Jensen Shipping » qui fournissait en armes les Républicains¹⁴⁹. Il est exclu en 1940 du PC danois. Il dénonça la parution d'*Out of the night*, après sa parution. Son destin ultérieur nous est inconnu.

Hermann Knüfken

1893 Düsseldorf-1976 Brighton

Marin, traducteur, éditeur

Deutschen Seemannsbund, dirigeant de l'interclub de Leningrad, direction section scandinave interclub Hambourg, EVSHBD, ITF

Surnoms

Le camarade pirate

Hermann Knüfken est né à Düsseldorf en 1893. Il dut gagner très rapidement sa vie et devint mousse. Dans ses mémoires, il écrit que très jeune il devient un socialiste radical. En août 1914, il est incorporé dans la Marine Impériale sur un bateau appelé *Hyäne*. Il organisa son détournement vers le Danemark pour lutter contre la victoire allemande et dut désertier la Marine Impériale le 23 mai 1917, après l'échec de la mutinerie suite à la trahison d'un des mutins. Il s'enfuit au Danemark. Après l'amnistie accordée par le gouvernement allemand en août 1917, Knüfken rentra en Allemagne.

Il repartit en octobre 1917 pour le Danemark mais est arrêté à la frontière. Il est menacé de peine de mort pour haute trahison. Cependant les autorités pensèrent qu'il pouvait servir d'homme liaison entre l'Allemagne et d'autres pays donc il ne fut pas condamné à mort. Il est libéré par la révolte des marins de Kiel fin en novembre 1918. Le 5 novembre 1918, Knüfken appartient à un groupe de marins révoltés qui enferma 287 officiers et qui les désarmèrent. Il combattit à Berlin en mars 1919 et appartient à la division de la Marine du peuple (*Volksmarine Division*)¹⁵⁰.

¹⁴⁸ NARA, opus cité

¹⁴⁹ Lars Borgersrud, opus cité, p. 86, 87.

¹⁵⁰ Il y eut vingt-neuf morts du côté des marins tandis que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht furent assassinés.

En juillet 1919, il partit à Copenhague puis il est de nouveau en Allemagne à Cuxhaven où il fut actif dans le syndicat *Deutschen Seemannsbund* qui devint ensuite le *Deutscher Schiffahrtsbund* (DSB) en 1921. Il fut adhérent du KPD et soutint l'aile radicale du parti : le KAPD.

En avril 1920 le chalutier *Senator Schröder* quitta Cuxhaven. Deux passagers illégaux, délégués du KAPD, Franz Jung et Jan Appel furent à bord. Knüfken prit le bateau en otage et emmena les deux délégués au 2^e Congrès de l'Internationale communiste en URSS. Il arriva en Union soviétique en pleine guerre civile, le 1er mai 1920. Lénine qui le rencontra, l'appela le "camarade pirate"¹⁵¹.

En juillet 1920, il retourna illégalement en Allemagne muni d'ordres du Komintern. Il est arrêté à Stettin sur le chemin du retour et condamné à cinq ans de prison. Il est interné dans la prison de Fuhlsbüttel à Berlin. Il se mit sept fois en grève de la faim (la dernière en octobre 1922) et est libéré après un mouvement de protestation nationale. En mai 1923, il s'en va en URSS, nommé responsable du bureau du port de Leningrad. Il organisa à ce titre la propagation de la littérature communiste dans le monde entier par l'intermédiaire des marins.

Knüfken est arrêté en 1929 par la police soviétique. Dans ses mémoires¹⁵², on trouve une description de la prison secrète de la Loubianka à Moscou, très originale puisque des personnalités politiques de hauts rangs y ont été enfermées et peu en sont sorties vivantes. Il s'agissait en fait d'un hôtel au temps du régime tsariste pour ses agents. Knüfken y reste dix mois dans des conditions très particulières. Il décrit avec moult détails sa vie de prisonnier et la prison où se joue tel un théâtre macabre, le destin de milliers de personnes. Ainsi par exemple, le silence dans l'immense bâtiment était absolument complet et les gardes aux uniformes verts, postés à intervalle régulier dans les corridors, s'exprimaient par des signes des mains. Elle devint dès 1925, la prison la plus secrète de Russie. Grâce à des protestations internationales et à une manifestation de marins à Leningrad, il fut relâché.

C'est à ce moment là que se terminent ses mémoires. La dernière phrase de l'ouvrage montre que Knüfken s'est détourné du communisme: « [les Bolchéviques] furent coupables d'avoir permis l'apparition d'une nouvelle classe

¹⁵¹ Hermann Knüfken, *Von Kiel bis Leningrad; Erinnerungen eines revolutionären Matrosen 1917 bis 1930*, Berlin, Basisdruck Verlag, 2008.

¹⁵² Idem

*d'exploiteurs, d'entrepreneurs et de parasites comme jamais auparavant dans l'histoire*¹⁵³.»

Lorsqu'il rentra en Allemagne décembre 1931¹⁵⁴, il devint militant de l'EVSHBD et de l'ISH. Il travailla pour des éditions communistes *Neudeutschenverlag* à Hambourg et il dirigea la section scandinave dans de l'ISH dans l'interclub d'Hambourg¹⁵⁵. Il participa au déplacement des archives de l'EV/ISH d'Hambourg à Copenhague après la prise de pouvoir d'Hitler¹⁵⁶. Il s'occupa ensuite de la distribution de propagande communiste à partir de l'interclub de Rotterdam¹⁵⁷. Expulsé de la ville par la police, il continua son activité dans le port d'Anvers. Il fonda un groupe de résistance qui fit scission avec le KPD et l'ISH en 1936 pour entrer dans l'ITF¹⁵⁸. Il travailla parallèlement pour les services secrets britanniques.

En 1939, arrêté en Suède, protégé par les autorités anglaises, il est enfermé pendant trois ans dans un hôpital psychiatrique dans un total secret sous le nom de *Freitag*¹⁵⁹.

Après la Seconde Guerre mondiale, il participa à la dénazification de l'Allemagne et resta pour cela à Hambourg jusqu'en 1950. Il arrêta toutes activités politiques à partir de 1950. Il travailla pour le Ministère des affaires extérieures anglais dans les ports de Londres, c'est-à-dire les services secrets selon son biographe Dieter Nelles¹⁶⁰. En 1964 il eut une attaque d'apoplexie et il se retira à Brighton jusqu'à sa mort en 1976. Ses cendres furent jetées dans la mer, près de Copenhague¹⁶¹. Knüfken parlait couramment l'allemand, le russe, l'anglais, les langues scandinaves et probablement, « des fragments d'autres langues¹⁶² ».

¹⁵³ Hermann Knüfken, opus cité, p 315, en allemand dans le texte.

¹⁵⁴ RGASPI 495/205/2740, p. 7, cité dans : Hermann Knüfken, opus cité, p. 319.

¹⁵⁵ BArch, Z/C II/20, Band 8

¹⁵⁶ Ludwig Eiber, opus cité, p. 581-611.

¹⁵⁷ Hermann Knüfken über Ernst Wollweber im Verhör im Gefängnis zu Falun am 28. Juni 1940, Im Original Schwedisch, Typoskript, Sapö Stockholm, prêté par Dieter Nelles à l'auteur.

¹⁵⁸ C'est le thème principal de la thèse de Dieter Nelles, opus cité.

¹⁵⁹ Documentaire sur Hermann Knüfken, en allemand: Staffan Lamm, *Ein Mann, namens Freitag*, 1989, 60 minutes.

¹⁶⁰ Dieter Nelles, *Das abenteuerliche Leben des Hermann Knüfken, ein demokratischer Revolutionär, Seefahrt, ÖTV Report*, n° 3, septembre 1996.

¹⁶¹ Dieter Nelles, *Widerstand und internationale Solidarität...*, opus cité, p. 387.

¹⁶² NARA, opus cité

August Kraak

1902 en Prusse orientale – 1947 Emden

Marin, KPD (1930), EVSHBD

Surnoms

Klein August, Dirk, Jampi, klein Jan

August Kraak est né à Emden de Karl Kraak et de Johanna née Riek, tous deux ouvriers. La famille déménagea vers Münster en 1920 en Westphalie.

En 1930, il était adhérent du KPD à Emden comme caissier. Il s'engagea comme marin et appartint à l'EVSHBD.

Il est arrêté en avril/mai 1933 comme adhérent de la Marine rouge, torturé et envoyé en camp de concentration. Fin octobre 1933, il revint à Emden et commença un travail de résistance pour rétablir le KPD à Emden.

Il était en charge du transport de littérature illégal de la Suède vers l'Allemagne. Kraak dirigea l'organisation illégale d'Emden jusqu'en mai 1934. En avril 1934, cinq communistes d'Emden sont arrêtés qui connaissaient Kraak comme dirigeant. Il dut fuir vers la Hollande. Il arriva dans la ville de Delfzijl et s'adressa au communiste local Bonno Smidt. Il devint un *Grenzmann*¹⁶³, un homme qui faisait passer la frontière à Delfzijl/ Groningen aux communistes allemands.

Bonno Smidt avait un neveu, le marinier Henderkus Zandstra à Delfzijl qui avait une tante à Emden. Kraak et lui créèrent une liaison et leurs activités s'étendirent sur les villes portuaires de Frise orientale. Kraak organisa des formations sur le sol hollandais pour les ouvriers, fit des collectes pour le Secours rouge international en Espagne, pour des militants enfermés et leurs familles en Allemagne (collectes impossible en Allemagne). Il récolta des informations sur l'Allemagne hitlérienne et les faisait suivre à Amsterdam (un des centres du KPD en exil). Il prit aussi des contacts en Allemagne qui pouvaient fonctionner comme adresse (*Anlaufadresse*) pour le dépôt de matériel ou pour d'autres objectifs illégaux. August Kraak était le lien entre Emden et la Hollande et le pivot de la résistance communiste dans cette région. Il maintint des liaisons jusqu'à Oldenburg, Brême et les ports scandinaves et hollandais.

¹⁶³ Littéralement homme à la frontière.

Kraak s'occupa d'envoyer du matériel illégal vers l'Allemagne sous diverses formes¹⁶⁴ par le bras du fleuve de l'Ems ou par mer à partir de la ville de Delfzijl¹⁶⁵. Le responsable communiste était Bonno Smit mais n'étant pas marin, son neveu le marinier Henderkus Zandstra, qui faisait les allers-retours à bord du Greta chaque jour. Il servait d'intermédiaire. Il travailla avec August Kraak. Bonno Smit fut condamné pour ces activités en 1941 à deux ans de prison par le tribunal nazi de Hamm.

Il s'engagea à la fin de 1936 pour la Guerre d'Espagne dans les Brigades internationales, bataillon Thälmann jusqu'en 1938. A la fin de la guerre, il fut interné à St Cyprien, à Gurs et à partir de 1940 à Argelès-sur-mer. Fin 1940, il fut arrêté à St Louis Hautes-Pyrénées. Il s'enfuit et arriva à Toulouse le 30 avril 1941 où l'organisation illégale du parti l'envoya en mai 1941 à Septfonds; de nouveau arrêté à Septfonds et emmené le 14 juin à Montauban, condamné à trois ans de prison. Il fit appel et il fut libéré le 14 février 1942.

Arrêté de nouveau, il s'enfuit encore et il prit le maquis jusqu'en 1943. Le 29 mai 1944, sous ordre du parti, il partit pour Colomiers pour travailler dans le camp de résistants allemands. Il y resta jusqu'à la libération de Toulouse.

En 1945, August Kraak revint à Emden en passant par Trier¹⁶⁶ où il est enregistré le 9 juillet 1945. Il recommença ses activités dans le KPD. Il est arrêté par les Anglais¹⁶⁷ en tant que communiste. Il aurait sur ordre du parti décidé de recréer une liaison entre l'Allemagne et la Hollande. Il resta trois mois dans la prison d'Aurich. Ce séjour dans des cellules glacées de l'hiver 1946/47, les carences de nourriture subies depuis la Guerre d'Espagne, avait affaibli Kraak, qui atteint de la tuberculose, meurt à l'hôpital d'Emden le 5 juin 1947. Il y aurait sur sa tombe à Emden, une inscription tombale offerte par les habitants de Groningen pour se

¹⁶⁴ Traduction en allemand dans : SAPMO-BArch, NY4321/10 de l'ouvrage qui fait quelques références à August Kraak: HULP Rode, *De opvang van Duitse Vluchtelingen in Groningerland (1933-1940)*, Wolters-Noordhoff, Forsten, Groningen, 1986, p. 134, 135 : „In der Form einer kleinen Bibel von der Grösse einer Streichholzsachtel. Es war wahrscheinlich etwas grösser. Und das war eine evangelische Bible und die ersten sechs bis sieben Seiten waren auch normal Bibel, die genesis, womit die Bibel beginnt. Aber der Rest war dann Propaganda gegen den Faschismus. Aufrufe, um eventuell zu streiken, um Sabotage zu betreiben und so weiter.“ Souvenirs de Koos Olhfers membre du PC hollandais, Kraak lui ayant montré le matériel.

¹⁶⁵Le transport pouvait aussi se faire par train, si le machiniste était communiste.

¹⁶⁶ *Kartei zu Personen und Sachverhalten des antifaschistischen Widerstandskampfes*, Bundesarchiv, Berlin : August Kraak

¹⁶⁷ Emden faisait partie de la zone allemande contrôlée par les Anglais.

souvenir de celui qui avait joué un rôle si important pour nombre de réfugiés fuyant le nazisme.

Gerhard Johannes Kratzat¹⁶⁸

1909 Burg-12.7.1944 fusillé à Lyon

Marin

KPD, ISH, EVSHB, ITF

Surnoms

Jan à Anvers, Gerhard Matzat, Heinz Minzmann ou Hinzmann, Erich Schmidt, Gerhard Fallen, Jean au Havre¹⁶⁹

Gerhard Kratzat est le troisième enfant d'une fratrie de six. Le père de Friedrich Kratzat exerçait comme contrôleur des postes¹⁷⁰. Il arrêta la *Volkschule* (école élémentaire) en 1923 pour apprendre le métier d'employé de banque dans la ville de Burg. Mais le chômage le poussa à partir en mer en 1927.

Adhéra à l'IMD dès sa création en 1931. En 1932, c'est en tant que permanent de l'EV/ISH qu'il s'installa à Dantzig. Il lutta contre la propagande du NSDAP et pour le syndicat de l'ISH.

Il est arrêté en mars 1933 et déporté dans le camp de concentration de Sonnenburg où il fut torturé. Après sa mise en liberté en juillet 1933, il repartit sur mer. En 1934, il travailla de nouveau pour l'EVSHBD dans l'interclub de Rotterdam. Début 1936, il est envoyé à Anvers pour fonder un nouveau groupe de l'EV. A Anvers, en tant que dirigeant politique du *Gruppe Seefahrt*, il essaya, début 1936, avec Richard Pilz et Paul Dix, réfugiés communistes allemands, de créer un nouveau groupe du KPD parmi les marins. Il publia dans ce but la revue *Schiffahrt* (qui n'a pas par hasard le même nom que la revue éditée par l'International Transport Workers Federation, l'ITF¹⁷¹).

Il négocia avec Edo Fimmen pour une fusion avec le groupe de Knüfken mais Edo Fimmen exigea la reconnaissance de la ligne politique de l'ITF comme par exemple, l'abandon du travail du parti dans l'ITF et la reconnaissance des nouveaux

¹⁶⁸ Des informations sont à trouver sur wikipédia : http://de.wikipedia.org/wiki/Gerhard_Kratzat

¹⁶⁹ BArch, Z/C 20, Band 6

¹⁷⁰ Notice biographique de Kratzat sur internet:

www.freewebs.com/stolpersteine/gerhard_kratzat.html

¹⁷¹ BArch, R58/2006

membres de l'ITF comme Hermann Knüfken. Kratzat refusa. Cette décision quoiqu'il en était, ne lui appartenait pas.

L'ISH dissout, il partit pour la France au début de l'année 1937. Il est probable qu'en tant qu'ancien marin et militant de l'ISH aguerri, il eut des responsabilités pendant la Guerre d'Espagne¹⁷².

A la fin de la Guerre d'Espagne en 1939, l'IC le chargea d'organiser le retour des combattants anglophones du Bataillon Lincoln dans le port du Havre¹⁷³. Il revint à Anvers en septembre 1939. Il est arrêté par la police communale d'Anvers le 2 janvier 1940, lors d'un contrôle de routine des étrangers, sous le faux nom de Georg Laursen, muni d'un faux passeport danois¹⁷⁴. Etienne Verhoeven avance qu'il a pu travailler pour l'organisation Wollweber¹⁷⁵ ou pour les services de renseignements français dès sa période française, en 1938/1939.

Condamné à Anvers, le 4 avril 1940, à trois ans d'emprisonnement pour faux et usage de faux, il est déporté au camp de Saint-Cyprien le 15 mai 1940 et libéré en août 1940. Refusant de rentrer en Allemagne, il fut de nouveau interné. Il s'évada en novembre 1942 et resta à Toulouse. Il entra en septembre 1943 dans le « Mouvement de Résistance pour les Prisonniers de Guerre et Déportés » (MRPGD) sous le nom de René Pierre Vanhaeren, né le 10.9.1911 à Dunkerque. Ce mouvement était destiné à collecter des informations sur les prisonniers de guerre et travailleurs français en Allemagne. Arrêté à Paris le 10 mars 1944 par les Allemands, il fut condamné à mort le 30 juin 1944 par la cour martial à Lyon et exécuté le 12 juillet 1944.

La dépouille de Gerhard Kratzat fut enterrée anonymement et c'est seulement en 1968 que le dernier de ses frères put le faire exhumer et ré-inhumer. Le *Land* du Schleswig-Holstein et les administrations fédérales rejetèrent à plusieurs reprises les demandes d'indemnisation présentées par la famille au motif qu'elles

¹⁷² Le publiciste allemand Thomas Putsch affirme que Kratzat était chargé d'organiser le service de renseignements du groupe *Seeschiffahrt* parmi les membres du KPD combattant en Espagne. Voir : <http://www.akens.org/akens/texte/info/32/17.html>

¹⁷³ BArch, R58/ 9105 (anciennement Z/C 13 936)

¹⁷⁴ Etienne Verhoeven, notice biographique de Gerhard Johannes Kratzat, p. 759-760, in: José Gotovitch, Claude Pannetier, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919-1943), deuxième édition, 2010.

¹⁷⁵ C'est ce que pense la police judiciaire d'Anvers. Etienne Verhoeven, opus cité.

concernaient un "traître"¹⁷⁶. A son adresse de naissance à Burg, on peut trouver depuis 2009 un « pavé de la mémoire » ou *Stolperstein*¹⁷⁷.

Hermine, Johanne Krebs née Stöver

1905 Brême- 1938 Allemagne (camp de Fuhlbuscht)

Graphiste

KPD, ISH

Surnoms

Firelei¹⁷⁸, Herma Kjemms¹⁷⁹

Fille du commerçant Johann Stöver. Elle fréquenta deux écoles d'art à Brême et à Munich. Elle est nommée directrice artistique dans l'entreprise *Norddeutschen Wollkämmerei* à Brême où elle resta quatre ans.

Pendant l'année 1930, elle rencontra Richard Krebs par l'intermédiaire de la soeur de ce dernier qui avait été dans la même école qu'elle. Sous son influence, elle entra au KPD dans el courant de 1931. Elle milita beaucoup à Brême, dans le cadre de l'interclub où travaillait Richard Krebs. Elle est repérée par la police de la ville pour ses caricatures dans les journaux communistes et pour sa collaboration avec la troupe de théâtre *Die Roten Reporter*.

Par la suite, Richard Krebs est nommé gérant de l'interclub de Hambourg. En août 1931, Hermine Stöver le rejoint suivit à Hambourg, où ils se marièrent le 5 mars 1932. Un fils naquit de cette union : Jan, né le 27 septembre 1932¹⁸⁰. A Hambourg et à Brême, Hermine Krebs a dessiné des caricatures et des tracts qui étaient imprimés par l'interclub¹⁸¹.

C'est au début de 1933 que Richard Krebs installa son imprimerie clandestine pour l'EV/ISH. Jusqu'en avril 1933, Hermine Krebs dessina et écrivit les phrases ou les slogans qui ne pouvaient être tapés à la machine. Elle est aussi accusée par la Gestapo d'avoir pris des papiers dans l'interclub fermé par la Gestapo pour

¹⁷⁶ Etienne Verhoeven, opus cité.

¹⁷⁷ Ces pavés sont surtout utilisés pour indiquer qu'une personne juive déportée, habite à l'endroit où est apposée la pierre. Pour Kratzat : Gartenstraße 15, 25712 Burg. Voir: http://www.freewebs.com/stolpersteine/gerhard_kratzat.html

¹⁷⁸ Dans l'autobiographie romancée de Jan Valtin : *Sans patrie, ni frontières*, opus cité.

¹⁷⁹ Nom sous lequel elle vécut à Copenhague.

¹⁸⁰ Jan Krebs se trouvait à Brême en 1946. Richard Krebs l'emmena aux USA où il vit actuellement.

¹⁸¹ SAPMO-BArch, R3018/NJ 14 498

pouvoir écrire ces tracts et d'avoir, avec l'aide de Popovics fait marcher la machine à ronéotypée. L'imprimerie est découverte par la Gestapo. Elle partit chez ses parents à Brême avec son enfant tandis que Richard Krebs partit en Suède vers la mi-mars 1933. D'Anvers, Richard Krebs lui écrivit de venir le rejoindre.

En avril 1933, elle partit d'Allemagne. Elle s'arrête à *Aachen* (Aix-la-Chapelle) où une connaissance de Richard Krebs la réceptionna à la gare. Ils traversèrent un bois jusqu'à la frontière belge. Elle est ensuite emmenée par un autre militant, connaissance de Krebs, à Anvers où elle retrouva son mari. Ils partirent ensuite vers Paris, puis Rouen et le Havre où Richard Krebs est envoyé comme instructeur. C'est en août 1933 qu'elle fit des caricatures tirées entre 250 et 300 exemplaires représentant Hitler en bourreau et de quatre communistes assassinés¹⁸² le 1^{er} août 1933.

En septembre 1933, elle partit à Copenhague comme passagère clandestine jusqu'à Göteborg où elle fut réceptionnée par des gens de l'ISH et emmenée à Copenhague¹⁸³. Au printemps, Hermine Stöver partit pour Copenhague pour travailler dans la section allemande de l'interclub sous la direction de Wollweber¹⁸⁴, à la rédaction d'articles dans les journaux *der Sturm* et *der Funksprüche*¹⁸⁵. Ces journaux étaient amenés en Allemagne jusqu'au printemps 1934 par des marins allemands. Elle devait aussi surveiller tous comportements suspects, parmi les fonctionnaires de l'interclub. Contre ce travail, elle était nourrie et logée.

En février 1934, elle arrêta son travail rémunéré de permanente communiste. Elle prit alors un travail de femme de chambre. En août 1934, sa mère lui rendit visite à Copenhague et l'emmena à Brême où elle est arrêtée par la Gestapo le 13 octobre 1934. Elle est interrogée par l'inspecteur Krauss.

¹⁸² August Lütgens, Bruno Tesch, Walter Möller et Karl Wolff

¹⁸³ SAPMO-BArch, R3018/NJ 14 498

¹⁸⁴ Beilich agent de la Gestapo et militant de l'EV, fut selon Dieter Nelles et Wollweber, l'amant de la femme de Krebs pendant l'année 1934 alors qu'il dirigeait la section allemande de l'interclub de Copenhague. Ces "amours au Komintern" (titre d'un chapitre de la biographie d'Eugen Fried) mettraient à bas l'accusation de Valtin contre le Parti communiste de lui avoir "enlevé" sa femme. Voir les mémoires de Wollweber : SAPMO- BArch, SgY30/1036/2, p. 192, 193. Wollweber y accusait Hermine Krebs d'être déjà au courant du fait que son mari était passé agent de la Gestapo en 1934. Cela était faux. Krebs devint agent de la Gestapo entre la fin de 1936 et le début de 1937. Elle est aussi accusée dans les mémoires de Wollweber, d'être au service de la Gestapo dès 1934. Hermine Krebs n'a jamais été agent de la Gestapo.

¹⁸⁵ SAPMO-BArch, R3018/NJ 1258

Elle est condamnée en octobre 1935¹⁸⁶, à deux ans de prison pour haute trahison. En novembre 1936 à la fin de sa peine, la Gestapo la garda en otage. A cette date, la Gestapo avait découvert dans le camp de Fuhlsbüttel un réseau de résistance que dirigeait son mari Richard Krebs avec Anton Saefkow¹⁸⁷. Pendant l'enquête en 1937, son mari Richard Krebs était devenu un *V-Mann* (mars 1937). Dans une lettre, Hermann Knüfken qui a aidé Richard Krebs à s'enfuir aux Etats-Unis le 1^{er} janvier 1938, affirmait que Krebs lui aurait dit qu'elle avait été battue à mort par la Gestapo quand celle-ci avait appris que Richard Krebs s'était enfui de Copenhague¹⁸⁸.

Dans son autobiographie romancée, Richard Krebs affirma avoir pu revoir sa femme avant son départ aux Etats-Unis. Ernst von Waldenfels, biographe de Richard Krebs, soutient qu'elle a été libérée à la fin de sa peine puis de nouveau arrêtée en février 1937 et remise en prison à Fuhlsbüttel où elle meurt le 15 novembre 1938. Dieter Nelles pense qu'elle est restée en prison de son arrestation à sa mort¹⁸⁹. Ce qui est sûr, c'est que, même si Richard Krebs avait voulu la faire sortir d'Allemagne et ceci avec l'aide de son frère comme le soutient Ernst von Waldenfels dans son ouvrage¹⁹⁰, aucun communiste, ni aucune organisation communiste ne les auraient aidés car Hermine Krebs s'était détournée du communisme depuis le mois de février 1934.

Richard Krebs

1905 - 1951

Marin, timonier, dirigea l'organisation des interclubs de Brême et Hambourg (août 1931-mars 1933), instructeur de l'ISH (France, Belgique, Grande-Bretagne, pays Scandinaves)

Surnoms

¹⁸⁶ SAPMO-BArch, R3018/NJ 1258

¹⁸⁷BArch, Z/C 16 125, Band 2

¹⁸⁸ Hermann Knüfken über Ernst Wollweber im Verhör im Gefängnis zu Falun am 28. Juni 1940, Im Original Schwedisch, Typoskript, Sapö Stockholm, prêté par Dieter Nelles à l'auteur, p. 391 Löp nr. 2, p. 127

¹⁸⁹ Dieter Nelles, Jan Valtin "Tagebuch der Hölle"; Legende und Wirklichkeit eines Schlüsselromans der Totalitarismustheorie, 1999. *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts*, 1994, p. 11-45.

¹⁹⁰ Ernst von Waldenfels, *Der Spion, der aus Deutschland kam. Das geheime Leben des Seemanns Richard Krebs*, Berlin, Aufbau Verlag, 2002.

Son père mourut en 1919. Richard Krebs arrêta le collège²⁰². Il s'engagea comme marin et travailla jusqu'en Amérique du Sud. La crise économique frappait de plein fouet l'Allemagne et ses habitants. Richard Krebs a du mal à être embauché comme marin. A la suite d'une rixe sur le port de Hambourg, il est emprisonné. Il raconte dans son autobiographie, qu'il prit connaissance des théories marxistes en prison, rencontra un communiste qui le fit entrer au KPD et en mai 1923, faisait partie sous la houlette d'Albert Walter, de la section de propagande internationale et du comité des travailleurs des transports (CIPT ou CIPAT)²⁰³.

Au début, Krebs était un courrier au service du KPD. C'est probablement au titre de courrier transmettant les nouvelles d'un groupe à l'autre de combattants, que Richard Krebs participa à l'insurrection de 1923 à Hambourg. Sa fuite prouve qu'il a réellement participé à l'insurrection. Il arriva dans le port d'Anvers en passant par la Hollande. Il partit pour les Etats-Unis, la Chine et voyagea dans le monde entier notamment en Asie.

Dans son livre, Jan Valtin prétend qu'il a été élève dans une école de cadres communistes soviétiques. De son retour au printemps 1925 en Allemagne jusqu'à son arrestation aux Etats-Unis en août 1926, la vie de Richard Krebs n'est pas claire. S'il a suivi cette formation en URSS, ce serait pendant l'hiver 1925/1926. Ce qui est sûr, c'est qu'il voyagea pendant l'été 1926 en Asie et d'Asie jusqu'à la côte ouest des Etats-Unis comme passager illégal.

Le 14 août 1926 Richard Krebs attaqua le commerçant juif Maurice L. Goodstein au 711 de la 5e rue Est à Los Angeles sans réussir à le tuer. Il passa en jugement le 21 octobre 1926 et se déclara coupable. Il fut condamné à purger une peine de dix ans dans la prison de Saint-Quentin. Les motifs politiques de Krebs dans cette attaque n'ont pas été établis.

La prison fut une université pour Richard Krebs. Il compléta ses connaissances en anglais, suédois, espagnol, italien. Il suivit des cours de philosophie, de techniques de navigation, d'astronomie et de journalisme. Il commença à écrire parallèlement à ses études²⁰⁴. A Saint-Quentin, il découvrit la

²⁰² *Die Oberrealschule* : équivalent de *die Realschule*.

²⁰³ Jan Valtin, opus cité, p. 48, 52.

²⁰⁴ Il écrivit un recueil de d'une trentaine de nouvelles publié en 1942 sous le titre *Bend of the River*. Elles parurent dans la revue de la prison *San Quentin Bulletin*.

littérature. Le 5 décembre 1929, il est libéré pour bonne conduite et dans son autobiographie romancée, il voyagea jusqu'au Havre²⁰⁵.

Le 1er février 1930, à Brême, il s'inscrivit dans une école navale qu'il termina un an plus tard avec le diplôme de timonier. C'est une école de formation de la compagnie Norddeutscher Lloyd qui prenait une partie des diplômés. Il est évident que comme repris de justice et communiste, il dut ce succès en partie à la réputation de son père dans ce milieu. L'école de la marine était tenue par un ami de son père le Capitaine Preuss. Krebs recevra la mention "bien".

A cette époque, il rencontra Hermine Stöver, Firelei dans l'autobiographie romancée de Jan Valtin. En fait, Krebs l'aurait connue par l'intermédiaire de sa soeur Cilly dont elle était une camarade de classe dans une école d'Art appliquée de Brême. Les parents de la jeune fille étaient strictement contre cette union mais cela ne l'empêcha pas de s'installer avec lui et d'entrer dans le KPD en 1931. Un fils naquit de cette union : Jan, né le 27 septembre 1932.

Son activité politique prenait de plus en plus de place dans la vie de Richard Krebs puisque ce dernier est remarqué dans des rapports de la police brêmeise à partir du printemps 1930 comme un propagandiste pour l'ISH. En 1931, Krebs dirigea quelques mois l'interclub de Brême.

En avril 1931, il fut un des quatre délégués brêmeis choisis pour la *Reichskonferenz* de l'EVSHBD, la section allemande de l'ISH. Cette conférence eut lieu à Hambourg. Lors d'une autre conférence en 1931 à Brême, Krebs rencontra Alfred Bem. Ce dernier l'envoya à Leningrad où il écrivit un compte rendu sur l'interclub du port. Ce voyage ainsi que son diplôme de timonier, facilitèrent très certainement sa nomination à Hambourg, siège de l'Internationale des gens de la mer. Il avait été choisi pour diriger l'interclub de Hambourg par Alfred Bem²⁰⁶.

Bem a selon la déposition de Richard Krebs à la Gestapo, protégé ce dernier. A la suite de l'exclusion du KPD à Brême de Krebs (il avait utilisé un bateau soviétique sans l'accord du Parti local), Bem nomma Krebs dirigeant de l'interclub d'Hambourg et lui donna ensuite toutes les instructions pour diriger l'interclub²⁰⁷.

²⁰⁵ Jan Valtin, opus cité, p. 220.

²⁰⁶ NARA, opus cité

²⁰⁷ BArch, Z/C 14 299

En août 1931, Krebs s'installa à Hambourg avec Hermine Stöver avec qui il vivait depuis mars 1931. Il dirigeait la section de propagande de l'interclub de Hambourg²⁰⁸. Il était responsable des manifestations, de réunions, des activités de l'interclub. Hermine Stöver s'occupait de la partie culturelle de l'interclub. Il participa aux préparations de la grève dans le port de Hambourg en septembre et octobre 1931. Il fut arrêté le 12 octobre 1931 dans l'interclub de Hambourg avec quatre-vingts autres permanents. Pour l'organisation, il fut aussi instructeur en Grande-Bretagne (en 1932), dans les pays Scandinaves, en France (en 1933), en Belgique, en Hollande (en 1932). Il est envoyé en Norvège comme instructeur de l'ISH au début 1933 et en avril 1933.

Richard Krebs revint de Scandinavie le 30 janvier 1933 pour l'enterrement de sa mère. Il organisa l'installation d'une imprimerie clandestine qui fut découverte par la Gestapo²⁰⁹. Lors de l'incendie du Reichstag, le 28 février 1933, il était de nouveau à l'étranger. Le 28 avril, il partit pour Anvers.

D'Anvers, sa femme le rejoignit après la découverte de leur imprimerie illégale tandis que leur enfant restait chez les parents de cette dernière. Pendant l'été 1933, elle l'accompagna lors de missions en Hollande, Belgique et en France à Paris, puis Rouen et le Havre. Il participa au Congrès contre le fascisme et la guerre du mouvement Amsterdam-Pleyel. Richard Krebs resta en France jusqu'au mois d'octobre et partit ensuite pour Copenhague.

Arrivé à Copenhague, Wollweber lui demanda de rétablir la liaison avec Hambourg. Il arriva le 29 octobre 1933 à Hambourg en compagnie de Hildegard Thingstrup qui l'accompagnait, sous le nom d'Otto Melchior. Ils vivaient chez les parents de cette dernière à Hambourg. Il avait l'adresse du militant Fritz Raschen. Krebs devait revenir avant le 15 novembre et indiquer à l'organisation à Copenhague, ce qu'il restait de l'EVSHBD à Hambourg particulièrement combien de permanents étaient encore actifs et ce qui avait été fait²¹⁰.

Krebs fut arrêté le 8 novembre 1933 par la Gestapo, dénoncé par le marin Martin Holstein. Krebs fut l'un des accusés du procès de la Marine rouge de Hambourg, *Hamburger Roten Marine Prozess*, qui eut lieu en 1934. Condamné à quatre ans de prison, il est envoyé dans le camp de Fuhlsbüttel.

²⁰⁸ *Geschäftsführung*

²⁰⁹ A ce sujet, voir le chapitre 6.

²¹⁰ SAPMO-BArch, R3018/NJ 13 225 Band 3

Dans le camp de Fuhlsbüttel, il participa au réseau de résistance dirigé par Anton Saefkow²¹¹. Il se mit alors au service de la Gestapo. La déposition que Krebs donna à la Gestapo et dans laquelle il annonçait son abandon de la foi communiste datait du 12 mars 1937. Ses rapports datèrent du 18 mars, 1^{er} avril, 12 mai, 28 juillet, 5, 21, 30 août, puis 10, 28 septembre 1937 et 3 février 1938. Krebs envoya un schéma de l'ISH qui parvint à la Gestapo le 20 mai 1937. Son dernier rapport datait du 21 février 1938, sous le nom d'Erka²¹².

Krebs arriva au mois d'août 1937 à Copenhague. Accueilli par Richard Jensen et Wollweber²¹³, il déposa son passeport de la Gestapo aux membres du parti communiste présents. On lui proposa de partir pour l'URSS, ce qu'il annonça à la Gestapo, mais il promit, selon Richard Jensen, de s'engager en Espagne dans les Brigades Internationales. Accompagné de deux matelots danois, des hommes de Jensen, il leur échappa à Paris, où il rejoignit l'ambassade allemande. N'étant pas parti pour l'Espagne, le Komintern le dénonça en publiant sa photo, la même que celle de son passeport de la Gestapo, certifiant ainsi que Richard Krebs avait toujours joué double jeu entre la Gestapo et le Komintern²¹⁴.

Peu après avoir échappé aux hommes de Jensen, le 25 novembre 1937, Krebs prit contact avec le groupe de Knüfken à Anvers, groupe lié à l'ITF qui le soutint financièrement et lui trouva un bateau²¹⁵. En janvier 1938, Krebs partit sur le bateau

²¹¹ Constance Margain, *Die zwei Leben des Anton Saefkows: kommunistischer Widerstandskämpfer und sozialistischer Held (1903-1944). Biographische Skizzen und Frage der Erinnerung*, (traduction en allemand de : Anton Saefkow esquisse biographique et enjeux mémoriels d'un résistant communiste allemand au nazisme (1903-1944)), *International Newsletter of Communist Studies Online (INCS)*, Bernhard Bayerlein/Gleb Albert, n° 25, automne 2012 : http://newsletter.icsap.de/home/data/pdf/INCS_25_ONLINE.pdf ; Anton Saefkow: esquisse biographique et enjeux mémoriels d'un résistant communiste allemand au nazisme (1903-1944), *Dissidences en ligne*, 2011 : <http://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/document.php?id=1289>

²¹² BArch, R58/9105 (anciennement Z/C 13 936)

²¹³ SAPMO-BArch, RY/1/I 2/3/132, SAPMO-BArch, RY/I 2/44, p. 27, 28 Ce dernier affirma que Krebs lui aurait raconté qu'il avait été reçu par Himmler lorsqu'il devint agent de la Gestapo : „ Krebs wurde nach seinen eigenen Angaben vor seiner Abreise nach Kopenhagen von Himmler empfangen. “ Pour Krebs, Wollweber était à l'origine de son envoi en Allemagne en octobre 1933 car Wollweber ne voulait pas que Richard Krebs fasse parti du secrétariat de l'ISH à Copenhague. De plus, toujours selon Richard Krebs, ils avaient été concurrents à Hambourg avant 1933 : Krebs ne voulait pas que Wollweber ait affaire dans l'interclub (Wollweber était alors le dirigeant de l'EVSHBD). Voir à ce sujet : *Sans patrie, ni frontière* et les archives à Washington : NARA, opus cité.

²¹⁴ Dans le journal communiste *Die Schifffahrt* paru une photo de Richard Krebs avec la mention „*Achtung Gestapo*“ (attention Gestapo) en janvier 1938.

²¹⁵ Säpo Stockholm P391 Löp nr. 2, S. 127, Aufzeichnung Hermann Knüfken, Maschinenschrift, Stempel 5. Dez. 1939 (zwischen 29.11 und 5.12.39 entstanden) Original Deutsch, prêté par Dieter Nelles à l'auteur.

anglais *Ary Lensen* de Gand avec une machine à écrire²¹⁶. Le 3 février 1938, Krebs arriva aux Etats-Unis et le 9 mars 1938, il était à New York. Il devint citoyen américain en 1947, après avoir participé dans l'armée américaine aux combats de la Seconde Guerre mondiale.

Heinrich, Hein, Heyn, Hans, Wilhelm Meyn ²¹⁷

1906 Hambourg – 1993 RFA

Ouvrier dans des usines de construction maritime, permanent pour le KPD, responsable de la politique du port d'Hambourg, KPD/SED, ISH, DKP

Surnoms

Friedl, Friede Gärtner, Fiete²¹⁸.

Heinrich Meyn dit Heyn Meyn est né à Hambourg en 1906 dans une famille acquise aux idées sociales-démocrates²¹⁹. Heinrich Meyn est issu d'une famille nombreuse (quatre enfants). A douze ans, il entra dans une organisation du SPD pour enfants (*Jugendspiele*). Son père, bon élève, avait obtenu une bourse et avait effectué des études dans une école supérieure (*pädagogischen Hochschule*). Il était employé à Altona puis à Kiel comme gestionnaire des salaires dans une banque. Le père d'Heinrich Meyn était un militant actif qui fit des séjours en prison. A Kiel, il alla à l'école à l'âge de sept ans, de 1912 à 1921, tout en travaillant dans une ferme.

En 1914, son père est mobilisé et sa mère dut travailler. Elle ouvrit un petit commerce de laverie pour devenir ensuite conductrice de tramway pour remplacer

²¹⁶ BArch, R58/2211; BArch, Z/C II/20, Band 8

²¹⁷ Je remercie l'éditeur Andreas Hansen pour son aide dans la recherche de documents afin d'écrire cette notice biographique.

²¹⁸ SAPMO-BArch, R3018/NJ 2848, p. 5 : son surnom dans le KPD

²¹⁹ Les éléments personnels sont tirés de son autobiographie non publiée, écrite pour son petit-fils Tim : *Deine Mitteilungen an Tim! Niederschrift eines Gespräches mit Hein Meyn*, Hambourg, 1988, p. 1. Le grand-père paternel avait étudié Marx (p.3) et appartenait au groupe de Julius Motteler du *Roten Feldpost* (p. 9). Le *Roten Feldpost* était le journal illégal du SPD qui remplaça le *Vorwärts*, jusqu'à ce que celui-ci soit rétabli en 1890.

Autobiographie non publiée en possession de l'éditeur Stephan Ret (Basisdruck Verlag), neveu d'Heyn Mein, et prêtée gracieusement à l'auteur (décembre 2011) par l'intermédiaire d'Andreas Hansen. Nous avons trouvé de nouveau grâce à l'éditeur Andreas Hansen, le titre d'une publication faite de manière personnelle de ces mémoires, par un ami de Heyn Mein, Klaus Weigle : *Mitteilungen an Tim! Sekun'n keene Unmenschen ut uns moken. Niederschrift eines Gespräches mit Hein Meyn*, Privatdruck, o.O. 1988.

les hommes au front. Elle se syndicalisa²²⁰. Ils allèrent à Hambourg en 1916 où ils vécurent la Révolution de novembre²²¹. En 1918, sa mère mourut de la grippe et son père plaça les enfants dans un orphelinat car il était encore au front.

Meyn travailla ensuite dans une ferme et il rencontra un prisonnier géorgien germanophone avec lequel il évoqua la révolution de novembre 1918, celle bolchevique. Son père les reprit à Hambourg en 1920 et travailla comme employé. Après la 9^e classe à quinze ans, Heinrich Meyn entreprit une formation de jardinier mais préféra travailler dans l'entreprise de construction nautique *Blohm und Voss* puis *Vulkan Werft*.

Pendant sa formation, il appartenait déjà à la *Sozialistischen Arbeiterjugend* (SAJ). En 1924, il entra dans les *Kommunistischen Jugendverband Deutschlands* (KJVD), les Jeunesses Communistes. Il avait aussi une activité de syndicaliste dans l'entreprise où il travaillait. Fin 1926, il appartint au comité d'organisation d'une grève à Hambourg (*Werftarbeiterstreikes*). Il est renvoyé et placé sur « liste noire » et ne put plus trouver de travail. Il partit alors en mer. Il n'entra pas dans le KPD en 1928 car il ne pouvait payer toutes les cotisations²²².

Il affirma dans son autobiographie non publiée, que chaque ouvrier de la navigation souhaitait partir en mer²²³. Il était employé comme soutier et chauffeur pendant les années 1926/27 et voyagea à Shanghai, New York, Buenos Aires. Il organisa avec des collègues une manifestation pour dénoncer la colonisation à Shanghai et reçut une punition pour incitation au mépris de la race blanche.

En 1927, il est missionné par le parti pour diriger l'organisation du KJVD à Altona, un quartier de Hambourg. Il devint ensuite dirigeant de l'organisation du KJVD pour la région *Wasserkante*²²⁴ en 1928. La même année, il est condamné pour « rébellion » à la suite de combats avec les nazis, à six mois de prison²²⁵. Il est

²²⁰ Hein Meyn, opus cité, p. 8

²²¹ Idem, p. 11-13. Son oncle maternel marin, faisait parti du conseil des ouvriers et soldats et l'emmène dans la maison des syndicats. Il raconte des scènes de dépeçage d'un cheval par la population affamée, des manifestations en novembre 1918 à Hambourg et une autre scène plus politique. Il voit des marins désarmer des officiers et que cela l'avait beaucoup marqué : « Ich sehe bewaffnete Matrosen mit roten Abzeichen (...). Plötzlich kommt eine Gruppe Offiziere aus einem Haus. Die Matrosen (...) entwaffnen sie (...). »

²²² Hein Meyn, opus cité, p. 17

²²³ Idem

²²⁴ Idem, p. 18 : il reçut de l'argent comme chômeur et un soutien de l'organisation des Jeunesses communistes.

²²⁵ Idem, p. 19. Il effectue sa peine dans deux prisons différentes car il est déplacé suite à une manifestation contre la mauvaise nourriture. C'est probablement en tant que membre du RFB qu'il fut arrêté et du Z-Apparat ou *Zersetzungsabteilung* contre le NSDAP.

libéré en 1930. Il n'avait aucune perspective d'emploi à cause de la crise économique et de ses renvois successifs. Il continua à prendre part aux combats de rues contre les nazis qui eurent lieu à l'époque à Hambourg. En 1930, il entra dans le KPD et le RGO.

En juin 1931, il est envoyé à l'Ecole léniniste internationale à Moscou. Il rencontra un membre du Komintern qui l'interrogea. Ce rendez-vous qui eut lieu en présence d'Hermann Schubert, qui dirigeait la région *Wasserkante* pour le KPD, se fit sans préavis. On lui demanda juste de se rendre dans la rue de *Valentinskamp* et il partit légalement pour Moscou une semaine après²²⁶. Il y passa quinze mois²²⁷. C'était son premier voyage au pays du socialisme. Comme jeune révolutionnaire, ayant vécu les affres du capitalisme, il était persuadé que l'URSS était plus à même de construire un ordre différent et les problèmes qu'il vit en URSS lui semblèrent solvables. Il se sentait chez lui²²⁸. Il se maria sous un faux nom avec une traductrice russe mais la situation en Allemagne s'empirant, il fut prié de rentrer.

Il remplaça Karl Dröscher pendant l'été 1932 à Hambourg comme secrétaire de la cellule du KPD pour les entreprises du port (*Hafenbetriebsgruppe*). Il resta dans cette fonction jusqu'en janvier 1933, en même temps qu'il était responsable de l'*Unterbezirk* (sous rayon) d'Altona pour le KPD. Son successeur dans le port était Karl Lesch. Il était en lien, par sa fonction (puisqu'il est responsable pour le KPD de tout le port d'Hambourg), avec Wollweber, Willi Siebert, Albert Walter, les dirigeants de l'ISH et de l'EVSHBD. Après la prise de pouvoir d'Hitler, il travailla pour l'ISH²²⁹.

²²⁶ Idem, p. 22-23 : „Als ich eines Tages in die Bücherstube Ecke Karl-Muck-Platz/Valentinskamp gerufen werde, ahne ich noch nicht, was man mit mir vorhat. Ich treffe dort Hermann Schubert, den Vorsitzenden des Bezirkes Wasserkante, Franz Jacob, der damals für die Agitation und Propaganda im Bezirk verantwortlich war, und eine sowjetischen Genossen, der sich im Auftrag der KOMINTERN Kandidaten für die Lenin-Schule ansieht und prüft. Er fragt mich nach der Rolle des Trotzismus und der Brandlers in der KPD und versucht mich im Zusammenhang mit den Linken, Rechten und Zentristen zu verwirren. Bei den Kaderakten befand sich eine von Hermann Dunker verfasste Beurteilung meiner Mitarbeit auf einer Wochenendschule des Jugendverbandes. Der bekannte Lehrer, Mitbegründer der KPD und Mitglied ihrer ersten Leitung, stand in hohem internationalem Ansehen. Der Prüfer wollte wissen, was ich von den Vorträgen Duncners behalten hatte. Schließlich will er wissen, was ich gerade lese, und erfährt, dass es die Schrift Lenins über den Imperialismus ist. Das alles muss ihn befriedigt haben, jedenfalls beendet er das Gespräch mit der Mitteilung: „Du weißt jetzt Bescheid, in ungefähr acht Tagen kommst Du nach Moskau auf die Lenin-Schule.“ On lui prêta de l'argent pour des chaussures, une valise, un pantalon pour son voyage qui eut lieu en juin 1931.

²²⁷ SAPMO-BArch, R3018/NJ 2848, p. 2. Il n'a pas dit à la Gestapo, qu'il avait été élève de l'Ecole léniniste internationale au prix de tortures élevées.

²²⁸ Hein Meyn, opus cité, p. 23: „Ich fühlte mich zu Hause.“

²²⁹ Ludwig Eiber, *Arbeiter und Arbeiterbewegung...*, opus cité, p. 582.

Il fut envoyé par Wollweber entre le 5 et le 23 mars 1933 à Duisburg, Breslau, Königsberg et Dantzig²³⁰, afin d'expliquer aux militants les nouvelles conditions de travail et d'encaisser les cotisations. Comme le syndicat avait peu d'argent, il voyagea sans payer avec le passe du Reichstag (*Reichstagsausweis*) de Wollweber, en prenant des risques conséquents²³¹.

Mandaté par Anton Saefkow²³², il fit passer des camarades pour le congrès antifasciste de Copenhague à Flensburg²³³. Il fut ensuite responsable du travail du KPD à Altona. Il est arrêté le 30 juin 1933. Il était en possession de différents papiers dont un rapport du Komintern sur la situation en Allemagne et des tracts²³⁴, des adresses qu'il essaya d'avaler à son arrestation²³⁵. Etant donné le nombre de documents communistes en sa possession, la Gestapo en déduisit, que Meyn avait une activité très conséquente en tant que résistant²³⁶.

Il fut torturé jusqu'en juillet 1934 et condamné à deux ans et huit mois de prison en décembre 1934. Il traversa les camps de concentration de Lichtenburg, Papenburg, Fuhlbüttel entre autres²³⁷. Dans son autobiographie, il supputa que d'une manière ou d'une autre la Gestapo aurait été renseignée sur ses activités à Moscou²³⁸ puisqu'elle l'interrogea très précisément.

Relâché en avril 1936, il reprit le travail illégal pour le KPD notamment des réunions secrètes et chercha des anciens camarades. Arrêté de nouveau en avril 1937, il est envoyé directement sans jugement dans le camp de Sachsenhausen. Il appartint à la direction illégale du camp sur proposition de Franz Jacob puis il est envoyé dans celui de Flossenburg (en novembre 1942). Ses connaissances en jardinage lui sauvèrent la vie puisqu'il pu travailler dans un jardin du camp de concentration. Il évita l'évacuation forcée du camp et rejoignit les forces américaines. Il voyagea ensuite jusqu'à Hambourg.

²³⁰ Ce sont les ports où il dit être allé dans son autobiographie (p. 36).

²³¹ Hein Meyn, *Deine Mitteilungen an Tim!*, ..., opus cité, p. 35.

²³² Hein Meyn, opus cité, p. 37.

²³³ SAPMO-BArch, RY/I 2/3/131, p. 35-37; *Unsere Zeit (UZ)*, Hein Meyn, seinen 85. Geburtstag, 8.3.1991

²³⁴ SAPMO-BArch, R3018/NJ 2848, p. 3

²³⁵ BArch, R58/3622, p. 185 verso

²³⁶ Ibidem: „Aus dem bei Meyn beschlagnahmten Material geht hervor, dass er eine rührige Tätigkeit entfaltet hat.“

²³⁷ SAPMO-BArch, R3018/ NJ 2848; dans l'acte d'accusation, on retrouve Walter Duddins comme témoin. Il a affirmé que Meyn avait travaillé pour le KPD en 1933. Meyn le retrouva à Sachsenhausen et affirma qu'il avait été libéré pour servir la Gestapo, travailla à Danzig et qu'il se serait suicidé à l'arrivée des troupes soviétiques à Berlin (Hein Meyn, opus cité, p. 58).

²³⁸ Hein Meyn, opus cité, p. 46.

Pendant l'été 1946, il est envoyé à Lübeck comme instructeur et il est choisi la même année comme premier secrétaire de l'organisation du rayon (*Sekretär der Kreisparteiorganisation*). A Lübeck, il rencontra Christine Grünert (née en 1927), fille d'officier. Ils se marièrent en 1947 et ils eurent une fille Heinke. En avril 1948, il devint adhérent au SED. De 1948 à 1950, il était à Kiel, comme secrétaire de rayon (*Kreissekretär*). En 1950, il était le premier secrétaire de la direction régionale du Schleswig-Holstein (*I. Sekretär der Landesleitung Schleswig-Holstein*) à Kiel. Ses fonctions lui furent retirées en 1952 par le parti pour « antisoviétisme ». Il appartenait toujours au parti et on lui proposa un poste d'instructeur à Brême. Il fit souvent des séjours dans des hôpitaux suite aux séquelles dues aux camps de concentration. Il retourna ensuite à Kiel pour travailler au secrétariat régional du KPD. Sa femme était aussi militante au KPD.

En 1956, le KPD fut interdit. Il s'enfuit à Berlin laissant sa femme et sa fille à Lübeck pour revenir ensuite. Il fut chômeur pendant deux ans et demi. En mars 1959, on lui proposa un travail à Lübeck de logistique de marchandises et il y travailla jusque dans les années soixante-dix. Il fonda en 1956 le comité international des déportés du camp de Sachsenhausen. Il en devint président en 1983. Il fut un des fondateur du parti *Deutschen Kommunistischen Partei* (DKP) en 1968 dans la région du Schleswig-Holstein et son adhérent jusqu'en 1986. Il laissa sa place à l'âge de quatre-vingts ans.

Friedrich, Karl, Heinrich, Hermann Müller

1901 Veckerhagen (Land: Hesse) - 1961 Brême

Marinier sur la Weser, inspecteur de bateaux à partir de 1945

Marié, un enfant²³⁹

Gesamtverband für Verkehr, Transport und öffentlichen Betrieb (1919-1931), KPD (1929), Rote Hilfe, IAH (1929-1933), EVSHBD (1931-1933)

Dans un court curriculum vitae adressé au SED, non daté, Friedrich Müller affirme que son père était responsable nautique (*Schiffsführer*). Sa famille s'installa en 1904 à Hamelin (*Hameln*), ville traversée par la Weser. Il étudia de l'âge de six à quatorze ans et atteint la 9^e classe. Renvoyé de l'école, il commença à travailler comme mousse pour la *Bremer Schleppschiffahrt Gesellschaft*, compagnie de

²³⁹ StAB, 4.54- E 573, p. 2

transports et de construction sur la Weser. Il travailla pour cette compagnie jusqu'à sa retraite en 1956²⁴⁰ comme inspecteur de bateaux, après la guerre et dirigeant du personnel²⁴¹.

Lors de la Première Guerre mondiale, il amena des journaux illégaux de Brême à Duisburg puis transportés sur le front (*Bremer Bürger-Zeitung*, journal important du SPD). Il se syndicalisa en 1919 et participa la même année à une grève des bateaux de la Weser. Il fut ensuite caissier dans le syndicat *Gesamtverband für Verkehr, Transp. u. öffentliche Betriebe*. En 1930, il participa à une grève des bateaux de la Weser puis à la fondation de *Einheitsverbandes für Seeleute, Hafenarbeiter und Binnenschiffer* en 1931. Il appartient à la direction nationale du syndicat. Renvoyé car l'entreprise manquait de travail, il devint permanent de l'EVSCHBD.

En 1933, il fut arrêté « en prévention » entre mars et novembre à cause de ses activités politiques et syndicales dans camp de concentration. A sa libération, il travailla avec le militant Hans Mikisch. Ils se retrouvaient avec l'instructeur Schramm, sur le bateau de Müller qui servait de moyen de coordination entre les courriers venant de Hollande et l'Allemagne jusqu'en 1938. Il créa un réseau d'antifascistes de marinières sur la Weser constitué de Rudolf Volkmann, Johann Benstein, Johann Sannebeck und Wilhelm Bölling²⁴². Il est décrit par l'instructeur Richter du KPD avec qui il travailla, comme un communiste actif et charismatique²⁴³. Après 1943, ce groupe travailla avec des marinières français antifascistes²⁴⁴.

Après la guerre, il appartient au conseil d'entreprise de la *Bremer-Mindener Schifffahrt A.G.* (ancienne *Bremer Schleppschifffahrt Gesellschaft*). Il vécut à Gröpelingen, dans la banlieue de Brême. Suite aux tortures subies en 1933, sa santé se dégrada et il ne put plus naviguer et travailla dans les bureaux de la compagnie brêmeoise et il mourut à l'âge de soixante ans.

²⁴⁰ Ibidem : il reçut de l'argent (*Wiedergutmachung*) pour les tortures subies pendant sa détention.

²⁴¹ Ibidem, p. 2

²⁴² L'existence de ce réseau est confirmée dans SAPMO-BArch, SgY30/1345

²⁴³ SAPMO-BArch SgY30/1345, p. 43

²⁴⁴ Il cita le français Clever Dutoit, né le 30.9.1922 à Loos, lieu de résidence : Lille, comme contact. SAPMO-BArch SgY30/1345

Karl Salomon²⁴⁵

1896 Dessau-1977 Eichwalde

Timonier

KPD, ISH direction nationale et locale (Bremerhaven), EVSHBD, RFB²⁴⁶, Rote Marine (1927-1933), député municipal à Wesermünde, SED, FDGB, DSF

Surnom

Le Thälmann de Bremerhaven²⁴⁷

Karl Salomon est le cinquième enfant d'une famille ouvrière de six enfants. Son père était maçon, socialiste et syndicalisé dans le *Bauarbeiterverband* (syndicat des ouvriers du bâtiment)²⁴⁸. Sa mère était ouvrière agricole. Il alla à l'école communale de 1903 à 1911, de sept à quinze ans. A seize ans, il quitta sa ville natale de Dessau et partit pour Hambourg pour faire le tour du monde²⁴⁹. Il fut mousse pendant la guerre en Angleterre, en Chine et traversa le Cap Horn puis fut incorporé dans la Marine de guerre allemande.

Il écrivit dans son autobiographie d'institution²⁵⁰, qu'il aurait du apprendre le métier de vendeur mais qu'il préféra partir dans la marine marchande. A la fin de

²⁴⁵ Une notice biographique de K. S. est disponible sur internet : FDGB-Lexikon, Berlin, 2009: Salomon, Karl (26.11.1896 - †28.9.1977) : Geb. in Dessau als Sohn eines Maurers, Volks- und Mittelschule, ab 1912 Handelsmarine Seemann, Mitgl. des Deutschen Schifffahrtbundes, Okt. 1916 I. WK, 2. Torpedodivision in Wilhelmshaven, 1918 U-Boot-Flottille Mittelmeer in Pula, Nov. 1918 Matrosenrat, ab 1919 Seemann auf einem Fischdampfer, 1924 Mitgl. des Transportarbeiterverbandes, später Arbeit als Maurer, 1923 Mitgl. der KPD, zeitw. Sekretär der KPD in Osnabrück, 1927 Mitgl. der KPD-BL Nordwest, 1927 Abschluss als Steuermann, 1929 Kapitänspatent, 1931 Stadtverordneter in Bremerhaven, 1929 Ltr. des Einheitsverbandes der Seeleute und Hafendarbeiter in Bremen, 1933 illeg. Arbeit, 3.3.1933 inhaft., „Schutzhaft“, 10.6.1934 erneute Verhaftung, 1934 Verurteilung durch den Strafsenat Hamm zu einem Jahr und zehn Monaten Gefängnis, bis zum 16.4.1937 Haft in den Strafanstalten Hannover und Wesermünde, 16.9.1937 erneut inhaft., 1938 Verurteilung durch das OLG Hamburg zu drei Jahren ZH, 1940-45 Haft im KZ Sachsenhausen; 1945 stellv. Bürgermeister im Bezirksamt Berlin-Tiergarten, ab 1.8.1945/46 Mitgl. des FDGB-Gründungsausschusses Brandenburg, Sekretär des FDGB-LV, 1946 Mitgl. der SED, 1947/48 Leiter des Zentralen Bereitstellungskontors für Baumaterialien in Potsdam, ab 18.11.1948 Leiter des Wasserstraßenamtes in Schwerin, 1. Dir. der Deutschen Schifffahrts- und Umschlagsbetriebe, 1952 Dir. der Seereederei, später stellv. Staatssekretär und Stellv. des Ministers für Verkehrswesen, 1955-58/60 Staatssekretär, später Stellv. des GD des VEB Außenhandelsbetriebes Transportmaschinen; 1956-60 Mitgl. des GST-ZV, Vors. der OGL Eichwalde.

²⁴⁶ BArch, R3018/15 010

²⁴⁷ Ernst Manfred, *Die aufrechte Gang. Widerstand und Verweigerung in Bremerhaven 1933-1945*, Bremerhaven, Ditzen Verlag, 1985, p. 46.

²⁴⁸ SAPMO-BArch, NY 4321

²⁴⁹ Erich Nase, *Am Steuerrad der Geschichte, der erste Direktor unserer Reederei: Karl Salomon, Seemann-Kommunist-Kämpfer*, Voll voraus, 31 Jahrgang, n° 14, 17.7.1989.

²⁵⁰ SAPMO-BArch, DY30 2/11/v2420: *Kaderfragen SED* (questionnaire de cadre du SED)

la guerre, il appartenait à la flotte de la Méditerranée des sous-marins²⁵¹. Lors de l'éclatement de la révolution, il fut élu au conseil de bord des soldats d'un sous-marin. Il rentra en Allemagne mais l'ensemble de l'équipage fut interné en novembre 1918 en Norvège. De retour à Kiel, il anima en décembre 1918 le Conseil de soldats de la ville. Arrêté, il dut quitter la ville et retourna dans sa ville natale de Dessau où il travailla comme maçon.

Il repartit ensuite au printemps 1919 en mer (Mer du Nord, Amérique du Sud). Il suivit ensuite une formation de timonier et de capitaine.

En 1920, élu dans le comité directeur du syndicat *Deutschen Seemannsbund*, il lutta pour les salaires, la journée de huit heures, l'assurance maladie, organisa des cellules sur des bateaux pêcheurs et fut délégué auprès du gouvernement en 1923 pour défendre les intérêts des pêcheurs de Bremerhaven. Il participa à la grève de 1923 des pêcheurs notamment en Ecosse. Il travaillait probablement pour le Profintern dès cette époque. En 1923, il entra dans le KPD, dans la section locale de Bremerhaven. Il fut envoyé comme secrétaire de l'*Unterbezirk* (sous-région) d'Osnabrück²⁵² pendant l'année 1924. Après la dissolution du *Deutschen Seemannsbundes* en 1924, il devint militant du *Transportarbeiterverbandes* qui devint le *Verkehrsbund*, d'où il est exclu en 1927 pour activités communistes.

De 1927 à 1932, il fut timonier pour la pêche en haute mer²⁵³ (en Islande, Atlantique nord, mer du Nord²⁵⁴). Dans ce cadre, il organisa différentes cellules communistes sur les bateaux de pêche²⁵⁵. De 1925 à 1927, il adhéra dans la ville de Bremerhaven, au KPD. Du 1er au 30 août 1930, Karl Salomon fut délégué des dockers et marins de la pêche²⁵⁶ au 5^e congrès du Profintern à Moscou et au 2^e congrès régional du RGO qui a lieu le 20 juillet 1930 à Brême²⁵⁷. A cause de cela dès 1931, il était sur la liste noire des armateurs. Cette époque fut marquée par le chômage. Il fut aussi élu comme député de la ville de Bremerhaven.

²⁵¹ Ibidem

²⁵² SAPMO-BArch, DY 30 2/11/v2420, p. 49

²⁵³ Ibidem

²⁵⁴ NARA, opus cité

²⁵⁵ SAPMO-BArch, DY30 2/11/v2420: *Kaderfragen SED* (questionnaire de cadre du SED), p. 50

²⁵⁶ Ibidem : „Im Juni 1930 während der Auflegezeit delegierten mich die Hafnarbeiter und Seeleute der Fischerei zum 5. Weltkongress der roten Gewerkschaftsinternationale.“

²⁵⁷ BArch, R1501/20 091 p. 287

Il dirigeait la section locale de l'EVSHBD de Bremerhaven dès 1931²⁵⁸, notamment la section des pêcheurs²⁵⁹. Il finança cette section par la vente d'un journal. Il essaya de travailler à faire de l'EV à Bremerhaven, un syndicat commun aux dockers et marins²⁶⁰. Il créa une cellule d'officiers et anima un interclub.

Dès le 3 mars 1933, la police ferma le bureau de l'EVSHBD²⁶¹ dans la *Schifferstrasse*²⁶². Les communistes étaient connus au niveau local, on savait où ils habitaient. Il est arrêté le 1^{er} mars 1933 et enfermé en camp de concentration à Brême. Il est condamné le 3 août 1934 à un an et huit mois de prison²⁶³. Il est relâché en avril 1935²⁶⁴. Il travailla quelques temps dans une usine de poissons et chercha à fonder une cellule communiste dans l'usine Seebeck²⁶⁵. Il est de nouveau arrêté en septembre 1937 pour tentative de reconstruction du parti (directive qu'il avait en effet reçu du KPD) et condamné en mai 1938 à trois ans de prison. Il avait essayé de reprendre contact avec d'anciens communistes et avait reçu des tracts, organisé des réunions²⁶⁶.

A la fin de sa peine en 1940, il est enfermé dans le camp de concentration de Sachsenhausen²⁶⁷. Il dirigea la direction communiste illégale du camp. Il réussit à fuir avec des prisonniers soviétiques et retrouva la liberté.

Il a obtenu après 1945 différentes médailles pour ses actes de résistance²⁶⁸. Il devint permanent du FDGB²⁶⁹ puis directeur en 1948 pour le trafic fluvial et maritime de la région de Mecklenburg. Il fut de 1949 à 1952, directeur de la *DSU*²⁷⁰ à Berlin. Karl Salomon devint directeur en 1953 jusqu'en 1958 de la *Deutsche Seereederei*²⁷¹ à Rostock. Il gérait deux cents bateaux. Il entra ensuite comme

²⁵⁸ SAPMO-BArch, R3018/NJ 17 556, p. 16

²⁵⁹ NARA, opus cité Richard Krebs au CIC

²⁶⁰ SAPMO-BArch, DY30 2/11/v 2420, p. 11

²⁶¹ BArch, R3018/NJ 17 556, p.16

²⁶² La rue des bateliers. Ernst Manfred, *Die aufrechte Gang*, opus cité, p. 19.

²⁶³ BArch, FBS 110/2757 (NJ 12 008)

²⁶⁴ BArch, Z/C 11 306, Band 2, p. 227, procès de Hamm, 26.4.1936. Les nazis l'accusent d'avoir été en possession d'explosifs et d'avoir appartenu au groupe Rote Marine.

²⁶⁵ BArch-SAPMO, DY30 2/11/v2420, p. 50: „Meine Tätigkeit legte ich (...) darauf (...), die Parteizelle in der Werft Seebeck aufzubauen.“

²⁶⁶ SAPMO-BArch, SgY30/1345, p. 19 Sur ce réseau de résistance autour de Karl Salomon, voir le chapitre trois.

²⁶⁷ Son numéro de condamné à Sachsenhausen était le n° 33057.

²⁶⁸ SAPMO-BArch, DY30 2/11/v2420: Médaille: für Teilnahme an den bewaffneten Kämpfen der deutschen Arbeiterklasse in den Jahren 1918-1923, Kämpfer gegen den Faschismus 1933-1945, Vaterländischer Verdienstorden (1955), Verdienstmedaille der DDR (1959).

²⁶⁹ *Freie Deutsche Gewerkschaftsbund* (FDGB) : syndicat des salariés de la RDA.

²⁷⁰ *DSU: Deutsche Schiffs- und Umschlagbetriebszentrale* (flotte commerciale de la RDA)

²⁷¹ *Betriebsleiter des VEB DSR (Deutsche Schiffs- Reederei)* Société privatisée en 1994.

secrétaire ministériel pour le trafic maritime au ministère des transports²⁷² de la RDA, nommé par Ernst Wollweber²⁷³.

En 1961, il partit à la retraite. Ensuite pendant treize ans, il présida le syndicat local d'Eichwalde. Marié en 1919, il eut quatre enfants. Sa femme demanda le divorce à son retour de camp. Il se remaria en 1949 pour divorcer en 1955. Karl Salomon est mort le 28 septembre 1977 à l'âge de quatre-vingts un ans. Il avait passé plus de dix ans dans les camps nazis.

Jozef Rimbertus Schaap

1899 Amsterdam -1943 Berlin

Marin hollandais

CPN (PC Hollandais) en 1924, EVSHBD, dirige l'interclub de Rotterdam (1928-1936), membre actif de l'organisation Wollweber

Surnoms

Joop, Rimbertus, Charles²⁷⁴, Fred/Fritz²⁷⁵, Friman²⁷⁶

Né à Amsterdam dans une famille de quatre enfants, il ne suivit aucune formation, sauf celle de l'école communale (*Volksschule*). A partir de 1917, il devint cuisinier et steward sur des navires de la flotte commerciale hollandaise²⁷⁷. Il servit en 1919 pendant neuf mois dans la marine impériale des Pays-Bas, puis devient en 1920 ouvrier du chemin de fer et en 1924, docker à Amsterdam. Il adhère au CPN en 1924²⁷⁸.

En 1928, il est candidat sur une liste communiste pour la Chambre des Représentants ('Tweede Kamer')²⁷⁹. A partir de 1928, Schaap dirige l'interclub de Rotterdam²⁸⁰. Il y a été envoyé par le CPN pour combattre l'influence d'une

²⁷² *Verkehrswesen*

²⁷³ SAPMO-BArch, DY30 2/11/v 2420, p. 42

²⁷⁴ Aux Pays-Bas et en Belgique

²⁷⁵ Dans les pays scandinaves

²⁷⁶ En Finlande

²⁷⁷ BArch, Z/C 10 467, p. 295, Band 7

²⁷⁸ Ibidem, p. 34, Band 2

²⁷⁹ Etienne Verhoeven, notice biographique de Jozeph Rimbertus Schaap, p.1132-1136, in : José Gotovitch, Claude Penetier (eds.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse et à Moscou (1919-1943)*, deuxième édition, CD-Rom, 2010.

²⁸⁰ RGASPI 534/6/61: la candidature de Schaap est acceptée par le CIPT, pour le poste de dirigeant du club international de Rotterdam, le 1^{er} octobre 1928.

dissidence communiste. Les dirigeants des interclubs étaient appelés secrétaire général. Son travail consistait à répandre le matériel communiste et à amener les dockers et marins aux idées communistes. Dans l'interclub de Rotterdam, on rencontrait surtout des marins hollandais mais aussi allemands²⁸¹.

Il voyagea en URSS en 1929, sur invitation de l'organisation des ouvriers du transport²⁸². De retour le 15 septembre 1930, il affirma avoir suivi une formation à cette période. On peut penser qu'il s'agit d'une formation de l'Ecole léniniste internationale mais il ne le précisa pas à la Gestapo²⁸³. De plus, dirigeant de l'interclub de Rotterdam dès 1928, il n'a pas pu suivre une formation a posteriori. Il est probable qu'il ait travaillé pour le CIPT dans le cadre de la fondation de l'ISH et du 5^e congrès du Profintern.

A partir de 1930, il joua un rôle dans la *Revolutionaire Vakverenigingsoppositie* (RVO), en allemand le RGO. En mai 1932, il dirigea la délégation hollandaise au congrès international de l'ISH à Hambourg²⁸⁴. Il avait de nombreuses liaisons avec les marins communistes chinois, malaysiens et indonésiens sur les bateaux hollandais qui venaient des colonies hollandaises²⁸⁵. Il joua un rôle important dans l'organisation d'une grève des marins à Rotterdam et d'une mutinerie sur le vapeur *Rotterdam*²⁸⁶.

Il organisa, à partir de 1933, à la demande de l'ISH, un groupe de matelots hollandais et allemands communistes travaillant sur des péniches sur le Rhin qui se chargeaient d'introduire en fraude en Allemagne les publications de l'ISH et du KPD, et des écrits politiques camouflées dans des brochures de publicité (*Tarnschrifte*). Ce petit groupe était appelé *Rheinaktiv*²⁸⁷. Il partit de nouveau en URSS en 1934, officiellement pour soigner une maladie d'estomac dans un curatorium dans le Caucase²⁸⁸, mais on note sa présence dans différentes réunions syndicales²⁸⁹.

²⁸¹ BArch, Z/C 10467, p. 295, Band 7

²⁸² Cette information m'a été aimablement communiquée par Etienne Verhoeven : selon une note de la police judiciaire d'Anvers du 20.6.1938, il est parti à Moscou en 1929 -sans autre précision- jusqu'au 15. 9.1930, sur invitation de l'organisation des ouvriers du transport. Source : archives du Parquet du Procureur du Roi à Anvers, Archives de l'Etat Beveren-Waas, no. 1187.

²⁸³ BArch, Z/C 10 467, p. 82, Band 2

²⁸⁴ SAPMO-BArch, SgY2/VDF/VIII/33

²⁸⁵ BArch, Z/C 14299, Band 2 : nom donné par Richard Krebs à la Gestapo en 1936.

²⁸⁶ Une illustration de ce vapeur est donnée en annexe.

²⁸⁷ Voir le travail dans cette thèse sur ce sujet.

²⁸⁸ BArch, Z/C 10 467, p. 3

²⁸⁹ Ibidem, p. 82, Band 2

Membre du conseil communal de Rotterdam du 25 juillet 1935 jusqu'à l'été 1936²⁹⁰, il se retira ensuite de la vie politique et du CPN. Son 'exclusion' du Parti sera publiée dans la presse communiste²⁹¹. Cette décision avait été motivée par le fait que Schaap venait d'être chargé d'une mission spéciale qui ne pouvait en aucun cas compromettre le Parti communiste²⁹². En effet, en juin ou juillet 1936, Schaap rencontra à l'Interclub de Rotterdam Ernst Wollweber et Ragnhild Wiik²⁹³ lui proposant de rejoindre l'organisation de résistance qu'ils dirigeaient. Schaap fut chargé de fournir l'organisation en explosifs et il fut responsable des groupes hollandais et anversois de sabotage de bateaux.

Le rôle de Schaap fut assez vite connu de la police belge par un communiste anversois qui servait d'indicateur de la police judiciaire²⁹⁴. La PJ prévint le consul-général d'Allemagne à Anvers. Schaap quitta en avril 1939 les Pays-Bas avec de faux-papiers pour Paris, ceci pour des raisons de sécurité. En septembre 1939, il partit pour Stockholm. Wollweber l'y chargea de la création d'un réseau de liaison entre la Norvège, les grands ports allemands et les états baltes²⁹⁵. Entre-temps, la signature du pacte de Moscou obligea Wollweber à suspendre les actions de sabotage contre l'Allemagne. L'organisation entreprit désormais de protéger les navires soviétiques et de s'attaquer à des navires ennemis, quels qu'il soit. En visite à Copenhague, Schaap suivi depuis plus d'un an par la Gestapo, est arrêté par la police danoise le 1^{er} août 1940 et livré à la Gestapo le 19 août 1940.

Pendant les interrogatoires, Schaap reconnut ses activités dans le groupe *Rheinaktiv*, couvrant celles du groupe Wollweber en affirmant qu'il avait été entre 1936 et 1940 marin à l'international. Torturé, il essaya plusieurs fois de se suicider en prison. Finalement, il est condamné à mort par le *Volksgerichtshof* de Berlin le 2 avril 1943 et exécuté à Berlin-Plötzensee le 30 juillet 1943. Dans une lettre d'adieu à ses parents, il disa mourir au nom du communisme et dans l'intérêt de l'humanité²⁹⁶.

²⁹⁰ Etienne Verhoeven, opus cité.

²⁹¹ Idem

²⁹² idem

²⁹³ Voir sa notice biographique dans le chapitre trois.

²⁹⁴ Etienne Verhoeven, opus cité.

²⁹⁵ Lars Borgesrud, opus cité.

²⁹⁶ SAPMO-BArch, RY/1/I 2/3/344, p. 60 Cette lettre a été reproduite par le SED après guerre.

Albert, Gustav, Paul Walter

1885 Flatow -1966 Klingenthal

Marinier, quartier-maître

Secrétaire général de l'ISH de 1930 à 1933

Les actes d'Albert Walter ont été détruits à 70 % par la Stasi en 1967, un an après sa mort. Homme clé des réseaux de marins dans le monde pour le Profintern, il est passé agent de la Gestapo en 1933. Les renseignements qu'il a communiqués, révélaient très certainement l'influence du Profintern et peut-être du Komintern en Allemagne durant l'entre-deux-guerres dans la marine.

Le père de Walter était paysan. Il alla à l'école à Crossen/Oder (aujourd'hui en Pologne). En 1899, il devint marinier et en 1902, marin. De 1907 à 1920, il travailla sur la ligne de bateaux HAPAG comme quartier-maître. Aux Etats-Unis pendant la guerre, il fut interné en 1917 et devint le président du comité des marins internés appelé *Comittee of interned Seamen*.

En juin 1920, il devint le dirigeant du syndicat *Deutsche Schifffahrtsbund*. Membre de l'USPD à son retour en 1920, il rejoignit le KPD après Halle en 1921 et entraîna son syndicat au Profintern. Il fut le dirigeant de ce syndicat jusqu'à sa dissolution en 1925.

Entre 1924 et 1933, il fut député du KPD au Parlement du *Bundesland* de Hambourg²⁹⁷, secrétaire du CIPT et responsable des interclubs à la demande de Losovsky jusqu'en 1928. Il fut également, secrétaire général de l'ISH de 1930 à 1933. Il fut un homme clé dans l'installation du réseau des services à travers les organisations et les clubs de marins du monde entier²⁹⁸. Arrêté par les nazis le 7 mars 1933, il devint l'agent Weber, actif pour la Gestapo²⁹⁹. Cependant aucun de ces rapports n'a été jusqu'à ce jour retrouvé.

²⁹⁷ *Hamburger Bürgerschaft*

²⁹⁸ BArch, Z/C 3989 Band I, II

²⁹⁹ BArch, Z/R 786 Band 6, p. 23

Il se sépara du groupe des communistes à Fuhlsbüttel dès son arrestation en 1933³⁰⁰. Lorsqu'Anton Saefkow organisa une grève de la faim dans le camp³⁰¹, Albert Walter refusa d'y participer. Ce refus fut connu à Copenhague où se trouvait l'ISH. Le militant de l'ISH Willi Müller libéré, essaya de le faire partir à Copenhague, premier refus de Walter³⁰². Le secrétariat de l'ISH envoya Schaap du Danemark, non sans risque, pour ce militant communiste de longue date. Malgré les conditions maximales de sécurité que Schaap lui promit, Walter refusa de nouveau prétextant³⁰³ qu'il ne voulait pas quitter sa mère. Schaap lui signifia qu'il n'était plus communiste, s'il ne quittait pas l'Allemagne³⁰⁴.

La police fut au courant du refus de Walter d'émigrer. Cela fut très bien vue par la Gestapo³⁰⁵. En se désolidarisant du groupe autour d'Anton Saefkow, Albert Walter confirmait qu'il avait quitté le mouvement communiste. L'ISH dénonça dans différents tracts et journaux³⁰⁶ les tortures qu'il aurait subies. Lui-même n'en fera jamais état, mais Krebs qui prétendait l'avoir rencontré en 1937, décrivit un homme brisé psychologiquement³⁰⁷.

Les nazis le libérèrent le 8 janvier 1934. Ils avaient pris sa mère en otage. Walter avait joué un jeu subtil avec la Gestapo, dénonçant quelques camarades³⁰⁸, mais sans donner le fonctionnement des réseaux de l'ISH et du Profintern/Komintern parmi les marins dont il était pourtant un des premiers prévenus (selon les documents à notre disposition). Il affirma cependant, et la Gestapo eut tout le loisir de le croire, qu'il n'était plus communiste.

Il exerça comme traducteur allemand/anglais chez « Deutschen Fichtebund ». Richard Krebs affirma qu'il était devenu un vendeur ambulant de cigares³⁰⁹. En 1937, il serait devenu consultant maritime pour la Gestapo³¹⁰. En 1940, il écrivit une brochure à la gloire de l'Allemagne et de son *Führer*¹².

³⁰⁰ SAPMO-BArch, RY/1/I 2/3/101, p. 196

³⁰¹ RGASPI 495/205/649 autobiographie manuscrite de Henry Richters, Leningrad, 2.5.1935

³⁰² SAPMO-BArch, RY/1/I 2/3/101, p. 185

³⁰³ Ibidem, p. 196

³⁰⁴ RGASPI 534/7/230, p. 94

³⁰⁵ SAPMO-BArch, RY/1/I 2/3/101, p. 185

³⁰⁶ SAPMO-BArch, R1501/20 082, SAPMO-BArch, RY/1/I 2/3/45, p. 152

³⁰⁷ NARA, opus cité

³⁰⁸ RGASPI 534/5/243 p. 212, 213 : Walter aurait reconnu au cours d'un procès en juillet 1934, la photographie d'Adolf (Alfred Bem). Notice d'Ernst Wollweber pour le Profintern à Moscou.

³⁰⁹ NARA, opus cité

³¹⁰ Ibidem

¹² Albert Walter, *Der englische Krieg und die deutschen Arbeiter*, Hannover, Gilde Verlag, 1940.

Après guerre, il devint député du parti conservateur *Deutsche Partei* (le parti allemand, DP), à Hambourg, parti qui prônait un retour aux valeurs nationales allemandes.

Emil Winkels

1890 - 1944 *Strafbataillon* (bataillon SS) Dirrlewanger³¹¹

Docker

ISH-EVSHBD Emden, instructeur illégal de l'ISH à Brême, organisateur principal du KPD à Emden

Emil Winkels venait d'une famille très pauvre. Son père ouvrier dans les chemins de fer, mourut alors qu'il avait quatre ans. Sa mère était blanchisseuse³¹². Il avait quatre frères et sœurs. La famille vivait sous des mansardes. Il travailla dès l'âge de dix ans en vendant des journaux. Il fréquenta la *Volkschule* à Langenberg puis suivit une formation pendant trois ans d'ajusteur (*Schlosser*)³¹³.

En 1909, il entra dans la marine impériale³¹⁴ pour effectuer son service militaire³¹⁵. Il avait dix-neuf ans. Il travailla dans différentes usines entre 1912 et 1914 pour être finalement incorporé en août 1914. Il participa aux combats en mer et sur terre. Il est blessé en France à Fricourt en avril 1918 par un éclat d'obus. Après un séjour à l'hôpital, il devint sous-marinier à Kiel à l'automne 1918. Le 22 novembre 1918, il est congédié et participa alors aux conseils de soldats et d'ouvriers d'Essen.

Père de famille, il dit avoir abandonné en 1913 ses deux enfants car sa femme l'avait trompé. Il ne retourna pas dans sa ville natale pendant la guerre mais y revint en 1920-1921 pour repartir. En 1921, il se sépara définitivement de sa femme et partit comme chauffeur de bateau (*Heizer*) vers différents pays. Il s'arrêta au Brésil, où il est employé entre 1924/24 comme chauffeur d'engins dans une entreprise allemande³¹⁶. Il souhaitait y faire sa vie mais atteint de malaria, il rentra en

³¹¹ Onno Poppinga, Hans-Martin Barth, Hiltraut Roth, *Ostfriesland. Biographien aus dem Widerstand*, Frankfurt/Main, Syndikat Autoren-und Verlagsgesellschaft, 1977, p. 113.

³¹² SAPMO-BArch, R3018/NJ 5202, Band 2, p. 30 : "Waschfrau"

³¹³ Ibidem : acte d'accusation contre Emil Winkels.

³¹⁴ SAPMO-BArch, NY 4321/10

³¹⁵ 3^e bataillon de marine : 3. *Seebataillon*

³¹⁶ SAPMO-BArch, R3018/NJ 5202 Une autre source précise qu'il travailla comme mécanicien au Brésil.

Allemagne et continua à travailler comme chauffeur pour bateau. C'est dans ce cadre, qu'il participa à la grève organisée par l'EV/ISH en 1931 dans les ports soviétiques.

Il devint militant dans l'EVSHBD car selon ses dires, « beaucoup de marins étaient organisés à l'intérieur de l'EV³¹⁷ ». Il n'avait jamais eu d'activité politique auparavant. Lors de la grève d'octobre 1931, il dirigea celle-ci à partir du bateau à vapeur de la ville d'Emden le *Godfried Bueren* à Odessa. Il était à l'origine *Vertrauensmann* pour ce bateau c'est-à-dire homme de confiance, délégué du syndicat. Il fut choisi comme dirigeant de la grève pour tous les bateaux allemands sur la Mer noire lors d'une réunion à l'interclub d'Odessa en 1931. Il s'opposa à ceux qui ne voulaient pas faire grève sur l'*Amantea* et l'*Askania*, mit le feu à la chaudière du premier³¹⁸. Il joua un rôle de premier plan dans cette grève internationale.

Il fut condamné en décembre 1931, de retour en Allemagne à trois ans de prison. Selon la loi en vigueur datant de l'époque impériale, toute grève sur un bateau était considérée comme un acte de rébellion. En appel, il est gracié de quinze mois en mars 1932 et condamné à un an et trois mois en prison. Il retourna ensuite dans la ville d'Emden où il y encaissa les cotisations pour l'EV³¹⁹. C'était une activité non rémunérée. Les choses changèrent à partir de l'interdiction des syndicats en mai 1933.

A partir de mai 1933, il est instructeur pour reconstruire l'EVSHBD à Emden. En mai 1934 jusqu'à la fin de 1936, il fut *Org-Leiter* de cette *Unterbezirk*. Il est désigné par Schramm³²⁰, instructeur à Brême. Par cette fonction, il maintint un contact avec le KPD (direction régionale) à Brême. Schramm lui demanda aussi d'organiser des comités de bord (*Bordgruppen*) sur les bateaux. Il s'agissait pour Winkels de distribuer les tracts donnés par Schramm à bord des bateaux et de chercher de nouvelles adhésions pour le syndicat³²¹. Il recruta un certain nombre d'hommes sur différents bateaux. Winkels leur donna des instructions claires : créer des groupes, alimenter l'insatisfaction à bord, vendre des journaux communistes, faire de la propagande orale pour le communisme, dans les interclubs

³¹⁷ Ibidem

³¹⁸ SAPMO-BArch, R3018/NJ 5202

³¹⁹ *Hauptkassierer*

³²⁰ SAPMO-BArch, R3018/NJ 15 462, p. 155

³²¹ SAPMO-BArch, R3018/NJ 5202, p. 9

de Rotterdam ou de Stockholm, prendre contact avec des membres de l'EV pour connaître la situation locale. Winkels donna aux militants, le matériel que lui passait Schramm. Les tracts venaient de l'étranger uniquement.

Ce travail de propagande s'adressait aux marins et aux mariniers. Etant donné que les dockers communistes étaient avant 1933 peu nombreux à Emden, Winkels et Schramm estimèrent que dans l'illégalité, ce travail de propagande auprès de ce groupe était inutile.

Pour les mariniers, Winkel entra contact avec Peter Freese qui travaillait avec l'EV et distribuait des tracts³²². D'autres contacts furent précieux pour Winkels : le steward Richard Gödeken qui lui donna des tracts, Pfarr (KPD, Emden) qui lui donna de l'argent. Winkels essaya de gagner des adhérents dans la ville de Leer au printemps 1934, pour l'EV avec Schramm mais l'ancien militant (Murra) refuse de participer au réseau. Schramm dut s'enfuir en 1935 en passant par la frontière hollandaise. Winkels continua à maintenir le lien avec le parti et à reconstruire EVSHBD. Avec cette fuite, les liens avec Brême étaient devenus impossibles.

En mai ou juin 1936, un permanent de la direction régionale de Brême vint à Emden et exigea que Winkels reconstruise l'EV. Il revint un mois après et lui apporta vingt tracts écrits à la machine et promit de revenir mais il ne revint pas. Il avait été probablement arrêté. Winkels continua à distribuer des tracts à ses hommes de confiance sur les bateaux.

Le réseau fut cependant démantelé. Winkels fut arrêté le 3 août 1937 et condamné pour activités antifascistes par le « Tribunal du peuple » (*Volksgesichtshof*) le 21 avril 1938, à six ans de prison³²³.

Ernst Wollweber³²⁴

1898-1967

KPD, député à la Diète prussienne, puis au Reichstag, dirigeant de la section allemande de l'ISH, l'EVSHBD, puis de l'ISH, ministre des affaires intérieures en RDA.

³²² Freese est arrêté en 1935.

³²³ SAPMO-BArch, R3018/NJ 5202

³²⁴ Cette notice a été publiée par l'auteure dans : Ernst Wollweber, *Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, sous forme de cédérom, Les éditions de l'Atelier, réédition revue et complétée de : *Komintern : l'histoire et les hommes*, José Gotovitch et Claude Pannetier (dir.), Paris, Les éditions de l'Atelier, 2010.

Surnoms

Anton, Bernt, Koller Frans, Lucas³²⁵, Fritz Koller³²⁶, Anderson, Köller, Kurt Schmitt, Schultz³²⁷, Valentin, Ernst, Bernhard, Stein, Ernst Behrend³²⁸



Photo 4 - Ernst Wollweber

Friedrich Karl Ernst Wollweber est né le 29 octobre 1898 à Hannoversch-Münden, ville à la frontière de la Basse-Saxe et de la région de Hesse en Allemagne, dans une famille nombreuse (il a quatre frères et sœurs), pauvre et désunie (il dit aider sa mère jusqu'en 1933)³²⁹. Son père était un militant du SPD. Il fréquenta l'école

élémentaire de 1904 à 1911. Il perdit son père à l'âge de quinze ans sur le front de l'ouest³³⁰. Il affirma avoir dû très tôt aider sa famille. Il fut engagé à l'âge de quatorze ans sur une péniche comme mousse (sa ville natale est à la confluence de trois cours d'eau, la Fulda, la Weser et la Werra) puis en 1916 il s'engagea dans la marine de guerre allemande. Il fut formé comme sous-marinier à manier des explosifs tout en militant contre la guerre, ce pour quoi il fut puni.

A partir de 1917, il participa aux activités de la Ligue Spartakiste contre la guerre, parmi les marins. Il manifesta en novembre 1918 à Kiel, alors que les marins se révoltaient contre l'arrestation par les forces impériales de leurs camarades qui avaient refusés d'appareiller. Il est nommé représentant des sous-mariniers dans les conseils d'ouvriers et de soldats qui se créèrent alors.

A Berlin en 1919, il adhéra au KPD qui est fondé. Il devint agitateur et organisateur de groupes locaux communistes pour le compte du parti qui le forma à certaines techniques de combat. Il participa à la grève générale qui paralysa le

³²⁵ Lars Borgersrud, opus cité.

³²⁶ Sur son faux passeport suédois

³²⁷ Anderson, Köller, Kurt Schmitt, Schultz : surnoms donnés dans l'autobiographie de Jan Valtin, opus cité.

³²⁸ RGASPI 495/205/8628

³²⁹ SAPMO-BArch, NY 4321

³³⁰ Siegfried Lotze, *Ernst Wollweber – Mündener Schiffsjung, Saboteur, Minister, Unpersonn*, Kassel, Kreis Ausschuss des Landkreises Kassel, Jahrbuch 96, p. 24-32.

pays lors du putsch de Wolfgang Kapp du 13 au 17 mars 1920. Selon Lars Borgehrud, il introduisit des armes dans sa ville de Hannoversch-Münden³³¹.

Il fit une école du parti à Hannovre avant 1921³³². En mars 1921, il était secrétaire politique de la section du KPD de Hessen-Waldeck et élu en août 1921 au comité central du KPD lors de son 7^e congrès (puis de nouveau en 1923). Dès lors, il devint fonctionnaire du parti. En 1922, il est délégué du KPD au 4^e Congrès mondial du Komintern à Petrograd et à Moscou. Ce voyage marqua comme pour tous les communistes non soviétiques, un jalon capital dans sa carrière. En 1923, le KPD tenta avec l'aide du pouvoir soviétique de soulever la population contre le pouvoir en place. Wollweber fut chargé d'organiser militairement la révolte en Thuringe et dans la région de Hessen-Waldeck (achats et regroupements d'armes et d'explosifs, création de groupes d'hommes prêts à agir). Cette tentative d'insurrection avorta. Wollweber est cependant invité à suivre quelques cours d'une école militaire à Moscou dans le courant de l'année 1924.

Chargé de réorganiser la section de Silésie en tant que M-Leiter (dirigeant militaire), il est arrêté à la suite d'un conflit personnel avec le député communiste Alfred Hamann qui l'aurait dénoncé à la police, alors que Wollweber l'aurait reconnu comme espion. Quoiqu'il en soit, un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui dès le mois de mai 1924, suite à l'arrestation de Felix Neumann, responsable au parti communiste allemand de l'organisation révolutionnaire (ou Revkom, Revolutionskomitee), qui cita son nom en tant qu'espion, ce que reprit la presse nationale. Son procès commença en décembre 1925. Il est condamné à trois ans de prison mais libéré suite à une affaire de corruption dans le cadre du procès au printemps 1926 et gracié par Hindenburg. Dans le parti, il devint la victime d'une justice corrompue, ce qui fortifia sa position politique.

Ernst Thälmann l'envoya comme instructeur du comité central en Silésie où l'organisation locale semblait peu réceptive aux mesures de stalinisation du parti. Il prit alors la direction de l'organisation communiste en Silésie en préconisant un travail en commun avec les syndicats. Il est élu à la fin de l'année 1930 au comité national (Reichsleitung) du syndicat communiste RGO comme référent dirigeant pour le groupe industriel maritime. Fidèle à Thälmann même lors de l'affaire

³³¹ Lars Borgehrud, opus cité, p. 23.

³³² BArch, R58/3830, p. 51

Wittorf, il est choisi pour l'élection à la Diète prussienne où il est élu en mai 1928 jusqu'en 1932. A partir de 1930, il est nommé porte-parole (Reichsredner) du KPD et référent pour les transports³³³.

Le 3 octobre 1930, il participa à la fondation du syndicat communiste des gens de la mer (ISH) à Hambourg. Il entra au secrétariat central de l'ISH et à celui du KPD pour la région Wasserkante. Il est nommé pour diriger la section allemande de ce syndicat, Der Einheitsverband der Seeleute, Hafenarbeiter und Binnenschiffer Deutschlands (EVSHBD) et participa au comité exécutif. Il organisa les grèves qui eurent lieu entre 1931 et 1932, notamment celles des marins à Brême³³⁴ mais aussi à l'étranger au Danemark, en Finlande, France (après 1933). Lors du premier congrès mondial de l'ISH en mai 1932, il en est président³³⁵. Pour les élections de novembre 1932, Wollweber fait partie des cent députés communistes élus au Reichstag. Dès la fin de 1932, Ernst Thälmann lui demanda dans le cas où le KPD entrerait dans l'illégalité, de créer une base à Copenhague qui servirait à maintenir la liaison avec la région Wasserkante. Cela fut fait.

Après la prise de pouvoir des nazis, il resta jusqu'en août 1933³³⁶ en Allemagne où il vécut illégalement pour rejoindre ensuite Copenhague où l'Internationale des gens de la mer s'était installée illégalement. Il est arrêté par les nazis à la frontière mais réussit à ne pas être arrêté³³⁷. A la demande de Losowski, dirigeant du Profintern, il devint le dirigeant de l'Internationale du syndicat des gens de la mer³³⁸. C'est sous ses ordres que Richard Krebs (alias Jan Valtin) partit pour réactiver le réseau de l'EVSHBD entre le Danemark et l'Allemagne où il est arrêté en novembre 1933. Wollweber organisa la résistance à partir de Copenhague pour le nord de l'Allemagne.

³³³ BArch, R58/3830, p. 51

³³⁴ RGASPI 495/205/8628, p. 29, 43 (Fragebogen für Mitglieder SED, 12.7.1951). Dans l'acte de Wollweber aux archives du RGASPI à Moscou, on trouve trois autobiographies dites d'institution, datant de 1945, 1948, 1951,

³³⁵ RGASPI 495/205/8628, p. 29 : autobiographie (Lebenslauf) datant de 1945.

³³⁶ Cette date est confirmée par deux auteurs, Ludwig Eiber, opus cité, p. 582 et Lars Borgersrud, opus cité, p. 42. Siegfried Lotze (opus cité) donna le mois de mai 1933. L'immunité parlementaire des communistes fut levée dès mars 1933 par les nazis.

³³⁷ Lars Borgersrud, opus cité, p. 42; Wollweber le racontait dans ses mémoires non publiées: SAPMO-BArch, SgY 30/1036/1. Valtin raconta cet épisode mais il n'était pas présent lors des faits. Jan Valtin, opus cité, p. 509-518 (ils allaient vers Hambourg et non le Danemark).

³³⁸ RGASPI 495/205/8628, p. 29

En mai 1934, les services nazis essayèrent de l'enlever ce qui fit scandale au Danemark³³⁹. En 1934, recherché par la police danoise et allemande notamment, Wollweber partit pour Leningrad et dirigea l'interclub de marins de la ville, lieu de rencontre et d'acculturation politique pour les marins de passage. Il y aurait aussi donné des cours sur l'histoire du parti communiste³⁴⁰. Il se maria en mai 1935 avec une militante danoise du nom de Ragnhild Elisabeth Wiik³⁴¹, soeur d'Arthur Samsing, collègue à l'interclub russe. Il s'installa en mai 1935 à Moscou. Puis il participa en 1935 comme simple militant du KPD au 7^e congrès du Komintern. Ensuite toujours en 1935, le NKWD par l'intermédiaire de Jakov Serebrjanski, le mit à la tête d'une "organisation de combat contre le fascisme et contre la guerre et pour la défense de l'Union soviétique". Il s'agissait d'organiser le sabotage de bateaux fascistes.

La Gestapo lui donne le nom "d'organisation Wollweber" ou "Schaap-Wollweber" du nom d'un autre de ses principaux protagonistes. On peut trouver aussi l'appellation "organisation Bernhard", un des pseudonymes de Wollweber alors qu'il dirigeait l'organisation à partir de la ville d'Oslo dès 1936. Wollweber devint membre du parti communiste russe et citoyen soviétique (en 1938, sa nationalité allemande lui fut enlevée par les nazis³⁴²).

Entre 1936 et 1940, il organisa avec Martin Hjelmen, Michel Avatin, Josef Schapp et d'autres, le sabotage de plus de vingt navires considérés comme fascistes (des navires allemands, japonais et italiens puis ceux espagnols de Franco et après 1939 finlandais³⁴³). L'organisation très hermétique, s'appuya sur des groupes de militants dans différents ports comme Rotterdam, Anvers, Copenhague, Frederikshavn, Tallinn. Par le travail commun des polices allemandes et scandinaves, Wollweber est identifié et arrêté en Suède le 18 mai 1940 après sa fuite de Norvège à la suite de l'invasion allemande du pays en avril 1940.

Les Suédois le condamnèrent en juin 1940 à six mois de travaux forcés pour possession d'un faux passeport. Les Allemands le réclamaient. Mais Alexandra

³³⁹ SAPMO-BArch, NY 4321: dans le *Dänische Tagespresse Politiken*, on trouve une série d'articles sur l'affaire appelée: „die Kuhlman/Vogel – Charlie-Hansen Affäre », cette tentative de rapt a lieu le 9 mai 1934. Wollweber devait être transporté par le bateau *Holstentor*, dans un tapis, anesthésié. Voir : SAPMO-BArch, NY 4321, SAPMO-BArch, SgY30/1036/1

³⁴⁰ RGASPI 495/205/8628

³⁴¹ Sa notice biographique est rédigée dans cette thèse.

³⁴² BArch, R58/3830, p. 51

³⁴³ Lars Borgesrud, opus cité.

Kollontaï ambassadeur en Suède intercèda au mois de mars 1941 auprès du gouvernement suédois pour qu'il livre Wollweber aux Soviétiques en tant que citoyen d'URSS (Wollweber prétendait qu'il est citoyen soviétique depuis 1939, en fait depuis 1935). De même à Moscou, Losovski devenu depuis la dissolution du Profintern ministre adjoint aux affaires étrangères, demanda à l'ambassadeur suédois à Moscou, la remise de Wollweber. Il aurait été protégé selon certains auteurs, par Staline et Beria. Tirillées entre l'Allemagne et l'Union soviétique, les autorités suédoises décidèrent finalement de le juger. Son procès se déroula d'août à novembre 1941 à Kiruna. Il est condamné à trois ans de prison qu'il effectua dans une cellule isolée.

Il partit pour l'URSS le 15 novembre 1944, alors que le sort de la guerre était scellé. Il se rendit dans une maison de repos en 1945 à Kislovodsk pour rentrer à Moscou ensuite. En 1946, il retourna en Allemagne dans la zone soviétique et milita dès mai 1946 dans le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*).

Son ascension politique fut rapide tout comme sa disgrâce. En 1947, il fut d'abord adjoint puis prend la direction de la réorganisation des transports maritimes. Après la fondation de la RDA, en 1949, l'entité qu'il dirigea, se transforma en un secrétariat d'Etat lié au ministère des transports. Il garda ses fonctions et devint secrétaire d'Etat à la navigation. A la suite des événements de juin 1953 à Berlin, il remplaça Wilhelm Zaisser à la tête du ministère de la sécurité d'Etat (*Ministerium für Staatssicherheit* ou *MfS*) comme adjoint puis ministre. En 1954, il est décoré de la médaille d'or du mérite au nom de la patrie, il est aussi adhérent du comité central du SED et député de la Chambre du peuple.

Mais il entra en conflit avec Walter Ulbricht. Wollweber critiqua particulièrement la monopolisation du pouvoir par Ulbricht et ses prises de position politiques concernant les événements en Pologne en 1956, tout comme le refus de résoudre le problème de la fuite des citoyens allemands de l'Est vers l'Ouest ou les échecs économiques du régime. Le 31 octobre 1957, il dut quitter son poste de ministre officiellement pour des raisons de santé. Son adjoint Erich Mielke le remplaça. Il resta membre de la commission du Bureau confédéral du syndicat *Freien deutschen Gewerkschaftsbundes (FDGB)*.

Mais dès janvier 1958, une procédure d'enquête est lancée contre lui par le pouvoir en place pour "manquement aux règles du Parti". Le 6 février, il est accusé

d'activités fractionnelles dirigées contre Walter Ulbricht et il est exclu du comité central avant d'être définitivement "oublié" par le régime est-allemand en place qui fit peu de cas de sa mort, le 3 mai 1967 à Berlin- Est alors qu'il avait été un des fers de lance de la résistance communiste au fascisme.

Il a écrit pendant sa retraite des mémoires non publiées³⁴⁴. Ernst Wollweber a été réhabilité le 26 février 1990 par le *PDS* (ancien *SED* aujourd'hui *Die Linke*).

³⁴⁴ SAPMO-BArch, SgY30/1036/1

Annexe 2 : notices biographiques du Maitron en ligne

Marcel, Louis Baudin

Auteurs : Charles René Lemarquis, Antoine Olivesi, Michel Pigenêt

ŒUVRE : Articles dans *Rouge-Midi*, notamment les 6 octobre, 3 novembre et 22 décembre 1934, 10 janvier 1937 (photo).

Né le 16 janvier 1897 à Germigny-des-Prés (Loiret), mort le 26 novembre 1969 à Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône) ; docker ; conseiller municipal et conseiller général communiste de la commune et du canton de Port-Saint-Louis ; maire de cette ville de 1945 à 1947 ; dirigeant syndicaliste national à la CGT après la guerre.

Né de père inconnu, Marcel Baudin était le fils de Marie Baudin, cuisinière dès son jeune âge dans des maisons bourgeoises, qui était catholique et d'opinions « en faveur du régime bourgeois ». Mariée successivement à un employé du métro puis à un valet de chambre, elle tint un restaurant à Paris. Son fils avait rompu toute relation avec elle dès 1918 et il apprit sa mort, survenue vers 1926, par des membres de sa famille. Élève à l'école primaire il obtint son certificat d'études primaires. Marcel Baudin commença, à onze ans et demi, par être gardien de vaches pendant deux ans puis fut manœuvre dans le bâtiment et en fonderie. À dix-sept ans, il travailla pendant un an comme apprenti pâtissier avec de s'engager volontairement en 1915. Il avait maquillé son acte de naissance pour s'engager comme volontaire. Affecté au corps expéditionnaire de Salonique, son attitude lui valut la Croix de Guerre et deux citations à l'ordre de l'armée. Gagné au pacifisme, séduit par la révolution russe, il s'inscrivit de bonne heure au Parti communiste. Devenu cheminot, il travailla successivement à Avignon, puis Miramas. Son activisme syndical lui valut bientôt d'être licencié et emprisonné quelque temps. Redevenu simple journalier, il se fixa à Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône). En 1918 il fut employé une année au PLM à Miramas, en tant que manœuvre au camp américain de cette localité. Après 1919 il fut docker à Port-Saint-Louis-du-Rhône,

profession qu'il exerça jusqu'en 1931 avec quelques interruptions pendant lesquelles il fut chauffeur en usines et manœuvre dans la démolition des navires. Venu à Avignon en 1931 il fut manœuvre en fonderie jusqu'en 1932 où il commença à être rémunéré par des organisations syndicales. Il épousa Dinah Macari, sans profession, dont la mère tenait (en 1936) un petit café-bar. Lecteur de *l'Humanité*, Marcel Baudin adhéra au Parti communiste en 1922 et fonda, avec quelques anciens membres de la SFIO, la section de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dont il fut secrétaire, puis devint secrétaire de cellule à Port-de-Bouc. Candidat sur la liste du Bloc ouvrier et paysan aux élections municipales de 1925 à Port-Saint-Louis, il obtint 170 voix. Il était mentionné alors comme journalier. À la suite de discordes internes, le conseil municipal fut dissous en février 1928, et, aux élections qui suivirent, le 15 avril, Baudin, candidat exerçant cette fois la profession de docker, fut le seul et premier élu communiste avec 325 suffrages, de Port-Saint-Louis. Mais il ne siégea pas longtemps à la mairie, car la liste d'union radicale et socialiste passa toute entière au 1er tour, lors du renouvellement normal de mai 1929. À cette époque, Marcel Baudin était signalé comme docker travaillant à Port-de-Bouc (octobre 1929). Il fut délégué à cette date en URSS pour le douzième anniversaire de la Révolution russe. Le 7 mai 1931, il fut condamné par le tribunal correctionnel d'Aix à trois mois de prison, 50 francs d'amende et deux ans d'interdiction de séjour, pour coups et blessures avec préméditation. Il fit l'objet, également, de diverses poursuites pour entrave à la liberté du travail. Il vint alors à Avignon chez Marius Francia, secrétaire de l'UL-CGTU, pour « participer à la réorganisation du rayon du Vaucluse, tâche fixée par les conférences de notre rayon en accord avec le bureau régional ». Mais il fut en désaccord avec les dirigeants locaux du parti et, pour échapper à la justice, se rendit à Rouen au syndicat national des marins. En 1950, Louis Vaubaillon se souvenait de l'époque où, réfugié à Rouen, il militait au syndicat unitaire des marins. Revenu à Miramas il continua à militer au PC qu'il aida lors des élections municipales. Il retourna à Port-Saint-Louis en 1934 où il fut un des secrétaires de la section et appartint au Comité régional élargi de la région marseillaise. Marcel Baudin avait suivi en 1928 une école régionale à Marseille pendant une quinzaine de jours et en 1932 une école centrale à Paris pendant trois semaines (avec Sulpice Dewez et Lucien Monjauvis).

Il indiquait avoir participé « à des conférences et congrès régionaux et nationaux, mais ne pouvait se rappeler à quelle date ».

Marcel Baudin affirmait, en 1932 avoir « travaillé davantage dans le domaine syndical que politique ». Membre, dès le lendemain de la guerre, du Syndicat des ouvriers dockers de Port-Saint-Louis, il en fut d'abord trésorier et, s'il n'en fut pas secrétaire, c'est qu'il ne « comprenait pas toute l'importance du rôle que doivent jouer les adhérents du parti dans les directions ». Il fut ensuite secrétaire de l'UL-CGTU de Port-Saint-Louis puis de 1929 à 1931, secrétaire appointé du Syndicat des ouvriers dockers de Port-de-Bouc. Il participa pendant cette période à divers mouvements : grèves des dockers en 1922, 1926 et 1927 ; de la minoterie en 1927, des produits chimiques à Port-de-Bouc en 1929 qui entraîna celle des dockers (1er août 1929), grèves en juillet 1930 des Assurances sociales, et en 1931 contre les heures supplémentaires. Marcel Baudin fut alors plusieurs fois condamné : inculpé le 1er août 1929 pour provocation de militaires il fut relaxé mais, en juillet 1930, il écopa d'un mois de prison (accompli) et 100 francs d'amende, et en mai 1931 aux peines (*voir* ci-dessus) qui entraînèrent son départ à Avignon. En 1932 le PC lui demanda de prendre la direction de la Fédération unitaire des marins à Rouen, mais il en repartit un an plus tard « devant la faiblesse de l'organisation ». En 1934 il fut responsable du Syndicat des dockers de Port-Saint-Louis et de la Bourse du Travail. Il était également membre de la CE de l'UD-CGTU. À partir de cette date il fut permanent syndical appointé. Son action militante et sa combativité permirent à Marcel Baudin d'acquérir une influence solide dans la population locale. Lorsque Port-Saint-Louis fut érigé en canton, en 1932, il fut candidat au conseil général le 8 janvier 1933 et recueillit 162 suffrages. Mais ce fut l'année suivante, lors du renouvellement de la moitié des cantons, et surtout grâce à l'unité d'action avec les socialistes que Marcel Baudin l'emporta au second tour, le 14 octobre 1934, avec 462 voix sur 1 062 inscrits et 931 votants, battant de 29 voix le maire radical de la ville, Émile Serris, fabricant, conseiller sortant. Il avait obtenu au premier tour 373 voix et il recueillit, au second, une partie des suffrages du candidat socialiste Gustave Vidal, qui en avait totalisé 153. Marcel Baudin fut ainsi, en 1934, l'un des trois élus communistes des Bouches-du-Rhône avec Jean Cristofol et Léon David. Il intervint aussitôt au conseil général pour défendre les revendications des cheminots de Camargue. L'année suivante, aux élections municipales, il fut élu

conseiller municipal, mais le seul de sa liste, tous les autres sièges ayant été attribués à Serris et à ses colistiers. À cette époque, Marcel Baudin était membre du comité régional du Parti communiste. Au congrès de fusion syndicale des 4 et 5 janvier 1936, à Marseille, il fut élu membre de la CA de la nouvelle UD-CGT, en tant qu'ex-unitaire. À la même époque, il participa activement, avec Charles Tillon et Victor Gagnaire à la grande grève des dockers de Marseille. L'année suivante, lors du congrès régional communiste de Marseille, qui se tint les 18 et 19 décembre, il prit la parole pour déclarer, notamment, que l'effectif de son rayon, à Port-Saint-Louis, avait triplé depuis que le PC avait abandonné sa ligne sectaire. Un rapport du sous-préfet d'Arles du 7 février 1938 lui reconnaît une grande influence dans son canton, « du caractère, sinon une grande instruction, des rapports réticents avec l'administration au début, puis paraissant s'adoucir avec le temps et l'expérience ». À l'époque du Front populaire, Marcel Baudin anima de nombreuses grèves dans la région de l'Étang de Berre et dirigea des délégations pour négocier avec le préfet des Bouches-du-Rhône, notamment au cours de la grève qui affecta, du 3 mars au 7 avril 1938, 40 usines et 5 000 ouvriers des produits chimiques, et de celle des Salins d'Istres et de Port-Saint-Louis, du 9 au 18 juillet de la même année. Lors de la grève du 30 novembre, il fut verbalisé pour entrave à la liberté du travail et à la circulation des trains, ainsi que pour infraction à l'article premier de l'arrêté du 28 novembre. Il fut condamné à deux mois de prison sans sursis par le tribunal correctionnel de Tarascon. Poursuivi, à la suite d'une nouvelle grève en janvier 1939, Marcel Baudin fut condamné par le tribunal correctionnel de Tarascon le 14 mars, à quinze jours de prison et 100 francs d'amende, peine aggravée en appel à Aix (un mois de prison). Son recours en grâce auprès du chef de l'État fut rejeté, mais les services préfectoraux, malgré tous leurs efforts, ne purent obtenir la déchéance de son mandat. Cette dernière ne tarda guère. Marcel Baudin, qui avait été réélu membre de la CA de l'UD, en juin 1939, fut placé sous surveillance policière dès le 2 octobre et déchu de ses mandats électifs par décret du 25 janvier. Signalé parmi les militants communistes mobilisables en juin 1940, il fut interné en septembre au camp de Chibron, commune de Signes (Var) puis au camp de Nancy d'où il ne sortit qu'après la Libération. Au nombre des syndicalistes ex-unitaires toujours actifs dans les ports, Marcel Baudin fut de ceux qui menèrent la charge, à la Libération, contre les anciens responsables fédéraux mis en cause pour leur

attitude entre 1940 et 1944. Le déroulement du congrès de 1946 montra aussi combien le souvenir des exclusions de 1939 restait vif. Pour sa part, si Baudin déclara ne vouloir « ni du coup de balai ni du coup de pinceau » à l'égard de la direction sortante, il s'opposa aux partisans du compromis et d'une ultime démarche auprès de Racamond et Saillant. La motion qu'il présenta en ce sens l'emporta par 182 voix contre 170. À cette occasion, il affirma nettement son soutien aux exigences de la « bataille de la production ». « La France, c'est notre patrie et nous voulons la défendre », insista-t-il avant de justifier le salaire au rendement, seul moyen d'éviter des surestaries coûteuses pour le pays et son indépendant vis-à-vis des Etats-Unis. Réélu à la commission exécutive, il fut associé aux longues négociations qui précédèrent le vote de la loi « statutaire » du 6 septembre 1947 au terme de laquelle l'embauche intermittente en vigueur sur les quais cessa d'être synonyme de précarité pour les dockers professionnels. Son rôle au congrès, sa bonne connaissance des réalités corporatives et son indiscutable « esprit de Parti » expliquent pourquoi, la même année, ses camarades poussèrent Baudin à accepter, par discipline, d'occuper la fonction de secrétaire fédéral permanent que Gagnaire, convaincu de ne pas être fait pour ce poste, entendait libérer. Préparée au cours d'une réunion tenue en présence de Frachon, Monmousseau et Duchat, la décision devint effective après une session du comité national de la Fédération. Le congrès de 1948 l'officialisa l'année suivante. Il en coûta beaucoup à Marcel Baudin et à sa famille - son épouse et leur enfant alors âgé de neuf ans - de quitter Port-Saint-Louis pour Paris où ils durent se résigner à vivre à l'étroit dans leurs deux logements successifs de la rue des Cascades et de la rue Boyer (XXe arrondissement). Les temps avaient changé. Ainsi Baudin invitait-il désormais les militants à réviser « quelque peu leur position » sur le travail au rendement. Son adjoint, Désiré Brest, davantage porté au compromis, brossait volontiers le portrait d'un dirigeant « orthodoxe » ayant « plutôt tendance d'écouter d'un peu près les directives de la commission administrative » de la CGT à laquelle il appartenait depuis 1948. Baudin ne s'efforça pas moins de maintenir l'unité d'une organisation épargnée par la scission. « Raide comme une barre » sur l'essentiel, il réalisa quels risques l'activisme communiste des années 1949-1950 faisait courir à une Fédération regardée comme le « fer de lance » d'opérations aventureuses. Ainsi critiqua-t-il fortement la tactique suivie, en 1950, par ses camarades marseillais

pour lutter contre la manutention des armes. Tirant les leçons d'une défaite qui aurait pu se révéler dangereuse pour l'ensemble de la Fédération, il préconisa l'abandon de la tactique des grèves illimitées. Secrétaire général, il siégea dans toutes les instances où l'incontestable représentativité de la Fédération des Ports et Docks rendait sa présence indispensable. Ainsi figura-t-il parmi les premiers membres nommés au conseil d'administration de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers (Cainagod). Il lui revint également de conduire les délégations fédérales habilitées à discuter avec ses interlocuteurs habituels, hauts fonctionnaires de la direction des ports maritimes ou représentants patronaux de l'Union nationale des industries de la manutention (Unim). A ce titre, il signa l'important accord salarial du 4 février 1955. Dévoué et compétent, formé à la dure dans un milieu réputé difficile, l'homme n'était pas d'un abord commode. Les importuns le comprenaient vite. « Heureusement, racontait Brest, il y a Baudin, il prend son air sévère et l'affaire est rapidement terminée ». De 1948 à 1963, Marcel Baudin fut élu sans interruption à la Commission administrative de la CGT, où il accomplit donc sept mandats consécutifs. Les premiers signes de la maladie neurologique qui devait l'emporter se manifestèrent vers 1957. D'abord imperceptible, le déclin s'accéléra. S'il présenta encore le rapport moral devant les délégués au congrès fédéral de 1960 et fut réélu secrétaire général, Désiré Brest assurait dorénavant la direction effective de la Fédération. Parvenu à l'âge de la retraite, il quitta le secrétariat et le bureau de l'organisation en 1962 pour passer à son comité national. Honorifique, cette appartenance le libéra de ses obligations parisiennes. Le 13 septembre 1944, Marcel Baudin fut choisi comme président de la commission municipale provisoire de Port-Saint-Louis, puis, après les élections municipales d'avril 1945, fut élu maire, sur une liste d'union où les communistes étaient majoritaires. Il retrouva également son siège de conseiller général le 23 septembre 1945, avec 930 voix contre 688 au socialiste Gustave Vidal, sur 1 623 votants et 2 184 inscrits. Mais en 1947, malgré les regrets de beaucoup de ses citoyens, il dut renoncer à son mandat de maire pour assumer à Paris les fonctions nationales de secrétaire général du syndicat CGT des Ports et Docks. Son indice de popularité locale apparaît nettement lors des élections municipales d'octobre puisqu'il est le seul conseiller municipal communiste élu, avec 910 voix alors que la liste « socialiste et d'intérêt local » remporte tous les autres sièges. De même, il ne se

représenta pas, en mars 1949, au conseil général dont le siège passa également à la SFIO, en la personne du maire, Gustave Vidal. De retour à Port-Saint-Louis-du-Rhône, il supportait très mal une invalidité croissante. Du moins assista-t-il avec joie à la victoire locale du PCF aux élections municipales, puis cantonales de 1965 et 1966. Il mourut le 26 novembre 1969, le surmenage ayant aggravé son état de santé. Une chapelle ardente fut dressée au siège du syndicat des dockers où une foule nombreuse lui rendit un dernier hommage. Sa mémoire est honorée à Port-Saint-Louis où son nom a été donné à une artère et à un groupe d'HLM de la ville administrée, ainsi que le canton, par les communistes depuis 1965.

SOURCES : Arch. Dép. Vaucluse, 1 M 826, 840. — Arch. Dép. Var, 7 M 12 2. — Arch. Dép. Bouches-du-Rhône, III M/52, 53, 54 et 56 (rapport cité) ; V M2/263, 278, 282, 283 et 295 ; M 6/10808, rapport du 27 octobre 1929 ; M 6/10903, rapport du 2 octobre 1939 ; M 6/11246, rapport du 6 juin 1940 ; M 6/11379 ; XIV M 25/136. — Arch. Ppo. Paris : note 63591. — Arch. Nat., CAC, 920 251, articles 14 et 16. Arch. Communales de Port-Saint-Louis-du-Rhône (classement annuel). — RGASPI : 495 270 615 : Autobiographies du 12 novembre 1932. Non datée (1937...). Noté A. (La note de la commission des cadres porte la mention « Impossible »). — *L'Homme de Bronze*, 7 avril 1928. — *Rouge-Midi*, notamment les 27 octobre 1934 et 13 janvier 1939 (photo). — *Le Midi syndicaliste*, 15 janvier 1936 ; 20 juillet 1938. — *Le Petit Provençal*, 8 et 15 mars 1934 ; 4 mars 1938 ; 25 et 26 juin 1939. — *Le Petit Marseillais*, 25 mai 1938. — *La Marseillaise* et *Rouge-Midi*, notamment avril et septembre 1945, octobre 1947. — *La Marseillaise* (brève nécrologie), 27 novembre 1969. — M. Tournier, *Les grèves dans les Bouches-du-Rhône...*, *op. cit.* — M.A. Stagliano, *Le Midi syndicaliste...*, *op. cit.* — Henri Morel, *Les consultations électorales à Port-Saint-Louis-du-Rhône de 1904 à 1973*, mémoire de maîtrise, Aix, 1973. — Ch. Tillon, *On chantait rouge*, *op. cit.*, p. 208. — Congrès de la Fédération nationale des Ports et Docks : 27-29 janvier 1938 (Nantes), 19-22 mars 1946 (Paris), 6-4 avril 1948 (Marseille), 22-24 juin 1950 (Paris), 8-9 octobre 1952 (Paris), 17-18 mai 1955 (Paris), 24-25 octobre 1957 (Paris), 18-19 mai 1960 (Paris), 13-14 juin 1962 (Paris), 22-23 juin 1966 (Paris). — *L'Avenir des Ports* de décembre 1965, novembre et décembre 1969, *La Marseillaise* du 28 novembre 1969. — Archives privées : *Mémoires* de Désiré

Brest, Entretien avec Honoré Charrière le 9 avril 1999. — M. Pigenet, « Les dockers français, gardes côtes de la paix » in *Images et Mouvements du Siècle. Chroniques sociales, t. 2, Les raisins de la colère*, Institut CGT d'Histoire sociale-Éditions France-Progrès, 1999, pp. 409-416. — M. Pigenet, « Dimensions et perspectives internationales du syndicalisme docker en France dans la première moitié du XXe siècle » in *Dockers, des quais et des hommes dans l'histoire*, Aix-en-Provence, 1999, p. 215-22

Roger Blanckaert

Auteurs : Jean-Michel Brabant, Michel Pigenet

Né le 16 juin 1903 à Dunkerque (Nord), mort le 26 novembre 1969 à Paris ; ouvrier métallurgiste (mécanicien ajusteur) puis responsable syndical de la Batellerie jusqu'à sa mort ; militant du Parti communiste jusqu'en 1930 puis oppositionnel.

Louis Blanckaert, père de Roger, fut conseiller municipal socialiste de Dunkerque, élu sur la liste de Charles Valentin, maire de 1925 à 1938. Son fils s'engagea dans l'action militante d'une manière radicale en adhérant au Parti communiste et, en 1927, il était membre du bureau du rayon de Dunkerque. Cette appartenance fut remise en cause par une procédure d'expulsion engagée avec l'appui du Bureau politique apporté dans un article des Cahiers du Bolchevisme de mai 1930 et devint effective en juillet 1931. R. Blanckaert devait cette mesure à son activité à la tête du syndicat unitaire de la Petite batellerie et à son ralliement à l'Opposition unitaire constituée dans la CGTU autour de la direction de la Fédération de l'Enseignement. R. Blanckaert était un militant syndicaliste plus que politique et son action ne devait plus quitter le terrain professionnel. La Batellerie n'était pourtant pas sa profession d'origine. Ouvrier métallurgiste quand il adhéra à la CGTU, ce fut en tant que tel qu'il devint un des dirigeants de l'Union locale. Délégué à ce titre auprès des marinières afin de les organiser, il participa à la création du syndicat de la Petite batellerie qui vit le jour en août 1929. À partir de cette date, il ne quitta plus cette corporation d'adoption : il fut le principal animateur du syndicat unitaire de la Batellerie et, pratiquement, l'unique rédacteur de son journal L'Unité Batelière. Sensible aux effets, qu'il jugeait désastreux sur le plan syndical, de la tactique

« classe contre classe » du Parti communiste, R. Blanckaert tenta de trouver la voie d'une opposition. En désaccord avec la CGT, dont les militants l'agressèrent en septembre 1930, il n'acceptait pas non plus les thèses défendues par le Comité pour l'indépendance du syndicalisme. Dans la Vérité, organe de la Ligue communiste (trotskyste) à laquelle il n'adhéra jamais, il signa le 8 août 1930 un article contre le CIS qui, visant seulement à l'unité, ne critiquait pas assez nettement, selon lui, les dirigeants confédérés. R. Blanckaert signa, dès juin 1930, en tant que secrétaire des marinières unitaires de Dunkerque, la déclaration de l'Opposition unitaire dans la région du Nord avec Eugène de Vreyer. Ce choix s'expliquait en grande partie par le bilan qu'il tirait de la grève menée par la Batellerie dunkerquoise. C'est en décembre 1929 qu'un conflit éclata entre marinières et affréteurs pour l'institution des « bureaux de tour ». La grève fut menée durement avec blocage des canaux, barrages, etc. et, à l'issue du conflit, Blanckaert fut emprisonné puis condamné en mars à deux mois de prison pour entraves à la liberté du travail ; il fut libéré en mai 1930. Le Parti communiste avait voulu pousser le mouvement le plus loin possible. Victor Engler qui défendait les thèses du CIS, avait combattu cette initiative. Blanckaert, au centre de ce duel et au cœur de la lutte, s'opposa à l'Union locale et chercha la voie médiane de l'Opposition unitaire. Dirigeant reconnu des marinières, il devint, au lendemain de son emprisonnement, secrétaire du Conseil syndical de la Batellerie du Nord et du Pas-de-Calais. Délégué à ce titre au congrès confédéral, en novembre 1931, il fut élu à la CE confédérale et il s'associa à la déclaration de l'opposition regroupée derrière la Fédération de l'Enseignement. Dans un rapport de décembre 1931, la police le présentait comme membre de l'opposition unitaire, représentant la tendance trotskyste dans la CGTU et signalait ses nombreux séjours à Paris. Les 9 et 10 septembre 1933, il assista au congrès de l'Union régionale du Nord, conservant ses responsabilités syndicales malgré ses prises de position. Il avait joué un rôle actif dans les grèves des bateliers qui dura du 19 au 26 août 1933. Sur le plan de la profession, il proposa, avec les marinières, la généralisation des « bureaux de tour » sous l'autorité des bateliers et institua une caisse de chômage. Le syndicat unique de la Batellerie, qui comptait en 1934, 3 700 syndiqués vota son rattachement à la Fédération unifiée des ports et Docks et, par la suite, à la CGT. Blanckaert fut réélu en 1934 secrétaire avec Léon Legoff, Téléphore Lalouette et Maurice Porreye. Rapporteur de la commission des

mandats lors du congrès de réunification de décembre 1935, il fut élu, par 191 voix contre 129 au candidat des unitaires - Philippe -, au secrétariat de la Fédération des Ports et Docks en qualité de représentant des bateliers. Trois ans plus tard, les syndicalistes communistes le prirent rudement à partie à travers la critique du faible intérêt que la Fédération avait manifesté envers les travailleurs de la branche pendant les grèves de 1936. Par suite, sa reconduction à la tête de l'organisation ne fut confirmée qu'après un débat marqué par le souvenir des conditions de son élection en 1935. Blanckaert n'en doutait pas qui vit dans la cabale dont il s'estimait victime « la petite vengeance personnelle de quelques-uns ». La grande grève de juin 1936 se fit sur les mots d'ordre précédemment définis, s'accompagnant de sabotages d'écluses et de jets de pierres contre les péniches des non-syndiqués. Les barrages formés à Dunkerque furent les derniers à se disloquer le 28 juin. Après l'armistice, il fut chargé par la Fédération de former un comité de coordination en zone Sud. On lui reprocha de n'avoir jamais réglé le matériel reçu et d'avoir tenté de créer une structure dissidente fin 1941-début 1942. Membre, en janvier 1942, de la commission provisoire d'organisation de la famille des transports, une note de police le soupçonnait, le 18 juillet 1942, de profiter de son mandat pour faire de l'agitation communiste dans le Sud-Est. Telle n'était pas, à l'évidence, l'intention de Blanckaert. Entré en conflit avec les dirigeants fédéraux demeurés en zone occupée, il fut accusé par Le Gall d'avoir tenté de l'évincer à l'occasion d'un séjour qu'il effectuait dans le Midi. Démissionnaire sous contrainte ou exclu, il cessa de figurer dans les instances fédérales en 1943. Ses adversaires ne manquèrent pas de l'attaquer, à la Libération, sur son attitude après l'invasion de la zone sud. Selon une lettre privée de Lorient tombée dans les mains de Gagnaire, Blanckaert aurait parlé à la radio et dirigé, à Sète où il s'était installé, une coopérative. Un militant du cru parla d'une entreprise du bâtiment travaillant pour les Allemands. Toujours secrétaire du Syndicat unique de la batellerie, Roger Blanckaert s'empessa, en 1945, de reconstituer son organisation. Son exclusion à vie, l'année suivante, de la Fédération des Ports et Docks, ne l'empêcha pas de marquer des points dans un milieu qu'il connaissait parfaitement et savait sensible à son discours unitaire. Les militants du syndicat artisanal de la batellerie affilié à la CGT éprouvèrent ainsi des difficultés à convaincre leurs propres adhérents de s'en défier. En 1955, Normand, le délégué de ladite organisation relata comment, deux ans auparavant, celle-ci avait

subi l'assaut du Syndicat unique, tenu pour « affilié à FO ». Il déplora une « certaine soumission » au Syndicat artisanal de Blanckaert, exclu de la CGT, mais qui avait su conserver dans son syndicat des « éléments qui ne nous sont pas hostiles ». Au lendemain de la guerre, il fonda la Caisse nationale de retraite et de maladie de la corporation dont il devint en 1949 le président. Il était également membre du conseil d'administration de la société de reconstruction du port fluvial et il joua, à partir de 1951, un grand rôle en faveur de l'achèvement du canal du Nord. Il fut enfin à l'origine des écoles de la Batellerie, en particulier à Lille. Ce fut lors d'une réunion de la Caisse de retraite qu'il mourut.

SOURCES : Arch. Nat. F7/13170, Dunkerque, 17 juillet 1934. — Arch. Dép. Nord, M 595/35. — Arch. Chambre de Commerce Dunkerque. — CAC, versement 199440500 (dossiers revenus de Moscou), dossier 187, fiche de police de décembre 1931. — Le Nord maritime. — La Vérité, 1930, 2 janvier, 14 novembre 1931 et 15 septembre 1933. — Texte de M. Vandebussche. — Témoignages de Mme Topp, de M. Verhille et de M. Tibier. — : Archives nationales : F22 1968 et 1974. Centre des archives contemporaines : 770 770, articles 35 et 42). Arch. de l'ICGTHS, dossier de la commission de Reconstitution des organisations syndicales. Congrès de fusion des syndicats Autonomes, Confédérés et Unitaires, 13-15 décembre 1935 (Le Havre) ; Congrès national de la Fédération des Ports et Docks des 27-29 janvier 1938 (Nantes), 19-22 mars 1946 (Paris) ; 17-18 mai 1955 (Paris).

Auguste Dumay

Auteur : Claude Penneret

Issu d'une famille ouvrière (père mineur selon son fils) et militante. Auguste Dumay arrêta ses études à l'âge de quatorze ans et il commença à travailler en 1902 comme apprenti ajusteur sur locomotives chez Schneider-Le Creusot. Il continua dans ce métier d'ajusteur, chez Dietrich à Lunéville-Nancy, dans les Ardennes, aux pianos Pleyel à Saint-Ouen, chez Schneider (torpilles) au Havre. Engagé volontaire dans la marine de guerre en 1909 comme matelot mécanicien, il devint quartier maître puis deuxième maître torpilleur en 1917. Enfin, en août 1919, il était officier mécanicien de 1ère classe dans la marine marchande. De 1920 à 1930, date de sa

radiation de l'Inscription maritime, il exerça son métier dans plusieurs postes. Sur mer, jusque 1926, on le retrouva chef d'atelier à Philippeville jusqu'à la grève de 1920, membre du Tribunal maritime de cette ville, il y mena une action de propagande socialiste (il avait adhéré à la SFIO à Bône en 1917) et se fit remarquer par son opposition continuelle au président du tribunal. Il fut, comme chef mécanicien, à bord de plusieurs navires et se rendit dans plusieurs pays : en Algérie et Tunisie, en Angleterre, en Amérique du Sud. Auguste Dumay avait milité dans le mouvement révolutionnaire puisque, adhérent de la SFIO en 1917, il avait créé à Bône le journal *Le Droit du peuple*. A Philippeville, il fit adhérer la section socialiste à la IIIe Internationale huit mois avant le congrès de Tours. Il fut donc adhérent du PC dès sa création. Il milita, au gré de ses déplacements, en Algérie, à Port-Vendres en 1921, à Rouen en 1925, en Angleterre, en Argentine, au Brésil puis à Marseille. Sur mer, l'activité de Dumay se trouvait, disait-il, réduite des trois-quarts ; après 1926, il resta à terre. Cependant, pendant cette période, il connut la répression. C'est ainsi que son contrat de chef d'atelier fut résilié en 1920 pour participation à la grève des cheminots de Constantine, qu'à Guebar (Algérie) où, directeur des domaines, il aurait favorisé la promotion de communistes dans son administration, toute la cellule fut expulsée par suite du travail parmi les Arabes. Il fut licencié pour distribution de tracts de propagande bolchevique sur un bateau polonais dans un port britannique et, enfin, révoqué de ses fonctions de chef officier à bord du cargo PLM 24 par suite de la constitution d'une cellule (Marseille 1926). Enfin, étant à Marseille, il fut, dit-il, « débarqué pour prendre le Club des marins » en décembre 1926. Herclet le recruta pour le Club des marins. Pour ce faire, la CGTU aurait remis à Dumay une somme de 40 000 F provenant, en fait, de l'ISR, pour réaliser ce projet, sur le modèle de clubs existant déjà en Union Soviétique, en Hollande, en Belgique, en Grande-Bretagne, à Bordeaux. Dumay trouva un local près de la Joliette, au loyer de 4 000 F par an, et le club fut inauguré en avril 1927. Il comportait une salle de lecture et une de réunions et Dumay y était logé. Cette initiative provoqua, outre la surveillance de la police, des incidents avec le syndicat des marins de la CGT confédérée, par qui Dumay redoutait d'être attaqué, et des réserves de la part du syndicat des dockers unitaires qui ne voulurent pas y installer leur siège. D'une part, en effet, la police soupçonnait Dumay, sous couvert du club, « filiale de l'Internationale rouge », d'organiser des échanges de courrier et de

correspondance secrète avec le club soviétique de Novorossisk, sur la mer Noire, et d'y préparer la propagande communiste à bord de navires. D'autre part, Rivelli puis, plus tard, Ferri-Pisani virent d'un mauvais œil cette concurrence dans leur fief syndical du port de Marseille. Quoi qu'il en soit, le Club des Marins servit aussi de lieu de réunions et de conférences aux communistes marseillais en général. Gabriel Péri y prit la parole, par exemple, le 6 novembre 1927. En juillet 1928, Auguste Dumay fut désigné comme délégué du Comité international de propagande et d'action des transports, au cours de la Ve conférence internationale des ouvriers des transports tenue à Moscou, pour l'ensemble des pays latins. À ce titre, il participa à la création, à Paris, en mai 1929, de la Fédération unitaire des marins et devint son secrétaire. Installé dans la région parisienne (il habita à Bagnolet à partir d'octobre 1928) il éditait et rédigeait depuis décembre 1927 un journal destiné aux navigateurs, *Le Cri du Marin*. Mais, bien que secrétaire de la fédération, il se considérait comme « syndiqué pour la forme » au syndicat de Rouen car n'ayant jamais été syndiqué ouvrier, il avait résisté au 4e congrès de l'ISR à Losovsky qui le pressait de créer cette Fédération. Dans un questionnaire de septembre 1930, destiné au PC, il précisait que s'il était secrétaire de la fédération depuis un an, il n'adhérait à aucune CG. En mars 1932, il persistait « à croire que ce fut une erreur » de créer cette fédération. En octobre 1930, quand se constitua, à Hambourg (Allemagne), l'Internationale des marins et ouvriers des ports affiliés à l'Internationale syndicale rouge (ISR), il fut désigné pour y représenter la France tout en faisant de fréquentes tournées en province pour susciter de nouvelles organisations. Il fut élu à sa commission exécutive par le VIe congrès de la CGTU en septembre 1931 mais n'y siégea que deux années, jusqu'en 1933. Son militantisme, les difficultés de création d'un syndicat de marins l'avaient affecté. Il se plaignait des tâches excessives qu'on lui demandait dans le mouvement syndical alors qu'il n'avait aucune fonction dans le parti où il n'était jamais délégué aux congrès et conférences. Il est vrai qu'en 1928, il fut en rapport avec l'opposition dirigée par les syndicalistes Engler, Bour et Ciavaldini et « sur le point de leur demander de l'aide devant les difficultés de la Fédération des marins ». Ses rapports, qu'il fit connaître à Monmousseau, cessèrent à la fin de l'année. Auguste Dumay eut d'autres difficultés dans son parti. En septembre 1930, il fit une déclaration virulente, auprès du Komintern, contre « la carence coloniale criminelle

de la Commission du PC », disant avoir « une haine physique contre Cormon, Lozeray et Celor ». En tout cas, ayant trouvé une cellule en même temps que Kouyaté, la cellule 156 du 1er rayon de la région parisienne, il put vraiment militer : réunions de mariniers à la Bourse et à Conflans-Sainte-Honorine, édition d'un numéro de *Rouge fluvial* bien diffusé préparant les conditions de création d'un syndicat. Ses difficultés et son indépendance d'esprit se manifestaient également dans son éducation politique, puisqu'il revendiquait son auto-formation anarchisante jusqu'en 1909 et sa méconnaissance totale (en 1932) des œuvres de Marx, Engels et Lénine. Cependant il écrivit de 1928 à 1932 des centaines d'articles et tint des centaines de réunions. Il subit encore la répression en octobre 1931 où il fit quinze jours de prison à Landau (Palatinat) à la suite d'une conférence à Duisbourg. Au début de 1932, Auguste Dumay, « excessivement fatigué » se disait incapable d'aller plus loin, assurant tout juste ses fonctions jusqu'au congrès fédéral. La CGTU décida alors de l'employer au bureau du Secrétariat international ce qui lui permit d'assurer une partie de ses fonctions le soir. Auguste Dumay revint à Marseille à une époque indéterminée, ou bien partagea ses activités entre Paris et Marseille. À l'époque du Front populaire et de la guerre d'Espagne, les activités de Dumay à Marseille sont liées à celles de la Compagnie France-Navigation. Un rapport ultérieur, après la déclaration de guerre, nous apprend qu'il était officier-mécanicien de première classe et capitaine d'armement à cette compagnie ; membre du conseil d'administration, Dumay est présenté comme l'organisateur de fait de cette Compagnie, et « l'un des principaux fonctionnaires de France-Navigation ». Selon le témoignage de Georges Gosnat cité par Alain Guérin dans *La Résistance* (tome I, p. 254), Dumay, prénommé Alphonse, par erreur ou confusion, était le directeur technique de cette organisation, « un vieux militant de l'Internationale des Marins, une tête de lard, un homme terrible, mais un révolutionnaire ». Embarqué le 15 septembre 1939 sur le vapeur *Espiguette*, appartenant à cette dernière Compagnie, puis débarqué le 20 octobre lorsque France-Navigation fit l'objet de poursuites, Dumay, lui-même menacé d'arrestation, représenta à Marseille les intérêts de France-Navigation en liquidation auprès de la maison Worms. En août 1940 se tint au Tribunal maritime de Toulon le procès des dirigeants de France-Navigation. Quatre des cinq accusés étaient présents : Joseph Fritsch président de la Compagnie, Simon Posner, Aimé Legrand, et Auguste Dumay. Acquittement, le

27 août, des quatre inculpés présents. On constate cependant que l'attitude de Dumay fut sévèrement critiquée par les dirigeants communistes clandestins. Il n'en reçut pas moins le grade d'officier de la Résistance comme en témoigne l'avis de décès et la nécrologie publiés dans *La Marseillaise* des 11 et 12 mai 1955. Auguste Dumay mourut en effet à Marseille le 9 mai 1955, à l'hôpital de la Timone. Selon sa volonté il n'y eut ni fleurs, ni couronne, ni cortège, mais de nombreux militants syndicalistes et communistes vinrent saluer sa dépouille avant ses obsèques.

Victor, Jacques, Nicolas Engler

Auteurs : Jean Maitron, Claude Pennerier

Fils d'un cheminot de Nancy, Victor Engler écrivit dans *Le Cri du Peuple* du 2 septembre 1931 : « Je ne suis qu'un docker et je n'ai pas mon Certificat d'études. » Il avait nomadisé sur « le trimard » avant de se fixer, un peu avant sa vingtième année, à la Plaine-Saint-Denis (Seine) où il travailla comme apprenti verrier. Là, il milita dans un groupe anarchiste. Puis en 1908 (certaines sources donnent la date de 1903) il s'installa à Rouen (Seine-Inférieure), travailla comme mécanicien puis comme docker, et ouvrit un débit de boissons quai Cavalier de la Salle. Très vite son existence se confondit avec celle du syndicat des dockers. De grande taille (« près de deux mètres » dit un témoin !), bâti en force, coiffé d'une éternelle casquette, « le gros Victor » acquit une considérable popularité. La population ouvrière appréciait son sens de l'organisation, sa familiarité, son énergie et sa force : on racontait qu'en 1929, lors d'une manifestation, il avait désarçonné d'un coup d'épaule un policier à cheval. « Engler et ses dockers » ne faisaient qu'un. Membre du Parti socialiste SFIO et dirigeant syndical des dockers, il avait animé avec Marcel Damiens le grand mouvement des travailleurs du port en février-mars 1920, comme secrétaire du comité de grève. Quelques mois plus tard, il fit entrer les dockers dans la grande grève de mai 1920. Élu secrétaire du syndicat le 12 mai après l'arrestation de Marcel Damiens, il dirigea alors seul le mouvement et donna l'ordre de la reprise du travail le 21 mai. « Minoritaire » et créateur du Comité syndicaliste révolutionnaire de Rouen avec Delahaye, Engler soutint l'action de Basilaire et Darves-Bornoz, qui défendaient dans la Fédération socialiste de Seine-Inférieure l'adhésion à la IIIe Internationale. Aussi adhéra-t-il au Parti communiste

après le congrès de Tours (décembre 1920). Il fut élu secrétaire de l'Union locale CGT le 27 mai 1921 et secrétaire adjoint de l'Union départementale lorsque l'une et l'autre passèrent sous le contrôle des minoritaires. Son syndicat le suivit à la CGTU en 1922. Il devint délégué fédéral permanent (CGTU) et déploya une grande activité dans le Nord et au Havre, où il amena les dockers à la CGTU malgré l'opposition de l'ancien secrétaire Louis François. Dans le même temps, il renforça l'Union locale de Rouen affaiblie par l'échec des grèves de mai 1920.

Tête de liste communiste à Rouen lors des élections municipales du 3 mai 1925 (2 181 voix), Victor Engler manifesta son désaccord avec la politique de la direction du PCF en signant, en octobre 1925, la lettre des 250. À la réunion du Bureau politique du Parti communiste du 28 janvier 1926, Jacques Doriot qui revenait d'une visite en Seine-Inférieure, présenta Engler comme « un militant intelligent, très sympathique, ayant une grosse influence », un communiste qui faisait des critiques « dont certaines sont justes » (IMTh., bobine 149). Le BP du 17 février 1926 évoqua à nouveau son cas lié à celui de Germaine Goujon. Les participants les déclarèrent « très critiques » vis-à-vis du Parti et signalèrent les multiples demandes d'exclusion dont celle du comité régional de Basse-Seine. Le BP ratifia l'exclusion et décida de la rendre publique dans *l'Humanité*. Mais, l'Internationale communiste ne partageait pas cette fermeté. Il semble qu'elle intervint pour empêcher l'irréparable et renouer le dialogue avec « la droite » du Parti. D'ailleurs, Engler avait été convoqué à Moscou pour assister à la session élargie du Comité exécutif qui se réunissait du 15 février au 10 mars 1926. Il passa par Anvers, Hambourg — où il discuta de la participation des dockers français à un congrès international des ouvriers des transports — puis, à Moscou, intervint dans la discussion du rapport de Zinoviev. Thorez, présent, l'aurait violemment attaqué, le dénonçant comme diffuseur du *Bulletin communiste* (de Souvarine) et de la *Révolution prolétarienne* (de Monatte). À l'occasion de ce voyage, des contacts avaient été pris avec Brandler et Thalheimer. Engler restait cependant pour un grand nombre de dirigeants de l'Internationale communiste et du PCF un authentique représentant du prolétariat français. Ainsi, le Ve congrès national réuni à Lille du 20 au 26 juin 1926 l'élut au Comité central en précisant : « Pour le camarade Engler, sous réserve qu'il se prononcera sans réserve sur toutes les thèses et résolutions qui sont présentées par le congrès et n'adoptera pas la même attitude que celle de

Caruel » (compte rendu, p. 618). Il participa avec Gaston Monmousseau — membre du Parti communiste depuis un an — à plusieurs meetings, au cours desquels, il raconta son voyage en URSS, ses conversations avec Zinoviev. Pourtant, dès l'automne 1926, il se déclara en désaccord avec la direction du Parti communiste comme avec celle de la CGTU. Au Comité central du 13 janvier 1927, Pierre Semard fit un long rapport sur Engler. Celui-ci était accusé d'avoir participé après le congrès de Lille à une réunion de fraction avec Boris Souvarine, or, le Parti attendait au contraire de lui une déclaration d'acceptation de la condamnation par le 7^e Exécutif de Souvarine et de la *Révolution prolétarienne*. Semard proposa de lui retirer son mandat de membre du CC. Le 6 février 1927, au cours d'une réunion locale, il déclara qu'il avait été mis à l'écart par Gaston Monmousseau et le bureau de la 19^e Union régionale unitaire, pour ne s'être pas conformé aux consignes de la CGTU. Le n° 65 des *Cahiers du Bolchevisme* publié le 1^{er} février 1927, annonçait qu'une « Lettre à l'Internationale et aux membres du Parti », intitulée « Pour la démocratie ouvrière », avait été signée le 15 janvier 1927 par Boutin, Lucie Colliard, Delsol, Dionnet, Engler, Maurice Gautier, Germaine Goujon, Magdeleine Marx, Moses, Maurice Paz et Marcel Roy. Le Bureau politique déclarait : « Les éléments de droite, sous couleur de « démocratie ouvrière » cherchent à y introduire [dans le Parti] la liberté des fractions » et, convoquait devant la Commission de contrôle politique Gautier, Engler, Germaine Goujon, Paz et Baranton. Engler fut exclu le 8 février 1927 avec Germaine Goujon dirigeante du syndicat du Textile de Rouen. Cette sanction intervenait après une année d'hésitations que dénonça Gautier le 6 avril 1929 devant le congrès de Saint-Denis : « La région de la Basse-Seine eut à démasquer Engler et Germaine Goujon et à les réduire à l'impuissance, bien que la direction du parti les aient assez longtemps soutenus » (*l'Humanité*, 7 avril 1929). Le 1^{er} décembre 1927, il adressa, avec d'autres membres ou exclus du Parti, un télégramme au XV^e congrès du Parti communiste bolchevique sur la question de l'Opposition russe. Il soutint dès sa création le groupe constitué autour de Maurice Paz, qui publiait *Contre le Courant* dont il devint le principal correspondant pour la région rouennaise. Désormais, l'Union locale de Rouen dont il resta secrétaire jusqu'à sa mort, passa tout entière dans l'opposition. Élu secrétaire général à la propagande de la Fédération des Ports-et-Docks au congrès de Bordeaux en 1927, il dirigea la plupart des mouvements

revendicatifs des ouvriers des ports français. Il ne négligea toutefois pas son propre syndicat et créa, en 1928, une association des membres honoraires de la corporation des dockers. Son organisation recueillit ainsi d'importantes sommes d'argent qui, ajoutées aux avoirs de la caisse syndicale, lui permit de conduire avec succès une grève d'un mois en juin 1928 ; les dockers obtinrent une somme de 2 francs par jour pour usure d'effets. En janvier 1929, le congrès fédéral de Marseille l'élut à l'unanimité secrétaire général de la Fédération des Ports-et-Docks en remplacement de Bour. Il prit à Rouen l'initiative de plusieurs mouvements de grève qui s'achevèrent avec succès (chez les traminots en particulier). Son autorité était telle que le bureau de la 19e Union régionale — d'ailleurs dirigé par son ami Victor Caruel — dut composer avec lui et tolérer son refus systématique de lancer les ouvriers rouennais dans les manifestations de caractère politique. Partisan de l'unité syndicale, il rallia en 1929 la tendance de la Ligue syndicaliste. Le congrès fédéral de septembre 1929 fut l'occasion de très vives attaques de Bour, Engler et leurs amis, contre la direction de la CGTU à propos de la grève du 1er août contre la guerre que la Confédération avait tenté sans succès d'imposer par-dessus leur tête. Le même mois, Engler représenta la minorité n° 1, conduite par Maurice Chambelland, au Ve congrès national (Paris, 15-21 septembre 1929). Son nom apparut en novembre 1930, au bas de l'Appel des 22 pour « la reconstruction de l'unité syndicale ». En 1931, la direction de l'Internationale syndicale rouge (ISR) convoqua à Moscou les minoritaires les plus influents de la CGTU. Tous parvinrent à Moscou à l'exception des représentants de la Fédération unitaire de l'enseignement (Jean Aulas, Maurice Dommanget, Gilbert Serret, Jean Cornec) qui, à Berlin, ne purent obtenir les faux papiers promis. Du 11 au 13 août, il participa à une réunion de la commission exécutive de l'Internationale syndicale rouge où, avec Rambaud des Cheminots, il défendit les thèses des minoritaires. Quelques jours avant, il avait déjeuné avec Losovsky, secrétaire de l'ISR, qui lui aurait déclaré lors de l'entretien privé qui suivit : « Comment toi, Engler, tu te permets une pareille tâche ? Intelligent comme tu es, reprends donc nos directives et travaille pour propager notre opinion dans toute la France. » L'année suivante, avec l'arrivée de Rivière à la tête de la 19e Union régionale unitaire et l'apparition du chômage, Engler allait devoir combattre une violente opposition locale. Dans son propre syndicat les communistes le contestèrent. C'était l'époque où les réunions des

dockers se tenaient sans chaises dans la salle en raison des possibles bagarres. Engler créa une caisse de secours aux chômeurs du port, mais refusa, semble-t-il, des subsides aux autres corporations. L'Union régionale en profita alors pour regrouper sous l'impulsion de Charles Tillon les mécontents au sein d'un Comité de chômeurs. On reprocha à Engler de trop solliciter les subsides de la municipalité, de remercier trop ostensiblement les « bienfaiteurs » et, de ne pas prendre parti sur le problème du déchargement des navires arborant la Croix gammée. Resté lié à *La Révolution prolétarienne*, Engler continua, après avoir perdu son secrétariat général, à participer à la vie nationale de la CGTU. Il intervint notamment au VII^e congrès (Paris, 23 au 29 septembre 1933) pour justifier son action dans la grève récente des bateliers (19 au 26 août) et pour prendre la défense de Victor Serge. Cependant son nom ne figure pas dans la liste des délégués. Engler rompit définitivement avec la CGTU au début de l'année 1934 et passa peu après à la CGT, avec la majorité de l'Union locale et du syndicat des dockers. Une lutte ouverte l'opposa alors directement aux unitaires, en particulier pour le contrôle de la Bourse du Travail où Germaine Goujon refusait la présence du nouveau syndicat CGTU des dockers. Diabétique, il tomba gravement malade en novembre 1935 et mourut le 9 décembre. Quelques jours plus tard les délégués au congrès de fusion des UD CGT et CGTU décidaient de donner son nom à la grande salle de réunion de la Bourse du Travail.

SOURCES : Arch. Nat. F7/13091, F7/13699, F7/13702. — Arch. Dép. Seine-Inférieure, 4 M P 2872. — Arch. Com. Rouen, 7 F 3, réunions syndicales 1926-1936, grèves 1926-1936. — IMTh., bobines 149, 202, 204, 209. — *L'humanité*, 17 février 1927, 7 avril 1929 et 15 septembre 1929. — *Cahiers du Bolchevisme*, n° 65, 1^{er} février 1927. — *Dépêche de Rouen*, 10 décembre 1935 et divers. — *Le Réveil ouvrier*, n° 37 et 38. — *L'Exploité de la navigation*. — *Communiste de Normandie*. — *Contre le Courant*, 20 novembre et 2 décembre 1927. — *Le Cri du Peuple*, 2 septembre 1931. — *La Révolution prolétarienne*, 25 décembre 1935 (article de Maurice Chambelland et discours d'Alfred Druaux). — *Combat marxiste*, n° 27, janvier 1936 (L. Laurat). — *La Commune*, 13 mars 1936. — J. Rabaut, *Tout est possible*, Paris, 1974. — Témoignage de Maurice Carrier et Colette

Chambelland. — Renseignements recueillis par J.-M. Brahbant, Y. Lequin, M. Boivin et Jacques Girault.

Maurice, Louis, Armand Jeanne

Auteurs : Marcel Boivin, Jean Maitron

Né le 11 février 1902 à Rouen (Seine-Inférieure, Seine-Maritime), mort le 25 septembre 1962 à Rouen ; docker de Rouen ; responsable syndical CGTU puis CGT, secrétaire de la Fédération CGT des Ports et Docks jusqu'en 1950.

Fils de docker, Maurice Jeanne perdit sa mère à un an et demi. Il commença à travailler à l'âge de treize ans et fut toujours « occupé sur le port ». Il participa à diverses actions et grèves sur le port de Rouen en particulier en 1928. Il avait subi deux condamnations pour « coups à agent » : la première en 1925 à un mois, la seconde en 1927 à quinze jours. Chaque fois, dit-il, il fut passé à tabac. Il recevait comme chômeur un secours à Sotteville et sa compagne, journalière, était également au chômage. Jeanne adhéra au Parti communiste en avril 1932, présenté par un camarade nommé Lecouvreur et milita sur le port avec Henri Courtade. Affecté à la cellule du port du rayon de Rouen, il avait la carte n° 375-61. En décembre 1932 il fut membre, avec l'appui de la région, à la cellule de Sotteville. Avec d'autres dockers chômeurs ils assuraient la parution régulière d'un journal. Il participa à des manifestations contre les bateaux allemands qui arboraient le drapeau à croix gammée et à des actions contre les attaques patronales et le chargement de matériel de guerre. Il s'opposait alors à Engler qui dirigeait le syndicat unitaire. Lors d'une conférence il fut nommé responsable du comité d'action du port. Dans son autobiographie, non datée, il déclarait n'avoir pas reçu d'instruction politique mais il avait assisté à une école de 14 jours et lisait seulement quelques brochures et, un certain temps, les *Cahiers du bolchevisme*. Classé A, il était jugé bon camarade, ayant du cran et dévoué au parti mais sa biographie était insuffisante. Membre du syndicat unitaire des dockers de Rouen à partir de 1933, Maurice Jeanne s'imposa rapidement comme l'un des opposants les plus violents au bureau dirigé par Engler. Au début de 1934, il organisa, sur l'instigation de Rivière, une réunion extraordinaire de l'Union locale unitaire, afin de faire exclure

les principaux dirigeants qui appartenaient à la Ligue syndicaliste, Victor Engler, Germaine Goujon, Jean Jolly et Fernand Hutt. L'opération ayant échoué, il créa avec Jules Duhamel un syndicat unitaire des dockers, où l'on retrouvait les membres de la cellule du port. Il fut élu secrétaire général le 4 juillet 1934. Il était assisté de Duhamel, secrétaire adjoint, Évrard trésorier, Guillemot trésorier adjoint, Decaux, Menard et Martin membres du conseil syndical. De 1935 à 1939, il demeura secrétaire du syndicat et fut délégué au conseil national CGTU de 1935, aux congrès nationaux CGT de 1936 et 1938. Selon S. Courtois, il fut, de 1936 à 1939, secrétaire adjoint de l'UD-CGT et, en 1938-1939, membre de la CE de la Fédération. L'homme ne manquait pas de caractère, l'un de ses compagnons raconta qu'il se rendait aux différents congrès parisiens dans sa tenue de travailleur des quais, casquette et blouse de grosse toile, à la grande curiosité des gens qu'il croisait dans les couloirs du métro. Il ne dut qu'à l'opposition de Jean Le Gall (qui lui reprochait son trop bref passé syndical) de ne pas assurer de plus hautes responsabilités. Membre du PC, il se présenta sans succès aux élections du conseil d'arrondissement en 1935. À la fin de 1939, il fut envoyé au front malgré ses cinq enfants ; prisonnier, il s'évada, revint en Seine-Inférieure comme responsable syndical clandestin puis fut appelé à Paris comme responsable. En 1945, il redevint secrétaire des dockers de Rouen et fut secrétaire jusqu'en 1950 de la Fédération CGT des Ports et Docks. Marié à Notre-Dame-de-Bondeville (Seine-Maritime) le 31 mars 1958 avec Lucienne Valin, il mourut à Rouen le 25 septembre 1962.

SOURCES : RGASPI 495 270 472 (reporté par René Lemarquis). — Arch. Nat. F7/13028, rapport du 10 juillet 1934 (Seine-Inférieure). — Arch. Mun. réunions syndicales. — Témoignage de R. Le Marec. — S. Courtois, thèse, *op. cit.* annexe n° 18. — État civil de Rouen.

Garan, Timeoko Kouyaté

Auteur : Solofo Randrianja

Né le 27 avril 1902 à Segou (Mali), mort en 1942 fusillé par les Allemands au fort de Montluçon (Allier) ; instituteur en Côte-d'Ivoire ; anticolonialiste, communiste, secrétaire vers 1930 de la Ligue de défense de la race nègre.

Garan Kouyaté fréquenta l'école William-Ponty, à Gorée au Sénégal, et fut, de 1921 à 1923, instituteur en Côte-d'Ivoire. En 1923, il fut envoyé en France pour parfaire sa formation et inscrit dans une école d'Aix-en-Provence d'où il fut exclu, en 1926, pour « propagande communiste ». Il vint alors à Paris, suivit des cours à la Sorbonne et fit la connaissance de Senghor Lamine. Il entra au Parti communiste et adhéra à la Ligue de défense de la race nègre de Senghor. À la mort de ce dernier, en 1929, il réorganisa la Ligue et établit un programme qui stipulait l'indépendance et l'instauration du socialisme. Il fit, ce qui était nouveau pour l'époque, une analyse de la société africaine en classes, dressant la liste des différentes couches sociales, y compris les propriétaires blancs, sur lesquelles la Ligue devait s'appuyer. Kouyaté projetait, à l'époque, un vaste État continental africain. Il fit partie, toujours en 1929, avec Jomo Kenyata, Ford et Padmore, de la délégation nègre au congrès anti-impérialiste de Francfort. Cette même année, il fut aussi candidat titulaire, sur la liste de l'Union française des étudiants (UFE), avec Guillon de l'École normale de Saint-Cloud, à l'élection aux conseils de discipline de la Faculté des Lettres de Paris. À partir de 1930, il se prononça pour une « radicalisation » encore plus profonde et proposa la création de partis communistes dans les colonies africaines. Cette année-là, un bureau nègre, présidé par deux noirs américains, Ford et Padmore, fut créé au sein de l'Internationale communiste à Moscou. Un comité intersyndical des ouvriers noirs, où Kouyaté représentait l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, fut également formé. Ayant constitué plusieurs syndicats nègres auprès des marins africains dans les ports français qui assuraient la propagation des idées révolutionnaires et les correspondances entre les progressistes métropolitains et ceux des colonies, Kouyaté fut envoyé à Moscou par le Parti communiste français au Ve congrès mondial des syndicats. Là, il entra en contact direct avec le bureau de l'Internationale qui le chargea de faire venir à Moscou des militants nègres qui furent formés et renvoyés dans leur pays d'origine. En janvier 1931, la Ligue de défense de la race nègre se transforma en Union des travailleurs nègres et eut, pour organe, le mensuel *Le Cri des Nègres*. En août, l'Union organisa une exposition anti-impérialiste pour contrebalancer l'Exposition coloniale de Vincennes dont le but était de promouvoir « la mise en valeur des colonies » selon la formule d'Albert Sarraut, ministre des Colonies. À cette époque,

Ramananjato, un Malgache, seconda Kouyaté qui tenta sans succès de constituer, en juillet 1933, une Fédération des organisations des coloniaux en France. Alors que l'Internationale communiste voyait en Kouyaté un dirigeant susceptible d'être envoyé en Afrique, le Parti communiste français l'exclut, en octobre 1933, du parti et de l'Union des travailleurs nègres. Un délégué de l'Internationale vint arbitrer le conflit : la stratégie frontiste envisagée par Kouyaté aux dépens de la stratégie « classe contre classe » fut, semble-t-il, pour beaucoup dans cette exclusion. Ramananjato lui succéda. La « liste noire » n° 2 publiée par le Parti communiste en décembre 1933 le dénonce en ces termes : « Chassé du parti pour attitude désagrégatrice anticommuniste et indécatesse » en publiant sa photographie. Kouyaté continua cependant de militer en faveur de l'indépendance des colonies et, en juillet 1936, créa le journal *Africa*, pour soutenir l'Éthiopie agressée par les armées fascistes italiennes. Son journal fit de la propagande en faveur du Front populaire. En 1942, Kouyaté fut arrêté par les Allemands et fusillé au Fort de Montluçon. P. Durand, dans son ouvrage *Cette mystérieuse section coloniale* (p. 186), publié en 1986, met en cause Kouyaté qui aurait émarginé un temps au ministère des Colonies avant la Seconde Guerre mondiale, sans doute avant 1935.

SOURCES : Arch. Nat. F7/12900 ; F7/13768, rapport du 2 décembre 1931 (Le Havre) ; F7/13129, rapport du 24 mai 1932 (Bordeaux) ; F7/13164, rapport du 16 juin 1932 ; F7/13948. — Arch. Nat. section Outre-Mer, Slottom, série III, carton 5, 24, 29, 37, 50, 53, 56, 58, III, 136. — Arch. PPO. 100, mai 1930 et 1931, 28 octobre 1932. — *Le Cri des Nègres*, n° 4-5, novembre-décembre 1931, n° 10-11, octobre-novembre 1932. — Mémoires de Maîtrise, *Les organisations nègres et l'action anticolonialiste dans l'entre-deux-guerres, 1920-1940* par Ndege Sow et Papa Si, Paris VII, 1977-1978

Roger, François Le Marec

Auteur : Michel Pigenet

ŒUVRE : *La Vie syndicale au Havre, 1930-1935*, dact.

Fils d'un marin, Roger Le Marec (parfois écrit Lemarec) s'embarqua, en 1922, sur un navire et adhéra au syndicat des marins que dirigeait Henri Julie. En 1924, il organisa une grève sur le navire où il était employé, puis, revenu au Havre, apprit le métier de chaudronnier en cuivre avec un ancien matelot de la mer Noire. À son retour du service militaire, fin 1928, il travailla comme docker-charbonnier. Élu secrétaire adjoint du syndicat indépendant des dockers du Havre en 1929, il dirigea avec Yves Prat une grève qui dura quarante-cinq jours et s'acheva le 31 mars 1930 après une augmentation de salaire de 4,50 F par jour. Peu aidé par l'Union locale autonome pendant le conflit, le syndicat passa à la CGTU et Roger Le Marec en fut élu secrétaire au milieu de l'année 1930. Délégué à l'Union locale, il devint secrétaire adjoint après le départ pour Rouen de Paul Lemarchand. Chômeur partiel, il organisa et dirigea le comité de chômeurs du Havre de 1931 à 1934 et, à la fin de cette année, fut élu secrétaire de l'Union locale unitaire, le secrétaire Fernand Legagneux ayant été choisi pour remplacer Rivière à la tête de la 19e Union régionale. Délégué aux congrès nationaux de la CGTU à partir de 1931, il négocia la fusion avec les autonomes et les confédérés dans des conditions difficiles, l'Union unitaire faisant figure de parent pauvre malgré une caisse bien remplie et des finances saines. Membre de la commission exécutive de l'Union régionale puis de la commission administrative de l'Union départementale en 1936, il reprit la mer l'année suivante et réadhéra au syndicat des Marins que dirigeait Augustin Gruennais. Pendant l'Occupation, il milita clandestinement. En 1973, il devint conseiller municipal du Havre. Membre du Parti communiste depuis 1930, Roger Le Marec appartint au bureau de la section du Havre du PCF et siégea au comité fédéral de Seine-Inférieure en 1956 et 1957. Elu à la commission exécutive de l'Union locale CGT, il fut également conseiller municipal du Havre en 1956. Délégué, en 1950, au congrès de la Fédération nationale des Ports et Docks, il intervint pour poser la question de l'indemnisation du chômage partiel des dockers qui, comme lui-même, avaient épuisé le contingent de vacances chômées garanties

par la loi de 1947. Soucieux de maintenir l'influence que les syndicalistes communistes conservaient parmi les charbonniers du Havre, Roger Le Marec n'avait pas moins conscience des risques que faisait courir cet isolement vis-à-vis du gros des dockers à un moment où l'avenir de la manutention du charbon semblait incertain. En 1954, il proposa de fusionner les deux organisations. Hazard lui répondit par la négative, ajoutant que, en tout état de cause, la procédure envisagée n'était pas la plus adéquate compte tenu du poids très inégal des deux syndicats. Au congrès fédéral de 1955, il réaffirma l'appartenance des dockers-charbonniers au monde des dockers et expliqua pourquoi cette identité justifiait l'existence d'un syndicat distinct des charbonniers de magasins et d'usines. Contre l'avis de la Fédération, il prôna le maintien de deux organisations séparées et rappela que la syndicalisation n'avait vraiment commencé parmi ces derniers qu'après qu'ils aient cessé d'être groupés avec les dockers. En 1960, confronté au recul des importations de houille, il exprima une nouvelle fois ses craintes pour l'avenir de la profession, mais dénonça le contenu d'une lettre écrite par les charbonniers de Brest mettant en cause les mineurs français hostiles aux importations. "Nous ne savions pas comment répondre, précisa-t-il, de peur d'être un peu méchants ". Roger Le Marec s'était marié en 1939 au Havre avec Louise Marécal.

SOURCES : Arch. Nat. F7/13028, rapport du 23 juillet 1934, F7/13041 (3 mai 1933) et F7/13261. — Arch. Dép. Seine-Inférieure, 4 M 2872. — Arch. Union départementale CGT, CGTU, 1930-1935, liasse n° 3. — F. Cahier, *Le Front populaire au Havre*, Mémoire de Maîtrise. — Témoignage de R. Le Marec recueilli par M. Boivin. — État civil du Havre. — Archives municipales du Havre : Fonds R. Le Marec. Archives du Comité central du PCF. Congrès fédéral de la Fédération nationale des Ports et Docks, les 22-24 juin 1950 (Paris) ; 17-18 mai 1955 (Paris) ; 18-19 mai 1960 (Paris). — F. Cahier, *La classe ouvrière havraise et le Front populaire, 1934-1938*, maîtrise, Université de Paris 1, 1972. — M.-P. Dhaille-Hervieu, *Communistes au Havre, communistes du Havre. Société, culture et politique, 1930-1983*, thèse (dir. A. Prost), Université de Paris 1, 1997. — P. Pasquier, *Les dockers du Havre, 1928-1947*, maîtrise, Université de Rouen, 1973. — R. Le Marec, *La vie syndicale au Havre, 1930-1935*, sd. — Notice du DBMOF par M. Boivin.

François Le Minter

Auteur : Marcel Boivin

Né le 14 mai 1902 à Plourivo (Côtes-du-Nord), mort le 16 juin 1973 à Oissel (Seine-Maritime) ; inscrit maritime à Rouen (Seine-Inférieure) ; syndicaliste CGTU.

Fils d'un marin, François Le Minter arriva à Rouen au début de 1931 et fut élu secrétaire du syndicat unitaire des marins en mai, après la démission de Jules Milox. Le 22 octobre, il fut arrêté sur le port, avec un Polonais et un Letton, alors qu'il transportait en cachette des brochures révolutionnaires. À la suite de cette interpellation, la police effectua une perquisition au siège du syndicat ; elle y trouva un marin hongrois, Alex Popovics, venu secrètement d'Anvers pour faire de la propagande communiste et mettre sur pied en France un syndicat de marins étrangers. Remis en liberté le 29 octobre, Le Minter organisa une série de manifestations pour protester contre ces arrestations. Membre suppléant de la commission administrative de la 19^e Union régionale en 1932, il fut réélu secrétaire des marins unitaires jusqu'en 1935. Selon des rapports préfectoraux, il avait été secrétaire du syndicat CGTU des marins de Marseille qui comptait, en 1932-1934, une cinquantaine d'adhérents et avait publié, en 1934, des articles dans *Rouge-Midi* contre les socialistes et confédérés Ferry-Pisani et Pasquini. Il participa au congrès national de la CGTU tenu à Issy-les-Moulineaux les 24-27 septembre 1935, puis au congrès de fusion avec les confédérés les 8 et 9 janvier 1936 et fut élu, peu après, secrétaire du nouveau syndicat. Selon les renseignements donnés par Jan Valtin à la Gestapo en 1937, il aurait été responsable de l'appareil clandestin du Komintern à Anvers (Belgique) puis à Marseille (Bouches-du-Rhône) pour l'Afrique du Nord et le Proche-Orient. Réélu jusqu'à la guerre, il devint membre de la commission administrative de l'Union départementale après le congrès de Sotteville les 17 et 18 décembre 1938. En 1944, il reconstitua le syndicat dont il était encore secrétaire dans les années 1950. Marié à Rouen en 1936 et à Blosseville-Bonsecours en 1947, il résidait toujours à Rouen dans les années soixante.

SOURCES : Arch. Nat. F7/13768, Rouen, 31 octobre 1931. — Arch. Dép. Seine-Inférieure, 1 MP 535. — Arch. Com. Rouen, 7 F 3, 2 I 10. — Arch. Dép. Bouches-

du-Rhône, M6/11379 (rapport préfectoral) ; XIV M 24/62. — *Rouge-Midi*, 24 février et 15 décembre 1934. — V. Avellan, *Le syndicat des Inscrits maritimes*, Mémoire de Maîtrise, *op. cit.* — S. Courtois, *La politique du PCF et ses aspects syndicaux, 1939-1944*, Annexe n° 18, thèse, *op. cit.* — État civil de Rouen. — Constance Micalef, *Le roman de Jan Valtin Sans patrie, ni frontières, comme sujet d'histoire politique*, DEA, 2002, Paris I.

Léon Purman

Pseudonymes : Andrès, Cervantès, Kazik, Kazimierz, Poraj, Bruno, Léon, Mann

Auteur : Michel Dreyfus

Né à Wroclawek dans la Pologne russe en 1892, se suicide à Moscou, fin 1934 ou début 1935 ; un des fondateurs du Parti communiste polonais ; nombreux séjours à Moscou à partir de 1923 où il participe aux Ve et VIe congrès de l'Internationale communiste ; nommé suppléant au Présidium de l'IC (février 1928), réélu à ce poste le 3 septembre 1928, élu suppléant au Comité exécutif de l'IC à la suite du VIe congrès (1928-1931) ; membre du Bureau exécutif de l'Internationale syndicale rouge ; chargé de nombreuses missions, notamment en Allemagne, en Espagne et en Suède ; membre de la délégation de l'IC dirigée par Eugen Fried qui arrive en France fin 1930.

Issu d'une famille bourgeoise d'origine juive — son père était un gros négociant en grains et possédait une épicerie — Léon Purman, fut attiré aux idéaux socialistes par la Révolution de 1905 ; il milita au sein du Parti socialiste polonais où il appartint à la gauche luxembourgist. Il participa à la fondation du Parti communiste polonais en 1920 et vécut dans la clandestinité ; dans les trois ans qui suivirent son militantisme lui valut la prison à plusieurs reprises. En 1926, il fut nommé à la direction clandestine du PC polonais ; à nouveau arrêté cette année, il fut emprisonné jusqu'en 1927. En avril 1929, il fut confirmé dans ses fonctions à la direction du PC polonais avec Amsterdam Szaul Samoilovitch, dit Henrykowski, et Alfred Lampe. À partir de 1923, il représenta le PC polonais à l'Internationale communiste et il participa à ses Ve et VIe congrès (1924 et 1928). Nommé à

l'exécutif de l'Internationale syndicale rouge, sans doute fin 1927 ou début 1928, il accomplit plusieurs missions à l'étranger, notamment en Suède où il lutta contre des oppositions. Entré comme suppléant au Présidium de l'IC en février 1928, il fut réélu à cette fonction en septembre 1928, et également élu suppléant au Comité exécutif de l'IC à la suite de son VI^e congrès. Peu après, il soutint Staline lorsque ce dernier intervint en faveur du dirigeant du Parti communiste allemand (KPD), Ernst Thälmann : ce dernier était compromis dans le scandale de l'affaire Wittorf, du nom d'un responsable du KPD qui s'était rendu coupable de malversations financières. Ernst Thälmann, qui tenta de « couvrir » Wittorff, fut désavoué par le bureau politique du KPD : cette décision provoqua la colère de Staline qui n'admettait pas qu'un Parti communiste puisse décider, indépendamment de l'IC, de la composition de ses instances dirigeantes. Début octobre 1928, le Présidium de l'IC condamna la décision du comité central du KPD et réhabilita Thälmann à la tête de ce Parti. Cette décision provoqua des remous au sein de l'Internationale communiste, notamment de la part de Boukharine et de Jules Humbert-Droz. Le 19 décembre 1928, lors d'une séance du Présidium, Staline dénonça les « droitiers » qui avaient enfreint la discipline, combattu l'Internationale et demanda leur exclusion : il visait ainsi les proches de Boukharine, absent à cette réunion : Humbert-Droz, Tasca qui maintint son opposition et Togliatti qui se rallia à Staline. Lors de cette réunion, Staline fut soutenu par Léon Purman ainsi que Molotov, Piatnitsky, Lozovsky et Qiu Qiubo. En septembre 1930, alors que Léon Purman se trouvait à Berlin où il travaillait au Bureau pour l'Europe de l'Ouest de l'IC (WEB), fut posée la question de son envoi en France comme instructeur pour épauler Eugen Fried : ce dernier vint peu après encadrer le PCF avec la collaboration de Adam Witkowski, Georges Kagan, Mauno Heimo, Yablonski ainsi qu'ultérieurement Anna Pauker et Matyas Rakosi. Un autre dirigeant du PC polonais, Henryk Walecki, alors adjoint de Bela Kun au Secrétariat balkanique, se prononça de façon chaleureuse en faveur de l'envoi de Léon Purman en France. Arrivé à Paris, Léon Purman retrouva Victor Fay, avec qui il s'était lié durant son action clandestine en Pologne au début des années 1920. Léon Purman milita en France où il semble avoir plus spécialement suivi les questions syndicales. Sous le nom d'Andrès, Léon Purman partit en Espagne au début de l'année 1932 pour remplacer Jacques Duclos qui y représentait alors le Komintern. Il semble que comme d'autres délégués du

Komintern venus en France avec Eugen Fried ou qui en avaient été proches, tels que Victor Fay et Georges Kagan, Léon Purman ait commencé à éprouver des doutes sur le bien-fondé de l'orientation de l'Internationale communiste à la suite de l'arrivée de Hitler au pouvoir et de la destruction, sans combat, du KPD. Avec Georges Kagan, il se lia au petit groupe organisé clandestinement autour d'André Ferrat. Il leur fallut un an pour arriver à publier une petite revue oppositionnelle, *Que faire ?*, dont le premier numéro sortit en novembre 1934. Rappelé au même moment à Moscou, Léon Purman prit la mesure du climat de suspicion et dépression qui existait alors en URSS. À la suite d'une longue discussion avec Ossip Piatnitski, alors déjà en disgrâce, il se suicida dans sa chambre de l'hôtel Lux d'une balle dans la tête. Pour son ami Victor Fay, ce choc accéléra son processus de rupture avec le Komintern.

L'épouse de Léon Purman, Bronislawa Hibnerova, née en 1888, fut fusillée en 1937.

SOURCES : RGASPI 495/252/6/485. — *Polski Słownik Biograficzny*, sous la direction de Félix Tych. — A. Kriegel, S. Courtois, *Eugen Fried...*, *op. cit.* — P. Broué, *Histoire de l'Internationale...*, *op. cit.* — Notes de Mikhaïl Pantéleiev.

Octave Rabaté

Pseudonymes : Austine, Delval, Eduardo, Mario, Maurice, Mayer Edwin (version DBK)

Auteurs : Claude Pennetier et Michel Dreyfus

Né le 13 mai 1899 à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), mort le 8 juillet 1964 à Suresnes (Seine) ; membre de la commission exécutive de la CGTU (1923-1927) ; membre du comité central du PC (1925-1927) ; secrétaire du Mouvement Amsterdam-Pleyel (1935-1937) ; envoyé de l'Internationale syndicale rouge en Amérique Latine et de l'IC en Espagne (1930-1932).

Ajusteur en 1915, syndiqué en 1917, Octave Rabaté, d'abord influencé par l'anarcho-syndicalisme, adhéra ensuite aux Jeunesses socialistes puis rejoignit le

Parti communiste à sa fondation et se rangea à son aile gauche. Durant son service militaire (mars 1920-février 1922), il fut en relation avec le « service spécial » auquel il fournit des renseignements techniques militaires. Devenu responsable à la Fédération des métaux, il cessa cette activité, tout en conservant des liens jusqu'à son départ forcé de France, à la suite de poursuites judiciaires. Libéré, il accéda au secrétariat national des Jeunesses communistes puis fut chargé des luttes économiques au cours du congrès national de Lyon (mai 1923). En juillet 1923, il devint secrétaire à la propagande à la Fédération des métaux. Durant l'été 1923, il assista au congrès des syndicats soviétiques à Moscou. Lors du 2^e congrès de la CGTU (Bourges, 1923), il fut élu à la commission exécutive (CE) et à la commission de la presse. Également élu à la CE de la Fédération des métaux de 1923 à 1927, il ne participa pas aux congrès de la CGTU en 1929 et 1931 mais réapparut lors de son 6^e congrès (Paris, septembre 1933) comme délégué de la Fédération du bâtiment. À nouveau délégué des Métaux au dernier congrès confédéral (1935), il assista au congrès d'unification (Toulouse, mars 1936). À partir de 1923, Rabaté semble avoir hésité entre responsabilités syndicales et politiques ; en janvier 1925, il fut élu titulaire au comité central lors du congrès du PC à Clichy, réélu au congrès suivant ainsi qu'à la commission syndicale. Délégué au 5^e plénum de l'IC en mars 1925, il entra au CC du Secours rouge international en mai. Il observa une attitude réservée dans la campagne contre l'Opposition en URSS, ce qu'il expliqua ultérieurement par l'emprisonnement où il se trouvait durant ces débats. Le 11 septembre 1925, il fut condamné à quatre mois de prison et 500 F d'amende, pour « provocation de militaires à la désobéissance », en raison de son militantisme contre la guerre du Rif ; à nouveau condamné en novembre 1926, il fut incarcéré à la Santé. Courant 1927, Rabaté fut, au sein du PC, le porte-parole du « groupe Cremet », opposé à la ligne du bureau politique, et qui cessa d'exister en novembre 1927 après l'élimination d'Albert Treint. Représentant la CGTU auprès de l'ISR, il présenta au nom de cette dernière, lors du 4^e congrès de la CGTU (Bordeaux, 1927) un rapport sur le syndicalisme à bases multiples qui fut longuement discuté et qui donna à ce congrès son originalité. Cité en 1927 dans l'affaire d'espionnage dite « Berstein-Grodincki », il fut à nouveau soupçonné en janvier 1928 dans l'affaire dite « d'espionnage de Versailles ». Poursuivi, Rabaté passa dans la clandestinité le 15 janvier 1928 et arriva à Moscou après un périple

par plusieurs pays européens. Il assista au 9e plénum de l'Exécutif élargi de l'IC en février puis travailla à l'ISR. Il y représenta la CGTU lors de son IVe congrès (17 mars-3 avril 1928) à l'issue duquel il entra à son Conseil central. Puis il fut envoyé en Amérique latine pour préparer le congrès d'unification syndicale qui eut lieu du 18 au 25 mai 1929 à Montevideo (Uruguay) ; il y intervint sous le pseudonyme de Mayer. Il y retrouva le responsable de la section de l'Amérique latine de l'IC, Jules Humbert-Droz. Ayant appris l'espagnol, il accomplit plusieurs missions à travers le continent latino-américain : en Colombie où il représenta l'ISR lors de la grève des ouvriers bananiers, en Équateur, au Pérou et en Argentine. Revenu en novembre 1929 à Moscou, il participa aux travaux du plénum de l'ISR. De février à juillet 1930, il se rendit en Espagne et au Portugal. Au 5e congrès de l'ISR (août 1930), la délégation française prit prétexte de son éloignement de France pour refuser de le représenter au Conseil central ; sa candidature fut finalement proposée au nom des syndicats soviétiques de la Métallurgie et acceptée. Il rapporta également lors de la 5e conférence des métallurgistes révolutionnaires sur les questions de la lutte contre la guerre mais, en raison de l'opposition de René Arrachard et de Gaston Monmousseau, il ne fut pas élu au secrétariat de la commission internationale des métallurgistes. Monmousseau tenta également de le faire exclure du Conseil central de l'ISR. De décembre 1930 à septembre 1931, Rabaté accomplit un second séjour en Espagne comme délégué de l'ISR. Humbert-Droz, autre délégué de l'ISR, alors en disgrâce, fut placé par Moscou sous son contrôle. Les deux hommes ne s'entendirent pas et Humbert-Droz devait faire une description sévère de Rabaté dans ses correspondances. Durant un troisième séjour (novembre 1931 à septembre 1932), Rabaté s'installa à Barcelone en compagnie de Maria Rabate et aida à la fondation du journal Mundo obrero. De retour à Moscou, dans le contexte de l'élimination de la direction Barbé-Celor, Rabaté fit un rapport « assez accablant pour la direction sectaire, autoritaire, du Parti espagnol », celle de Trilla et de Bullejos. Maria Rabate et O. Rabaté demandèrent alors d'être affecté à des fonctions en France, ce qu'ils obtinrent, lors du 12e plénum de l'IC (août-septembre 1932). Revenu en France fin 1932, Rabaté devint, en 1933, secrétaire de la 13e Union régionale CGTU (Gironde, Lot-et-Garonne et Gers). Parti enquêter en Espagne sur le sort des prisonniers politiques, quelques jours après l'échec de l'insurrection des Asturies (6-18 octobre 1934), il fut arrêté le 26 octobre en

compagnie de Thaddée Oppman. Libérés le 26 décembre, tous deux furent aussitôt expulsés. De février 1935 à juin 1937, Rabaté fut secrétaire du Mouvement Amsterdam-Pleyel. En janvier 1937, il appartenait à sa « fraction permanente » communiste que Bohumil Smeral, remplaçant de Münzenberg pour l'IC depuis décembre 1936, réunissait de façon régulière. Depuis 1936, Rabaté faisait également partie du secrétariat administratif du Comité national du Front populaire et de juin 1937 à 1939, il fut instructeur du PC dans l'Est et le Centre-Est de la France. Rabaté soutint le Pacte germano-soviétique. Mobilisé, démobilisé, il devint le responsable politique des régions de Charente et de Loire-Inférieure du PC clandestin. Arrêté par la police française le 28 mars 1942 à Saintes (Charente-Inférieure), au domicile d'Émile Lemasson, sous le nom de Jean-Louis Deschamps, il se comporta en habile kominternien. Ses faux papiers ne faisant pas illusion, il donna son identité et ses responsabilités (sauf ses séjours en URSS), « reconnu qu'il venait ici chercher mensuellement cinq cents francs, représentant les cotisations de 165 communistes collectées par Lemasson ». Il donna l'heure du rendez-vous (10 h rue de Rennes, entre le boulevard Montparnasse et le boulevard Raspail) qu'il avait le lendemain à Paris avec « Pierre » dont il donna la description. En fait, il s'agissait d'une astuce pour permettre à la direction du Parti communiste de comprendre qu'il était arrêté. En prison, il prit en main la discipline des détenus, isolant ceux qui avaient faibli. Transféré à Paris, il fut incarcéré à la prison du Cherche-Midi, puis au fort de Romainville. Torturé, condamné à mort, il échappa à l'exécution et fut déporté en avril 1943 à Mauthausen. Libéré le 23 avril 1945, il fut ensuite chargé de la rubrique « Vie sociale » à *l'Humanité* dont il devint en 1957 le directeur de publication.

SOURCES : RGASPI, 495 270 8628. — Notice par J.-L. Panné et Cl. Pannetier, *DBMOF*, t. 39. — M. Dreyfus, « Le débat sur le syndicalisme à bases multiples... », *op. cit.* — A. Kriegel, S. Courtois, *Eugen Fried...*, *op. cit.* — P. Broué, *Histoire de l'Internationale...*, *op. cit.*

Charles Tillon

Auteur : Denis Peschanski

Oeuvres choisies : *Les FTP*, Julliard, 1962 (rééd. éditions *Ouest-France*, 1991). — *La Révolte vient de loin*, Julliard, 1969. — *Un “ Procès de Moscou » à Paris*, Éd. Seuil, 1971. — *On chantait rouge*, Laffont, 1977. — *Le Laboureur et la République, Michel Gérard député paysan sous la Révolution française*, Fayard, 1983.

Né le 3 juillet 1897 à Rennes (Ille-et-Vilaine), mort le 13 janvier 1993 à Marseille (Bouches-du-Rhône) ; animateur de la mutinerie sur le *Guichen* en 1919 ; secrétaire de l'UD-CGTU d'Ille-et-Vilaine (1923), secrétaire de l'UR (1928), secrétaire national de la Fédération de la Céramique et des Produits chimiques (1930) puis de la Fédération des Ports et Docks (1934), membre de la commission exécutive et du bureau confédéral de la CGTU (1931). Militant communiste dès 1921, secrétaire régional (1929), membre du comité central (1932-1952), suppléant au bureau politique (1932-1936) puis titulaire (1944-1952) , membre du secrétariat clandestin du PCF (1941-1944) et chef-fondateur des FTP (1942-1944) ; ministre de l'Air, de l'Armement puis de la Reconstruction (1944-1947) ; maire d'Aubervilliers ; démissionné du BP puis du CC en 1951-1952 (« affaire Marty-Tillon »), puis exclu du PCF en 1970.

Fils d'Emmanuel Tillon, employé aux tramways d'Ille-et-Vilaine, et de Jeanne née Lebrun, employée de maison, Charles Tillon vécut jusqu'à l'âge de sept ans à Saint-Grégoire, près de Rennes, chez sa grand-mère et ses grands-tantes paternelles. L'amélioration de leur situation financière — sa mère put ouvrir un café — permirent aux parents de reprendre leur enfant à Rennes. Malgré l'avis de son père, anticlérical, proche des syndicalistes révolutionnaires avant d'évoluer vers le socialisme jaurésien, Charles fit sa communion. Après son certificat d'études et son apprentissage de métallurgiste à l'école professionnelle de Rennes, il entra à l'automne 1914 à l'Arsenal de Rennes comme ajusteur. Les horreurs de la guerre renforcèrent son antimilitarisme latent. Réformé en janvier 1916 en raison de son asthme, il choisit néanmoins de signer un engagement de cinq ans dans la Marine.

Embarqué en août 1916 sur *Le Guichen* comme mécanicien, il mena une triple action : en se battant pour l'amélioration de l'ordinaire, en affichant son pacifisme et bientôt ses sympathies pour les bolcheviks puis en exploitant la lassitude générale devant une guerre qui se prolongeait et devant une autre qui se profilait contre les bolcheviks, après la signature de l'armistice. En effet *Le Guichen* avait été chargé du transport de troupes pour Odessa. Sur ce fond de lassitude, deux faits intervinrent : d'une part une occasion de rentrer qui, écrit Charles Tillon (*La Révolte vient de loin, op. cit.*), ne fut pas saisie par un commandant borné, lié à l'Action française ; d'autre part, la connaissance des mutineries en mer Noire. André Marty ayant été arrêté à bord du torpilleur d'escadre *Le Protêt* le 16 avril 1919, un mouvement de solidarité s'était développé à bord du cuirassé *France* (voir Virgile Vuillemin) et avait gagné fin avril *Le Protêt*. De son côté, Charles Tillon avait fait signer à 237 des 277 membres d'équipage du *Guichen* une pétition réclamant le retour en métropole. Devant le refus du commandant une grève-mutinerie se déclencha le 26 juin. Après l'intervention des tirailleurs sénégalais, Tillon et vingt-quatre autres « meneurs » furent ramenés à Brest pour y être jugés. Condamné à cinq ans de travaux forcés en novembre pour « incitation à la révolte et violence sans armes », Tillon purgea sa peine à au camp de Monsireigne puis, à partir de juillet 1920, à Dar bel Hamri (Maroc) où les conditions carcérales étaient si dures que, libéré au bout de cinq mois, grâce à l'intervention de ses parents et d'un avocat rennais, il lui fallut quatre mois d'hôpital à Bordeaux et six mois de convalescence pour se rétablir. Charles Tillon fit alors la connaissance de Louise Bodin, qui militait activement en Ille-et-Vilaine pour le ralliement à la IIIe Internationale après avoir animé un comité de soutien aux mutins. Il adhéra au Parti communiste au cours de l'été 1921 et s'engagea dans le combat syndical. Embauches, luttes revendicatives, grèves, licenciements furent le quotidien de ce jeune militant qui, peu après avoir pris la tête de l'Union départementale CGTU d'Ille-et-Vilaine en 1923, devint permanent syndical. Il suivit en particulier la grève des sardinières (ouvrières des usines de conserves) de Douarnenez, déclenchée le 21 novembre 1924, aux côtés de Daniel Le Flanchec qui avait été élu maire de cette ville le 7 octobre 1924 et qui allait être déchu de son mandat peu après. Un attentat dirigé contre Le Flanchec renforça la détermination des grévistes qui remportèrent une victoire en janvier 1925. Au mois de mai suivant, Tillon devint conseiller municipal

de Douarnenez. Comme nombre de dirigeants communistes et syndicaux, il fut en butte à une série de procès et de condamnations, ce qui ne l'empêcha point d'assumer des responsabilités toujours plus importantes. Ainsi, en 1928, il était secrétaire de l'Union régionale CGTU à Nantes et, en 1929, il devint secrétaire régional du PC. En décembre 1929, une délégation conduite par Henri Barbé, Albert Vassart et Marcel Gitton se rendit à Moscou pour discuter avec l'IC et l'ISR des problèmes de la CGTU : la promotion de Tillon à la tête de la future Fédération de la Céramique et des Produits chimiques fut annoncée (Arch. Dép. Seine-Saint-Denis, ex. B.M.P., Mfm 383, bureau politique du 10 janvier 1930). En effet, en mars 1930, il prit la direction de la nouvelle Fédération CGTU de la Céramique et des Produits chimiques. À ce titre, il se rendit en juin à Limoges et à Vierzon pour organiser les céramistes et soutenir leur grève. C'est à Limoges qu'il fit la connaissance de Marie-Louise Camaillat, dite Colette, une ouvrière porcelainière, qui devint sa compagne et qu'il épousa en janvier 1947 à Limoges. Elle mourut la même année, lui laissant leurs deux enfants (Jean et Jacques). Au printemps 1931, il effectua son seul et unique voyage en URSS, ce qui contraste avec l'itinéraire traditionnel du responsable communiste : Charles Tillon construisit sa légitimité dans l'action revendicative (des mutineries aux grèves) et non dans le mouvement communiste international. Il partit à Moscou avec une délégation de syndicalistes français, peu après l'arrivée à Paris d'Eugène Fried, alors que l'IC procédait à une sorte de revue des effectifs, sélectionnait de nouveaux cadres et cherchait à mieux connaître ce qu'on appelait à Moscou le « groupe syndical », dirigé par Marcel Gitton. Le bon accueil qui leur fut réservé par S. Lozovsky et D. Manouilsky montrait la volonté de l'IC de reprendre en main la direction du PC. En juillet 1931, éclata « l'affaire Barbé-Célor » (voir Pierre Celor). Charles Tillon entra au Bureau confédéral de la CGTU en septembre 1931 à l'issue du congrès de Paris et en novembre 1931 à la commission exécutive. En mars 1932, à l'occasion du VIIe congrès du PC, il entra au Comité central puis, en septembre, après le XIIe Plénum de l'IC, au Bureau politique comme suppléant, avec A. Vassart et d'autres syndicalistes, tels René Arrachard (Bâtiment) et Henri Martel (mineurs). « Pour une certaine politique il faut certains hommes » déclara Maurice Thorez en présentant au comité central du 22 octobre 1932 ceux qui l'avaient soutenu à l'automne 1931 (S. Wolikow, *op. cit.*, p. 994). Ses premières interventions datèrent de mars 1933 et

concernèrent la Fédération des Produits chimiques. Ce même mois, il engagea des discussions avec Gaston Bergery pour relancer le Comité Amsterdam-Pleyel sous forme de comité antifasciste, mais cette initiative fut abandonnée à la fin de l'été. La CGTU lui ayant confié le mouvement des chômeurs, il organisa en novembre et décembre 1933 la marche des chômeurs de Dunkerque à Paris. En 1934, il prit en charge la Fédération CGTU des Ports et Docks, alors très affaiblie et menacée d'une nouvelle scission. Les élections qui suivirent le tournant stratégique de 1934 donnèrent à Charles Tillon l'occasion de s'engager sur le terrain municipal à Aubervilliers (Seine) où il fut élu conseiller en mai 1935 mais son élection fut invalidée car il n'était pas domicilié dans la commune. Quelques jours plus tard, le 26 mai 1935, il devint conseiller général de la Seine pour le canton d'Aubervilliers. En mai 1936, il se présenta aux élections législatives dans la 3e circonscription de la Seine et obtint 11 322 voix au premier tour sur 23 501 votants, devant le socialiste indépendant Maurice Foulon (7 729 voix), et l'emporta au second avec 14 752 voix sur 21 280 votants. Devenu vice-président de la commission de la Marine marchande à l'Assemblée nationale, il siégea aussi en 1938-1939 à la commission d'Assurance et de prévoyance sociale. Entre-temps, à l'issue du congrès du PC de Villeurbanne (janvier 1936), Charles Tillon avait été chargé de la région Paris-Nord pour contrer Jacques Doriot qui y était très solidement implanté. Par contre, il n'avait plus été reconduit au Bureau politique, vraisemblablement à cause de quelques affrontements avec M. Gitton. Il fut aussi chargé de missions délicates : en 1938, il fut envoyé par E. Fried à Prague, au nom de l'IC, pour convaincre K. Gottwald, secrétaire général du PCT, de se mettre à l'abri à Moscou. En avril 1939, membre d'une délégation internationale qui avait été envoyée en Espagne pour aider au rapatriement des républicains espagnols bloqués à Alicante et à Valence. Mais les bateaux affrétés par France-Navigation n'ayant pu, en raison de la présence de bâtiments de guerre franquistes — selon les auteurs des *Brigades de la mer (op. cit.)*, procéder à l'évacuation, cette dernière mission échoua. Demeuré auprès des républicains, il fut arrêté par les franquistes. Tillon fut libéré quelques jours plus tard. Après le Pacte germano-soviétique et la dissolution du PC, Charles Tillon entra dans la clandestinité. Il fut ainsi l'un des neuf députés à ne pas être arrêté. Déchu de son mandat de député le 20 février 1940 en application de la loi du 20 janvier, il fut condamné par contumace le 3 avril 1940 à cinq ans de prison ferme

et 5 000 F d'amende. Entre temps, Benoît Frachon l'avait désigné comme l'un des quatre instructeurs inter-régionaux, lui confiant les départements du Sud-Ouest. Quand survint l'offensive allemande, Tillon avait déjà des responsabilités importantes dans l'appareil communiste clandestin. Ces années de guerre constituèrent une étape décisive dans sa vie en raison du rôle qu'il joua et de la légitimité que lui valut son attitude dès l'été 1940. Le 17 juin 1940, Charles Tillon appela à la constitution d'un gouvernement « luttant contre le fascisme hitlérien et les 200 familles, s'entendant avec l'URSS pour une paix équitable, luttant pour l'indépendance nationale et prenant des mesures contre les organisations fascistes ». Le 18 juillet de la même année, il lança un long manifeste sous le titre dépourvu d'ambiguïté de « "L'ordre nouveau" du gouvernement de la 5e colonne, c'est le fascisme hitlérien », dans lequel il dénonçait la guerre impérialiste et appelait à la libération nationale : « Notre devoir à tous est de nous unir pour conquérir notre patrie, de nous unir pour libérer son territoire de tous les oppresseurs et exploités, pour en chasser à la fois les capitalistes, leur tourbe de valets et de traîtres et les envahisseurs ! » Or, de son côté, Jacques Duclos qui faisait engager à Paris des négociations pour la réouverture légale de *l'Humanité* (voir Maurice Tréand), incitait à manifester pour la réoccupation des mairies communistes de la banlieue parisienne et à dépêcher des délégations pour la reconnaissance des anciennes directions syndicales communistes. Ces divergences, dues à l'éparpillement de la direction (J. Duclos à Bruxelles puis à Paris, M. Thorez à Moscou, B. Frachon sur les routes de l'exode) et à la coupure des communications (mais aussi à des conceptions stratégiques différentes réaffirme Charles Tillon, lettre du 12 septembre 1992), disparurent dès la reprise des liaisons, allaient constituer néanmoins un enjeu de mémoire décisif après la Libération. Le 21 juin 1940, Tillon avait reçu la visite de Claudine Chomat et Danielle Casanova, envoyées par B. Frachon, qui, depuis la région bordelaise, lui demandait, d'une part, de préparer sa mission d'instructeur pour le Sud-Ouest et l'informait, d'autre part, qu'" en cas de pépin » il devrait prendre sa place à la direction du parti. Avant de revenir à Paris, B. Frachon réorganisa le PC dans le Sud de la France autour de Félix Cadras, Jean Chaintron, Victor Michaut et Charles Tillon. Vers la fin septembre ou juste après les grandes vagues d'arrestations du 5 octobre, Benoît Frachon appela Tillon pour l'informer qu'il allait désormais faire partie du secrétariat du PC, que Georges

Beyer, son adjoint, lui succéderait dans le Sud-Ouest et qu'il devait gagner définitivement Paris le 19 décembre. Cependant la première réunion du secrétariat clandestin n'eut lieu qu'en mars 1941 et, à partir de là, Jacques Duclos, Benoît Frachon et Charles Tillon se réunirent une à deux fois par mois. Une fois déclenchée la lutte armée qui suivit l'attaque allemande contre l'URSS, Tillon fut chargé des questions militaires. La mise en place d'une structure unifiée fut assez longue et aboutit en mars-avril 1942 à la création des FTP, dirigés par un Comité militaire national (CMN) dont il prit la tête. L'expression « francs-tireurs et partisans » apparaît pour la première fois dans *l'Humanité* du 3 avril. Mais la naissance d'un autre enfant en février 1942 avait obligé Tillon à changer de planque, de Palaiseau à Limours. Palaiseau abrita les réunions du CMN et Limours, certaines réunions du secrétariat du PC. L'importance et les frontières des responsabilités de Charles Tillon pendant la guerre apparaissent clairement. En effet, il dirigeait le bras armé du PC, comme le prouvent d'abord le texte programmatique et la longue lettre (*voir* Fernand Grenier) de fin novembre qu'il fit parvenir au colonel Rémy et dans laquelle il exposait le rôle des FTP, ensuite la lettre qu'il adressa fin 1942 au général de Gaulle et, enfin en décembre 1943, son contact avec le représentant du général Giraud venu pour rencontrer les groupes armés de zone Sud dans la perspective d'un débarquement allié sur la Côte d'Azur, cependant il ne prit pas une part majeure aux discussions et aux décisions stratégiques qui associaient J. Duclos et B. Frachon. Trois faits le confirment. D'abord, les groupes FTP-MOI lui échappaient presque entièrement même s'ils étaient en liaison avec le CMN. Ensuite, s'il était apparemment chargé du suivi des affaires financières après la chute à l'automne 1941 du trésorier du PC, Émile Dutilleul, son pouvoir effectif fut, de son avis même, des plus limités. Enfin, quelques jours avant de lancer avec le CMN des FTP son appel à l'insurrection parisienne, le 10 août 1944, Duclos coupa tout contact avec lui. Charles Tillon joua néanmoins un rôle majeur dans la Résistance. Après la Libération, Charles Tillon fut élu maire d'Aubervilliers en 1945 et reconduit en 1947 puis élu tour à tour député en 1946 et en 1951. Il avait été désigné membre du BP du PCF au congrès de janvier 1945, sans toutefois être élu au secrétariat, sans doute en raison de ses nouvelles responsabilités officielles. En effet, dès septembre 1944, il avait été l'un des deux ministres communistes du gouvernement du général de Gaulle. Il fut, successivement, ministre de l'Air

(jusqu'au 6 novembre 1945) et ministre des Armements (21 novembre 1945-20 janvier 1946) dans les deux gouvernements de Gaulle, ministre de l'Armement (23 janvier-22 novembre 1946) dans les ministères F. Gouin et G. Bidault, enfin ministre de la Reconstruction sous Paul Ramadier, jusqu'au départ des ministres communistes le 2 mai 1947. On peut penser qu'à l'origine, le choix de de Gaulle répondait à des considérations tactiques, car nommer ministre le chef des FTP était un moyen de neutraliser les structures militaires de la résistance communiste. Tillon fit montre de réelles compétences aux postes qu'il occupa, allant jusqu'à s'opposer au parti quand vint à l'ordre du jour la réduction drastique des crédits militaires. On sait aussi qu'il s'entoura de préférence d'anciens FTP et aussi de militants qui, comme lui, avaient fait entendre en 1940 une voix discordante (telle la nomination de Pierre Daix au poste de secrétaire du ministre), sans que cela impliquât une opposition à la stratégie communiste. Il fut d'ailleurs accusé en 1945 de renouveler massivement le corps des officiers au profit des FTP ou encore, lors du conseil des ministres le 1er mai 1947, de mettre en cause la politique gouvernementale. Ayant quitté le ministère, Charles Tillon devint responsable des questions militaires et de défense nationale au BP. Cette même année, sa femme, Colette, mourut. En février 1948, il conduisit la délégation du PCF au congrès de fusion entre les partis communiste et socialiste roumains. Fin mai, désigné par le BP comme orateur à la Mutualité à Paris pour commémorer le centenaire des journées de juin 1848, il s'en prit à Tito avant la rupture entre celui-ci et Staline, dans une phrase que Thorez lui avait demandé d'intégrer. Il lança en novembre le Mouvement des combattants de la paix et de la liberté, devenu en 1949 le Mouvement des partisans de la paix, ce qui provoqua son premier affrontement majeur avec la direction du PC, tout d'abord avec Jeannette Vermeersch. En décembre 1950, il dut faire son autocritique devant le BP où il fut vite marginalisé (en octobre 1951 lui échut ainsi le suivi des municipalités). Il perdit aussi ses responsabilités dans le Mouvement de la paix. En 1951, il avait épousé Raymonde Barbé (*voir* Raymonde Nédelec) avec laquelle il eut deux enfants, Itea (1950) et Nadia (1952). Selon Stéphane Courtois, « l'affaire Marty-Tillon » remonte vraisemblablement au 5 mars 1951, quand *l'Humanité* publia un entrefilet intitulé : “ La bande Clementis-Slansky [à Prague] voulait prendre contact avec des espions au sein des partis communistes français et italien. » Marcel Servin, responsable de la commission des cadres, qui était allé voir Maurice

Thorez en convalescence dans le Caucase, mit en place en juillet 1951 une commission d'enquête composée de Léon Mauvais, de Gaston Auguet et de lui-même. « L'affaire » éclata en deux temps. Le 26 mai 1952, en pleine réunion du secrétariat, Léon Mauvais se tourna vers André Marty et lui demanda : « André, depuis combien de temps es-tu en désaccord avec le Parti ? » Le 1er septembre 1952, jour où le rapport Mauvais fut lu à une réunion du B.P., Charles Tillon fut à son tour mis en cause. Georges Beyer, son beau-frère et son bras droit pendant la guerre, fondateur du réseau de renseignements des FTP, le FANA qui, semble-t-il, était « tenu » après la Libération par les services soviétiques, apporta un témoignage qui corrobora les accusations de travail fractionnel : Marty et Tillon s'étaient rencontrés chez lui en mars 1951. Le rapport Mauvais fut aussi lu le 3 septembre devant le CC. A l'issue de ces réunions, Marty perdit son poste au secrétariat et Tillon le sien au BP. La séance du CC du 7 décembre marqua une dernière étape, avec la dénonciation du « flic Marty » et son exclusion du PCF, tandis que Tillon était rétrogradé à la base, après une autocritique (14 octobre) considérée comme insuffisante, démis de la présidence de l'ANACR et, ainsi que Marty, de celle de l'Association des anciens de la mer Noire. Simultanément, l'histoire du PCF dans la Résistance écrite par Guy Serbat fut mise au pilon ; ce livre devait fournir la substance de l'histoire des FTP que Charles Tillon publia en 1962. Charles Tillon s'était déjà retiré à Montjustin (Basses-Alpes), en gardant sa carte du parti. La lettre du 3 septembre 1952 qu'il destinait à la séance du CC, mais qui n'y fut pas lue, illustre bien son état d'esprit d'alors et éclaire bien les enjeux : « (...) A la réunion du Bureau politique du lundi 1er septembre, j'ai été brutalement accusé dans un rapport du camarade Mauvais, d'avoir participé de diverses façons à un travail fractionnel. Devant le caractère monstrueux de cette accusation et la perfidie de certaines interprétations, mes explications ont été naturellement insuffisantes, inspirées à la fois par la révolte qu'elles suscitaient en moi et l'hésitation à aborder à fond divers aspects des problèmes soulevés par le rapport de Léon Mauvais. » Le lendemain, 2 septembre, le camarade J. Duclos ayant bien voulu me recevoir, il m'a été possible de réfuter l'accusation portée contre moi au BP — Jacques Duclos au cours de cet entretien a déclaré : « Je suis maintenant convaincu que tu n'as pas participé à un travail fractionnel ». (...) Or le camarade Jacques Duclos a considéré que ces questions relatives à la période de la clandestinité et à celle qui a suivi la

Libération, ne devaient pas être évoquées pour la réfutation de l'accusation portée contre moi devant le Comité central et ses invités. « Dans ces conditions, et alors qu'il ne m'est pas possible de m'adresser au secrétaire général du parti, Maurice Thorez, je me trouve placé devant l'obligation de fournir devant le CC toutes les précisions indispensables, si je veux être complètement lavé des graves accusations portées contre moi, et en même temps, devant le devoir de me taire, faute de pouvoir établir complètement la vérité à l'aide de ces précisions et de ces justifications. » Il me paraît donc conforme à l'intérêt du parti de garder le silence, même devant l'injustice et d'accepter des décisions qui, en entachant mon honneur, mettent délibérément fin à mon action de militant, dans l'accablement d'un malheur où je sens que ma raison s'égaré. » L'épuration dont fut victime Charles Tillon doit être mise en rapport avec celle que subirent tous les dirigeants qui, ayant gagné leurs galons dans le combat antinazi sur le terrain, eurent quelques velléités de développement « autocentré », comme J. Broz-Tito. Les anciens brigadistes engagés aux côtés de l'Espagne républicaine et les résistants furent les premiers visés dans les procès qui secouèrent l'Europe de l'Est. En France même, l'intégration de centaines de milliers de nouveaux militants qui avaient rejoint le PCF dans le sillage de la Résistance dut passer par l'apprentissage des valeurs strictement communistes. De plus la maladie de M. Thorez généra des conflits de pouvoir au sein de la direction. Après le rapport de Khrouchtchev au XXe congrès du PCUS en 1956, le CC rétablit Tillon « dans ses droits et ses devoirs de militant » en février 1957, mais celui-ci resta en marge. Avec les événements de mai 1968, l'écrasement du printemps de Prague et la montée en puissance de Georges Marchais, il revint au premier plan. Signataire en 1970 du manifeste du Comité du 5 janvier contre la normalisation en Tchécoslovaquie, il participa également, le 12 juin 1970, à la formation, avec Jean-Paul Sartre, du comité d'initiative pour la création d'un Secours rouge. Enfin, le 3 juin 1970, il avait signé avec Roger Garaudy, Maurice Kriegel-Valrimont et Jean Pronteau un appel intitulé : « Il n'est plus possible de se taire », reprenant les critiques sur l'attitude du PCF en 1968, et sur son mode de fonctionnement. Le 3 juillet suivant, il fut exclu de sa cellule, ainsi que sa femme, tandis que, quinze jours plus tard, dans l'émission télévisée *Panorama*, il mettait directement en cause le passé de Georges Marchais. Dans la décennie suivante, il publia plusieurs récits autobiographiques : *La Révolte vient de*

loin (1971), *Un « Procès de Moscou » à Paris* (1971), de riches mémoires, *On chantait rouge* (1977) et un livre sur un de ses aïeux sous la Révolution française. Depuis 1974, Charles Tillon demeurait dans sa Bretagne natale. Il présida à la fondation d'une Amicale des anciens FTPF.

SOURCES : Ouvrages autobiographiques cités. — Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, t. IV, Fayard, 1984, p. 530-546. — Jean Jolly, *Dictionnaire des Parlementaires français, 1889-1940*, Paris, PUF. — Annie Kriegel, *Les Communistes français dans leur premier demi-siècle*, Le Seuil, 1985. — S. Courtois et D. Peschanski, “ La Dominante de l'Internationale et les tournants du PCF », *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Le Seuil, 1986. — S. Wolikow, *Le PCF et l'IC 1925-1933*, Th., Université de Paris VIII, 1990. — S. Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980. — J. Girault, *Benoît Frachon, communiste et syndicaliste*, PFNSP, 1989. — G. Bourgeois et D. Peschanski, “ Les députés communistes devant leurs juges : un procès biaisé », *Le PCF des années sombres, op. cit.* — L.-R. Dallidet, *1934-1984 : Voyage d'un communiste*, La Pensée universelle, 1984 (rééd. Société générale d'édition, sous le titre *Vive le Parti communiste français*). — V. Auriol, *Journal d'un septennat, 1947*, A. Colin, 1970. — Ph. Buton, *Le Parti communiste français à la Libération. Stratégie et implantation*, Th., Université Paris-1, 1988. — P. Daix, *J'ai cru au matin*, Laffont, 1976. — S. Courtois, “ Lutttes politiques et élaboration d'une histoire : le PCF historien du PCF dans la deuxième guerre mondiale », *Communisme* n° 6, 1984. — Annie Kriegel, *Les Grands procès dans les systèmes communistes. La pédagogie infernale*, Gallimard, 1972.

Pierre Villon

[GINSBURGER Roger, Salomon, dit]

Auteur : Claude Pennerier

Né le 27 août 1901 à Soultz (Haut-Rhin), dans une Alsace encore annexée à l'Allemagne, mort le 6 novembre 1981 à Vallauris (Alpes-Maritimes) ; architecte ; dirigeant communiste ; député de l'Allier.

Roger Ginsburger était fils d'un rabbin. Il fit ses études, en allemand, aux lycées de Guebwiller, puis de Colmar. Après le baccalauréat, décroché en 1918, il apprit le métier d'architecte et de décorateur à Paris, Strasbourg, Stuttgart, Munich et Düsseldorf. D'abord commis architecte, il s'installa à son compte dans un atelier, au 63 de la rue de Seine (Paris VI^e arr.). Influencé par le Bauhaus et Le Corbusier, il se forgea une conception très fonctionnelle de l'architecture et de la décoration. Très vite aussi, il s'intéressa à l'urbanisme dressant des projets futuristes. Le 27 novembre 1928, il se maria avec Doris Niedermann qui allait mourir à la veille de la Seconde Guerre mondiale. L'engagement idéologique et politique de Roger Ginsburger coïncida avec la création de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR), en mars 1932 : il en devint aussitôt secrétaire de sa section architecture. En octobre 1932, il adhéra au Parti communiste et fut promu rapidement secrétaire du « rayon » couvrant les VI^e et VII^e arrondissements. Son atelier servit de boîte à lettres pour des révolutionnaires allemands, polonais, yougoslaves. En 1934, Roger Ginsburger abandonna son atelier d'architecture (qui pourtant démarrait bien) pour devenir « permanent ». Il fut d'abord « instructeur » de l'Internationale des marins et dockers à Anvers, puis, en 1935, à la Fédération unitaire des Ports, Docks et Transports que dirigeait Charles Tillon. Affecté à la fin de 1935 au secrétariat administratif du PC, il fut ensuite affecté, avant les législatives de 1936, à sa section de propagande, contribuant fortement, par son expérience de décorateur, à moderniser le style de propagande du PC. A partir de l'automne 1938, Roger Ginsburger assumait la coordination des maisons d'édition et de diffusion du PC. Gardant jusqu'à la fin d'octobre 1939 son bureau éditorial, il eut pour mission, après la mise hors la loi du parti, de maintenir les contacts légaux. Ensuite, il plongea dans la clandestinité, pour assurer la rédaction et la publication de *l'Humanité*, jusqu'en juin 1940. Vivant avec Marie-Claude Vaillant-Couturier depuis avril 1940, Roger Ginsburger fut chargé, après l'invasion nazie, de remettre en route l'appareil technique du PC. Il fut arrêté le 8 octobre 1940. Le tribunal, devant lequel il se posa en accusateur de Vichy et de la collaboration, le condamna en décembre à huit mois de prison. De la Santé, il fut transféré à Fresnes, puis à Aincourt, entretenant avec Marie-Claude Vaillant-Couturier une correspondance clandestine d'une extraordinaire richesse pour qui veut connaître l'état d'esprit d'un militant communiste durant l'hiver 1940-1941.

Transféré à Gaillon en octobre 1941, Roger Ginsburger s'en évada le 17 janvier 1942 et remplaça Politzer arrêté le 15 février à la tête des comités d'intellectuels du Front national (FN zone Nord). Après avoir rencontré un émissaire du général de Gaulle, le colonel Rémy, il participa activement, au printemps 1943, à la création du CNR. Présent à la réunion constitutive, le 27 mai 1943, il fit accepter, pour se prémunir des risques d'assemblées pléthoriques, la constitution d'un bureau permanent de cinq membres. Au sein de ce bureau, il représentait à la fois le FN, le PCF et la Fédération républicaine de Louis Marin. Un des principaux auteurs du programme du CNR (adopté en mars 1944), celui qu'on appelait désormais de son nom de guerre Pierre Villon fut aussi un des artisans de la fusion des FTP avec les autres groupes militaires de la Résistance dans les FFI. A maintes reprises, il échappa d'extrême justesse à l'arrestation. Le 13 mai, le CNR délégua Pierre Villon à la présidence du Comité militaire d'action (COMAC) coiffant la résistance militaire. Ayant combattu la stratégie attentiste, Villon, pendant les combats de la Libération de Paris, dénonça avec virulence, le 20 août 1944, la signature d'une trêve. Membre de droit, au titre du CNR, de l'Assemblée consultative, il fut élu président de sa commission de Défense nationale. Dès son premier discours, le 14 novembre 1944, Pierre Villon réclama l'amalgame des FFI pour forger une puissante armée nationale et démocratique. Membre titulaire du comité central du PCF depuis juin 1945, il fut élu, le 21 octobre 1945, député de l'Allier à l'Assemblée constituante. Il devait être réélu jusqu'en 1978 (sauf de 1962 à 1967) par ce département où sa popularité était grande. Le 7 novembre 1949, Pierre Villon épousa à Gentilly Marie-Claude Vaillant-Couturier. Dans la foulée de la Résistance, Pierre Villon s'engagea prioritairement dans le combat pour la paix, de l'Appel de Stockholm à la lutte contre le réarmement allemand, l'intervention américaine en Corée et la guerre d'Indochine. Mais les coups pleuvaient. D'abord la répression policière : lors d'une manifestation le 11 novembre 1948, Villon fut matraqué et arrêté 24 heures. Pierre Villon fut aussi cité par l'ouvrage de Jan Valtin (Richard Krebs) *Sans patrie ni frontières* (début 1948) où puisa largement la presse anticommuniste le présentant comme un agent des services secrets soviétiques. Mais en janvier 1950, Villon gagna son procès contre ses accusateurs. A la conférence nationale constitutive de l'Association nationale des anciens combattants de la résistance (ANACR), en juin 1952, Pierre Villon fut nommé

secrétaire général et en devint, après « l'affaire Tillon », président (1954-1964). Il fut aussi vice-président de la Fédération internationale des résistants (FIR), fut titulaire de la Légion d'honneur, de la Croix de guerre et de la médaille de la Résistance avec rosette. En 1970, âgé de soixante-neuf ans, Pierre Villon demanda à être relevé de ses fonctions au CC ; il refusa d'être une nouvelle fois candidat dans l'Allier en 1978.

SOURCE : *Pierre Villon, résistant de la première heure*, entretien avec Claude Willard, Éd. sociales, 1983.

Marcel Wegscheider

Auteur : Yves Le Maner

Né le 10 mars 1891 à Dunkerque (Nord), mort le 27 décembre 1966 à Longueau (Somme) ; docker ; militant communiste du Nord ; secrétaire de l'Union locale CGTU de Dunkerque ; secrétaire de la 1re Union régionale unitaire.

Né le 10 mars 1891 à Dunkerque (Nord), mort le 27 décembre 1966 à Longueau (Somme) ; docker ; militant communiste du Nord ; secrétaire de l'Union locale CGTU de Dunkerque ; secrétaire de la 1re Union régionale unitaire. Docker sur le port de Dunkerque, Marcel Wegscheider fut le principal leader communiste de l'agglomération à la fin des années vingt et au début des années trente. Il eut également une action non négligeable au niveau régional. Secrétaire de l'Union locale CGTU de Dunkerque depuis le début de l'année 1929, il devint, le 21 décembre 1930, l'un des trois secrétaires permanents de la 1re Union régionale unitaire (Nord) avec Gilbert Declercq (*voir* Gilbert Joseph Declercq) et Martha Desrumeaux, et conserva ce poste jusqu'au début de l'année 1932. Considéré comme proche du comité directeur de la Région communiste, il se vit confier la tâche de reprendre le contrôle du très puissant syndicat des ouvriers du port de Dunkerque dont la direction était tenue par des militants appartenant à la tendance minoritaire de la CGTU. Sa première tentative en ce sens fut un échec complet. En effet, lors du renouvellement du bureau du syndicat qui eut lieu le 4 janvier 1931,

la liste de Marcel Wegscheider n'obtint qu'une moyenne de 720 voix contre 1 350 à la liste minoritaire conduite par le secrétaire général sortant, Fernand Olivier qui fut réélu. Il fallut attendre la fin de l'année suivante pour que les militants communistes puissent reprendre la direction du syndicat des ouvriers du port. Marcel Wegscheider reprit le secrétariat de l'UL-CGTU en mars 1932 et abandonna peu après son poste de secrétaire régional. Mais sa carrière militante s'interrompit brutalement en mai 1933. A cette date, il perdit son poste de secrétaire de l'UL et fut éliminé du comité de rayon après une intervention de Charles Bourneton, venu de Lille sur la demande de plusieurs militants dunkerquois. Accusé pêle-mêle de « saboter les organisations ouvrières », de « mener une vie scandaleuse », de s'être rendu coupable d'escroqueries au détriment des militants de l'ULU et de n'avoir mené aucune action efficace, il fut exclu du PC. Marcel Wegscheider fut remplacé à la tête de l'Union locale par une direction collégiale, Léonce Bollengier devenant secrétaire au bout de quelques mois.

SOURCES : Arch. Nat. F7/13038 et 13039. — Arch. Dép. Nord, M 154/191 et 154/195E et F.

Annexe 3 : Photographies des bateaux cités



Photo 5- Le Bremen dans le port de Bremerhaven en 1929, avant son départ pour New York.

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/SS_Bremen

Sur le Bremen, un groupe de militants de l'ISH s'empara du drapeau à croix gammée à New York en juillet 1935. Cela provoqua une esclandre diplomatique (chapitre 6).

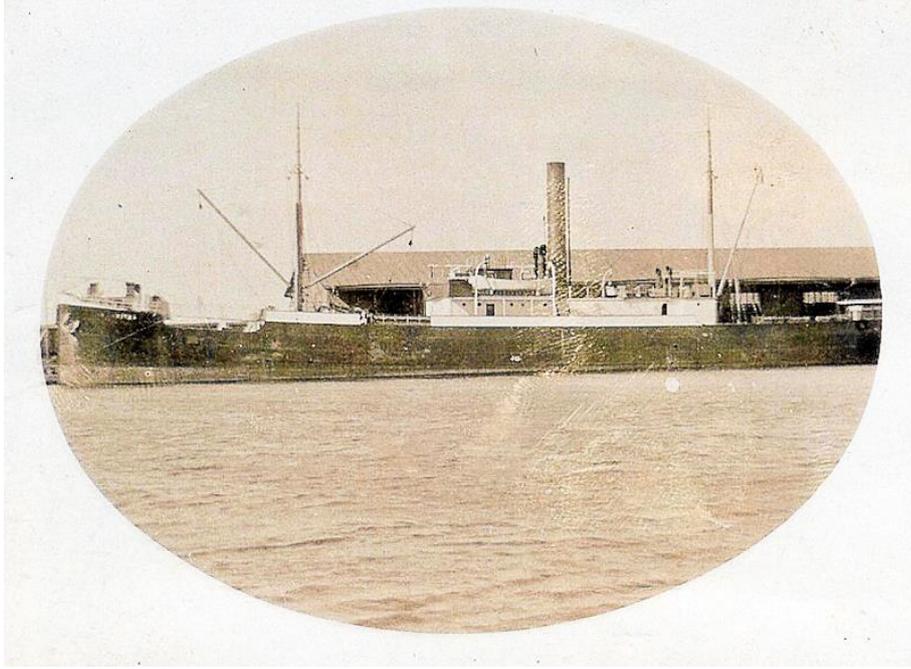


Photo 6 - Le Pitea, un cargo de marchandises entre la Suède et l'Allemagne

Source : <http://unter-blauer-flagge.de/Homepage/>

Une action eut lieu en Suède à Sudsvall contre le bateau allemand *Pitea*. Les dockers le bombardèrent de pierres dans le port hollandais d'Arnhem, sur le Rhin inférieur, le 6 juillet 1933 (chapitre 6).

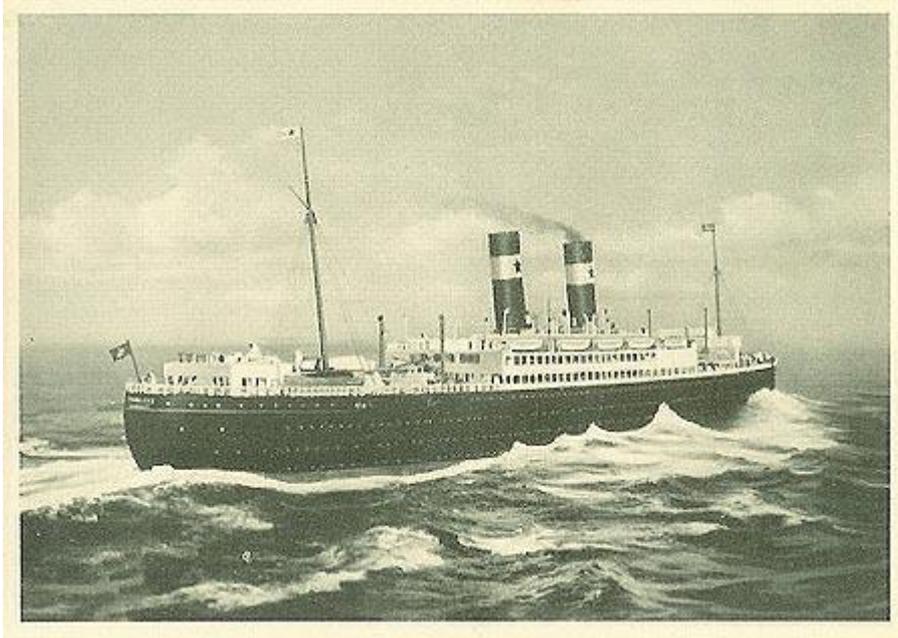


Photo 7 - Le Westernland (Red Star Line)

Source : <http://www.simplonpc.co.uk/RedStar.html>

Sur ce vapeur, Heinrich Radatz organisa une cellule de marins communiste dans les années trente.



Photo 8 - Le Gerolstein

Source: <http://www.jahrbuch-vulkaneifel.de/VT/hjb2006/hjb2006.105.htm>

Sur ce vapeur, il existait dans les années trente, une cellule communiste liée à l'ISH (chapitre 6).



Photo 9 – Le Godfried Bueren

Source : <http://www.wrecksite.eu/wreck.aspx?143014>

Sur ce vapeur, il existait dans les années trente, une cellule communiste liée à l'ISH (chapitre 6).



Photo 10 - Le croiseur néerlandais Zeven Provinciën

Source : <http://forummarine.forumactif.com/t4376-croiseurs-legers-classe-de-zeven-provincien>

Le *Zeven Provinciën* (Sept Provinces) était un cuirassé garde-côte. L'équipage néerlandais et javanais se rebella à Sourabaya, au large de Sumatra, parce que la solde avait été diminuée. La mutinerie fut écrasée dans le sang (chapitre 4).

Annexe 4 : documentation sur les interclubs



Valentinskamp, numéro 42 : le siège du KPD
à Hambourg de 1920 à 1933 (photo des années 60)



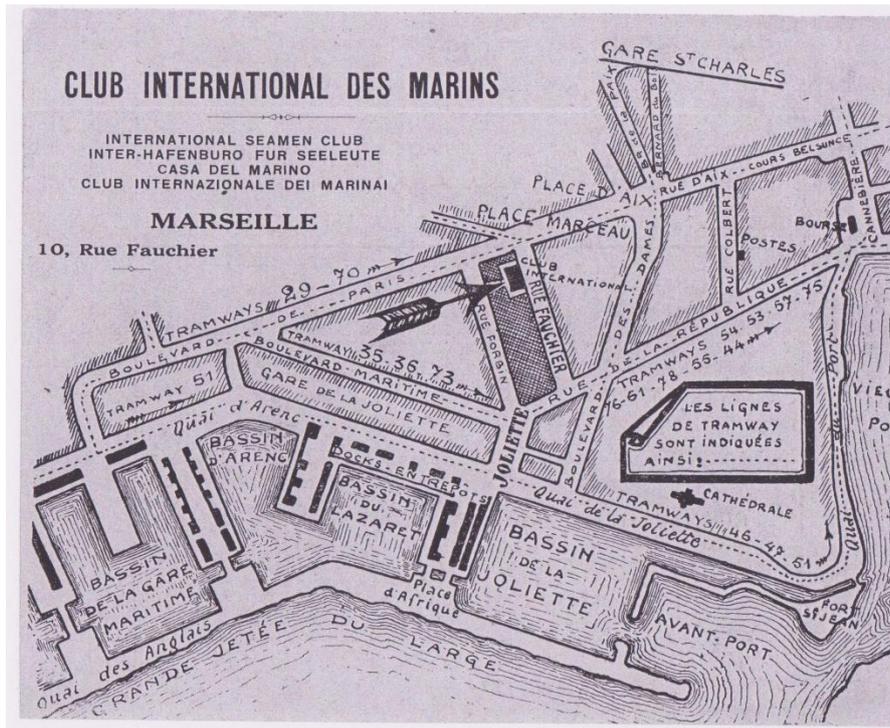
L'Interklub d'Hambourg

DES LIEUX ET DES HOMMES



L'Interklub de Leningrad

Photo 11 - façades d'interclub (sources diverses)



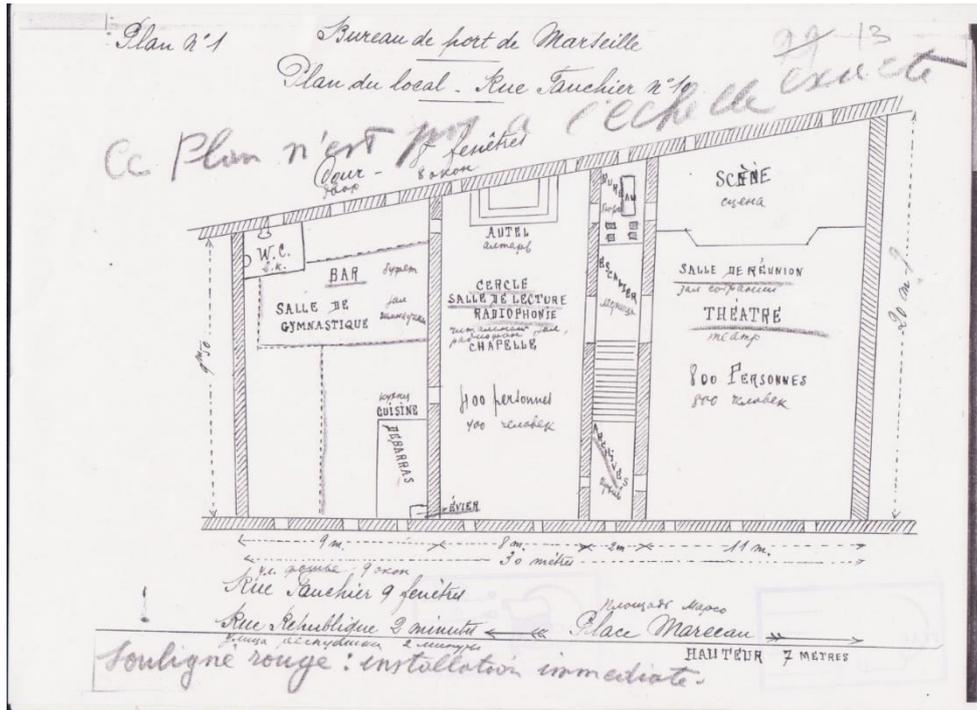
<p>INTER-HAFENBURO FUR SEELEUTE 10, RUE FAUCHIER, 10</p> <hr style="border-top: 1px dashed black;"/> <p style="text-align: center;">Proletarier aller Lander vereinigt, Euch !</p> <p style="text-align: center;">SEELEUTE !</p> <p>Besucht den Internationalen Seemannsklub, 10, rue Fauchier, er bietet Euch folgende Unterhaltungen :</p> <p>BIBLIOTHEK : Lesehalle mit Büchern, Broschuren, Journale, Billetine Zeitungen in allen Schprachen.</p> <p>SCHREIBÉCKE : Schreibpapier, Couverts, unentgeltlich.</p> <p>VERGNIGEN UND ZERSTREUUNGEN : Konzert, Musik, Tanz, Radio.</p> <p>BUFFET : Bier, kalte Trinksachen, verschiedene Konditoreiwaren, zun billigsten Preise erhaltlich.</p> <p>GELDWECHSEL : nach letzten Kurs der Staatsbank.</p> <p>ANMERKUNG DES KLUBKOMITEES : Eingang in den Klub für alle seeleute unentheldlich !</p> <p style="text-align: right;"><i>Das Klubkomitee des Internationalen Seemannsklubs</i></p>
--

Photo 12 - invitation (recto/verso) pour l'interclub de Marseille

Source : CARAN F/7 13 513

Photo 13 - plan 1 de l'interclub de Marseille (1927)

Source : RGASPI 534/5/181



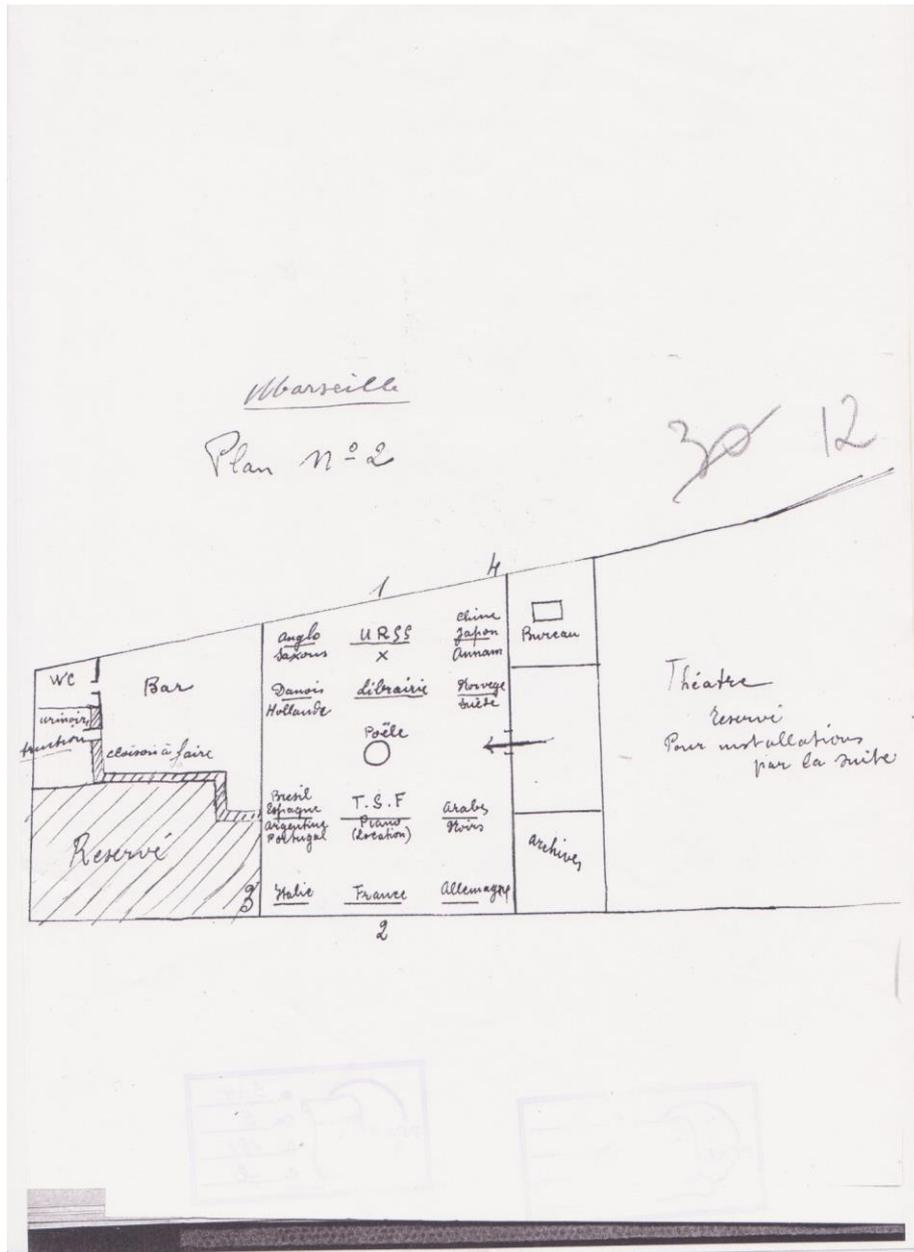


Photo 14 - plan 2 de l'interclub de Marseille (1927)

Source : RGASPI 534/5/181



Photo 15 - livret de propagande de l'interclub de Hambourg avec le symbole de l'ISH

Source : BArch, R1501/20 224



Club Internacional de Marineros

Calle Ancha, 1, principal. — BARCELONA

¡A todos los Marineros!
¡A todos los Portuarios!
¡A todos los Pescadores!

Camaradas: En la nación vecina, en Francia, en aquella nación donde sus hombres, sus mujeres y sus niños, en épocas no muy remotas supieron derribar Bastillas, implantar la Comuna, sublevar la escuadra del Mar Negro por no combatir ni perjudicar la revolución rusa y en las épocas de hoy combatir en las calles los **Camelots du Roy Fascistas**.

En esa nación, al igual que lo hemos hecho los Marineros españoles en Mayo último, hacen en los puertos de Francia.

Declarar la huelga sin abandonar los barcos.

Nosotros Marineros españoles, vosotros Marineros extranjeros, Pescadores de cualquier país que seáis.

El capitalismo naviero por intermedio de sus agentes reclutadores de esquirols, podría ser que llegaran a los puertos a buscar tripulaciones para los barcos franceses en huelga.

El **Club Internacional de Marineros** de Barcelona, lanza por su parte una sola consigna.

Que no salga ningún Marino o Pescador para Francia aunque le prometan trabajo de otra profesión, mientras no hayan conquistado las mejoras que exigen los Marineros franceses.

El **Club Internacional de Marineros** de Barcelona, invita a todos los Portuarios de todos los países, a que se atengan a esta consigna sin agregados.

Que nadie cargue ni descargue ningún barco de nacionalidad francesa mientras no se les acepten las bases de trabajo que desean los Marineros franceses.

¡Por el triunfo de los Marineros franceses!

¡Viva la Solidaridad Internacional!

El Club Internacional de Marineros

Barcelona, Marzo de 1937.

Photo 16 – tract de l'interclub de Barcelone, mars 1937

Source : RGASPI 534/5/247, p. 112

Annexe 5 : Photos du congrès mondial de l'ISH à Hambourg (mai 1932)



Photo 17 - les délégués du congrès mondial de l'ISH, mai 1932

Source : BArch, Z/C 14 299

La lutte contre la colonisation est ici mise en scène à travers la poignée de mains entre un « blanc » et un « noir » sous la bannière de l'ISH, une ancre sous forme de globe. Les différentes langues du congrès utilisées, accentuent l'aspect internationale de l'organisation.



Photo 18 - Richard Jensen et Albert Walter, congrès mondial de l'ISH, mai 1932

Source : BArch, Z/C 14 299



Photo 19 - discours d'un communiste letton et assis, Ernst Wollweber; congrès mondial de l'ISH, mai 1932.

Source : BArch, Z/C 14 299

On aperçoit sur le drapeau en berne alors que le militant letton fait un discours, une faucille et un marteau, symbole soviétique.



*Photo 20 - table des délégués
scandinaves, congrès mondial de
l'ISH, mai 1932*

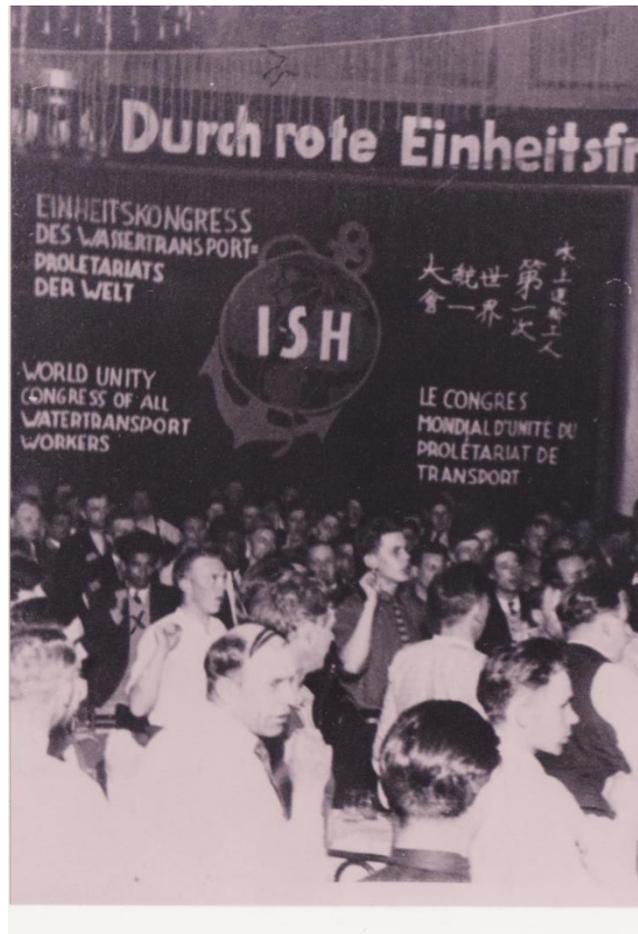
Source : BArch, Z/C 14 299



*Photo 21 - Ernst Wollweber assis, Albert Walter à la tribune ; congrès mondial de
l'ISH, mai 1932*

Source : BArch, Z/C 14 299

*Photo 22 - les délégués du congrès
mondial de l'ISH chantant
l'Internationale, le poing levé*
Source : BArch, Z/C 14 299



Annexe 6 : Statuts de l'EVSHBD³⁴⁵

I-Name, Sitz und Zweck des Verbandes

§1. Die Organisation führt den Namen EVSHBD. Der Einheitsverband organisiert alle Seeleute, Hafentarbeiter, Binnenschiffer, Fluss- und Hochseefischer, Strom-, Kanal- und Hafen-Bauarbeiter, Schiffs- und Kesselreiniger, Holzlager und Platzarbeiter, Angestellten, Frauen und Jugendlichen, die im Hafen oder auf den Schiffen beschäftigt oder mittelbar beschäftigt sind.

Sein Sitz ist in Hamburg.

Das Organisationsgebiet erstreckt sich auf alle Hafenorte, in denen gleichzeitig der Sitz der Ortsleitung ist.

Der Einheitsverband der Seeleute, Hafentarbeiter und Binnenschiffer Deutschlands ist eine Sektion der Internationale der Seeleute und Hafentarbeiter. Der EV ist ein Teil der Revolutionären Gewerkschaftsopposition (RGO). Der EV ist der Roten Gewerkschaftsinternationale angeschlossen. Die Beschlüsse der RGI und der ISH sind für ihn bindend.

§2. Der Einheitsverband kämpft für die Verbesserung der Lohn-, Arbeitsbedingungen und sozialen Forderungen aller zu seinem Organisationsbereich gehören: den Arbeiter, Arbeiterinnen und Angestellten.

Er fördert die Hebung des kulturellen Niveaus der Wassertransportarbeiter durch Schulung der Mitglieder im Sinne des Marxismus.

II-Die Organisationsgrundsätze:

§3. Die Grundlage des Verbandes ist der Betrieb. Mitglied kann werden: jeder Arbeiter, jede Arbeiterin, jeder Jugendliche, jeder Lehrling, der im Wassertransport beschäftigt ist, ebenso Angestellte und Erwerbslose Arbeiter, unabhängig von ihrer politischen oder religiösen Anschauung. Jedes Mitglied verpflichtet, aktiv für die Ziele des Einheitsverbandes tätig zu sein.

III-Aufbau des Einheitsverbandes

§4. Der Organisationsaufbau ist folgender:

1. die Betriebs-, Schiffs- und Vermittlungs-Gruppen
2. Branchen

³⁴⁵ BArch, R1501/20 082, p. 34

3.Sektionen

4.Ortsgruppe

IV-Organ des Verbandes

§5.

1. Gruppenleitung

2. Sektionsleitung

3. Ortsvorstand

4. Reichsleitung

§6. Die Reichsleitung wählt einen engeren Vorstand, die Sekretär, den Hauptkassierer und die Redakteure des Verbandes.

V- Die Gruppe

§7. Die Gruppenleitung setzt sich zusammen aus dem Gruppenleiter, dem Stellvertreter, dem Gruppenkassierer. (...) Die Leitung wird von seiner Mitgliederversammlung der Gruppe gewählt. In allen Gruppenleitungen müssen die Arbeiterinnen und Jugendlichen entsprechend ihrer Stärke vertreten sein. In jeder Gruppe wird eine Arbeiterinnen und Jugendkommission gewählt.

VI- Die Sektion

§8. Die Betriebs und Vermittlungsstellen-Leitungen werden zu fünf Sektionen zusammengefasst.

- a) Seeleute
- b) Hafearbeiter (einschliesslich Schiffs- und Kesselreiniger sowie Holzplatz- und Lagerarbeiter)
- c) Binnenschiffer
- d) Fluss- und Hochseefischer
- e) Strom-, Kanal und Hafengebäudearbeiter

Die Wahl der Sektionsleitungen erfolgt durch die Betriebs- und Vermittlungsstellengruppen.

VII-Die Branche

§9. Die Wahl der Branchenleitung erfolgt auf Branchen-Mitgliederversammlungen. Die Branchenleitungen arbeiten unter unmittelbarer Leitung der Sektionsleitung.

VIII-Die Ortsgruppe

§10. Alle Mitglieder des Verbandes an einem Ort bilden die Ortsgruppe. Die Wahl der Ortsverwaltung erfolgt in der Gruppenmitgliederversammlung. Die örtliche Generalversammlung ist die höchste Körperschaft am Orte. Sie tritt mindestens vierteljährlich einmal zusammen.

IX-Die Reichs-Generalversammlung

§11. Sie setzt sich aus den Delegierten der Ortsgruppen unter Berücksichtigung der Stärke der Sektion zusammen. Sie tritt mindestens jährlich zusammen. Die Generalversammlung ist die höchste beschliessende Körperschaft der Organisation. Stimmrecht haben nur die gewählten Delegierten. Die Mitglieder des Vorstandes nehmen mit beratender Stimme teil, soweit sie nicht von den Mitgliedern als Delegierte gewählt sind. Die Generalversammlung wählt die Reichsleitung aus fünf Kollegen, die die Kassenführung des Vorstandes zu revidieren haben. Die Reichsleitung kann auch ausserordentliche Generalversammlung einberufen, die Beschlüsse der Generalversammlung sind für alle Verbandsmitglieder bindend.

X-Die Reichsleitung und der engere Vorstand

§12. In der Periode zwischen zwei Generalversammlungen bildet die Reichsleitung das oberste Verbandsorgan des Einheitsverbandes. Sie wird von der Generalversammlung gewählt und leitet die Arbeit der untern Verbandsorganisationen. Die Reichsleitung setzt sich aus 30 Mitgliedern zusammen. Mindestens zwei Drittel der Reichsleitungsmitglieder müssen betriebstätig sein. Der engere Vorstand wird aus den Mitgliedern der Reichsleitung entnommen und von der Generalversammlung gewählt. Der Vorstand kann jederzeit durch einfachen Mehrheitsbeschluss der Generalversammlung abberufen werden ebenso einzelne Mitglieder des Vorstandes. Die Wahl der Angestellten der Organisation erfolgt durch die Reichsleitung.

XI-Eintrittsgeld und Beiträge

§13. Die zur Durchführung der Verbandsziele notwendigen finanziellen Mittel werden aufgebracht:

1. aus den Eintrittsgeldern, die für unorganisierte Männer 50 Pfennig, für Frauen, Jugendliche und Erwerbslose 20 Pfennig betragen; bei Übertritten aus einer Gewerkschaft oder der RGO ist eine Kampffondsmarke im Wert von 20 Pfennig zu geben.

2. aus den Mitgliedsbeiträgen, die von der Generalversammlung festgesetzt werden.

Gruppe A Vollarbeiter 90 Pfennig

Gruppe B Kurz- und unständig beschäftigte Arbeiter bis zu 3 Tagen Beschäftigung 50 Pfennig

Gruppe C Frauen und Jungchargen 40 Pfennig

Gruppe D Erwerbslose, Lehrlinge bis zu 18 Jahren 10 Pfennig

3. aus Sammlungen und anderen Einnahmen

Von den Mitgliedsbeiträgen der Gruppen A, B und C werden 10 Pfennig pro Woche an die RGO abgeführt.

Bei Krankheit wird ein Betrag von wöchentlich 10 Pfennig erhoben. Krankheit und Kurzarbeit müssen durch Bescheinigungen ausgewiesen werden.

Anträge auf Stundung oder Beitragsbefreiung müssen unter Angabe der Gründe beim Vorstand gestellt werden.

§14. Die Einnahmen des Verbandes dienen der Erfüllung der Verbandszwecke, in erster Linie der Bildung eines Kampffonds.

§15. Jede Betriebs- und Vermittlungsstellengruppe wählt eine Kontrollkommission von drei Personen, die Kassenführung ihres Kassierers sowie seiner Unterkassierer periodisch kontrolliert.

XII. Ein- und Übertritte

§16. Mit der Beitrittserklärung erkennt das Mitglied das Verbandstatut als für sich verbindlich an.

Übertretenden Mitgliedern anderer Gewerkschaften wird die Zeit ihrer Mitgliedschaft in der früheren Organisation, falls sie nicht länger als sechs Wochen mit ihren Beiträgen rückständig sind, im Einheitsverband angerechnet.

Ausgeschlossene oder für nichtwiedernahmefähig erklärt Personen können auf Beschluss des Vorstandes wieder aufgenommen werden.

XIII. Rechte und Pflichten der Mitglieder

§17. Jedes Verbandsmitglied besitzt das Recht, die Verbandsorgane zu wählen und gewählt zu werden.

Der Einheitsverband zahlt seinen Mitgliedern, soweit die jeweiligen Kassenverhältnisse es gestatten, Unterstützung bei Streiks, Aussperrungen und Massregelungen.

Der Verband gewährt seinen Mitgliedern Rechtsschutz in Streikfällen die sich aus dem Arbeitsverhältnis ergeben und vor den Arbeitsgerichten ausgetragen werden müssen. Bei längeren Rückständen entscheidet von Fall zu Fall der Ortsgruppenvorstand.

XIV. Organ des Verbandes

§18. Das Organ des Einheitsverbandes ist die „Rote Wacht“ und wird jedem Mitglied durch die Kassierer kostenlos zweimal monatlich zugestellt.

XV. Unterstützungen

§19. Die Unterstützungen gliedern sich in

- a) Streikunterstützung bei Arbeitsniederlegungen und Aussperrungen
- b) Gemassregeltenunterstützung, wenn die Massregelung infolge der Verbandstätigkeit erfolgt.

Die Unterstützungssätze sind aufgebaut auf dem Prinzip der Solidarität der wirtschaftlich Stärkeren mit dem wirtschaftlich Schwächeren. Oberster Grundsatz bei der Anwendung dieses Prinzips ist die erfolgreiche Durchführung des Kampfes bei Streiks und Aussperrungen. Über die Höhe der Unterstützung entscheidet die Reichsleitung.

§20. Volle Unterstützung kann ein Mitglied nur bei ununterbrochener Leistung von 13 Wochenbeiträgen erhalten. Das Mitglied muss bei Inanspruchnahme Unterstützung mit seinen Beiträgen auf dem Laufenden sein.

Bei Beitragsrückständen von mehr als sechs Wochen ohne stichhaltigen Grund verliert das Mitglied den Anspruch auf Unterstützung.

Die Auszahlung bei Unterstützung erfolgt gegen schriftliche Empfangsbestätigung und wird in das Mitgliedsbuch eingetragen.

Jedes Verbandsmitglied ist verpflichtet, bei Inanspruchnahme des Verbandes oder auf Verlangen der Verbandsfunktionäre sich auszuweisen. Als Ausweis dient in jedem Falle des Mitgliedsbuchs.

Alle Funktionäre des Betriebes und des Verbandes erhalten besondere Funktionäreausweise.

XVI. Schiedsgerichtsverfahren und Erlöschen der Mitgliedschaft

§21. Gegen Verbandsmitglieder, die sich unproletarisch verhalten und die Disziplin des Verbandes verletzen, wird durch Beschluss des Vorstandes ein Verfahren eingeleitet.

Zur Erledigung von Ausschlussverfahren wählt die Generalversammlung eine ständige Schiedsgerichtskommission. Die letzte Entscheidung trifft auf Grund einer Berufung die Reichsgeneralversammlung.

1. Streikbrecher

2. Personen, die sich Gelder oder Wertgegenstände des Verbandes oder ihrer Kollegen angeeignet haben, oder sich ehrenwidrige Handlungen, die gegen das Klasseninteresse der Arbeiter verstossen, zuschulden kommen liessen.

Automatische Löschung der Mitgliedschaft tritt ein bei Personen, die ohne wichtigen Grund – das ist längere Abwesenheit durch Fahrtzeit der See- und Binnenschiffer – oder ohne Stundung beantragt zu haben, 13 Wochen lang seinen Beitrag bezahlt haben. Vor Erlöschen der Mitgliedschaft wird das Mitglied vor Ablauf der 13. Woche durch den Vorstand gemahnt.

§22. Während des Schiedsverfahrens ruhen sämtliche Rechte und Pflichten des Beschuldigten.

Aus dem Verband ausgeschiedene oder ausgeschlossene Personen verlieren sämtliche Rechte an den Verband.

XVII. Statutenänderungen und Auflösung des Verbandes

§23. Statutenänderungen werden von der Generalversammlung mit einfacher Mehrheit beschlossen.

Die Auflösung des Verbandes kann nur in einer zu diesem Zwecke besonders einberufenen Reichsgeneralversammlung erfolgen, wenn zwei Drittel der Delegierten dafür stimmen. Zur praktischen Durchführung der beschlossenen Auflösung wählt die Generalversammlung eine Liquidationskommission. Die Verwendung des vorhandenen Vermögens und des Verbandsinventars bestimmt die letzte Generalversammlung.

Annexe 7 : Matériel de propagande

Tract de la Fédération Unitaire des marins et pêcheurs (FUMP)

CARAN F7/13 164 : Police générale – Partis et mouvements politiques 1894-1936

AUX MATELOTS DE LA MARINE DE GUERRE
CAMARADES,

Vos frères de la marine de commerce sont sur le point d'entrer en grève pour défendre leurs misérables salaires que veulent encore diminuer les rapaces propriétaires de bateaux.

Déjà la misère règne dans les familles de marins : deux cents bateaux sont désarmés par suite de la crise économique. Les brimades sévissent à bord, la nourriture est infecte et insuffisante et voici que les armateurs prétendent encore réduire les maigres salaires qui ne dépassent pas 600 FRCS. Tout fait supposer que les armateurs, soutenus par le gouvernement, l'Inscription maritime et les députés socialistes et réactionnaires vont s'attaquer à la loi de 8 heures conquise de haute lutte après les grèves de 1920.

Les chefs de la Fédération réformiste de la CGT ainsi que les autonomes préparent déjà la trahison; ils sont pour la diminution des salaires et la suppression des 8 heures, ils veulent empêcher la grève mais si, malgré eux, elle se déclenche, ils s'efforceront de la briser ; déjà ils engagent des pour parlers secrets avec les patrons.

Au contraire de cela, la Fédération Unitaire des marins et pêcheurs de l'Internationale des marins et dockers préparent activement la bataille dans les ports ; elles indiquent que le meilleur moyen pour vaincre est l'union de tous les marins pour la lutte directe contre les patrons et leurs briseurs de grèves, c'est l'organisation du Front unique pour le combat.

Matelots de la machine et du pont

La lutte et les souffrances des marins de commerce sont les vôtres, bruleurs de charbon, soutiers, matelots sans spécialité, mécanicien, la préparation intense de la guerre contre l'Union soviétique, les exercices et manœuvres répétées qu'elle

comporte, la discipline cruelle qui se renforce en conséquence aggravent vos conditions de vie à bord ; la Maritime et les sections spéciales sont les arguments des officiers, 7 matelots de Toulon viennent encore d'être arrêtés, 10 mutins doivent passer devant le Tribunal et seront condamnés si la lutte des ouvriers jointe à celle des matafs ne vient pas arrêter la répression bourgeoise comme ce fut le cas au dernier procès des mutins de Calvi.

Matelots de la Royale ou du Commerce :

L'ennemi est le même : gouvernement, armateurs, officiers, tribunaux de classe et police travaillent de concert, leur programme est : diminution des salaires, attaque de l'URSS, fascisme.

Matelots en col bleu :

La bourgeoisie compte sur vous pour remplacer les navigateurs en grève, elle veut que vous trahissiez votre classe.

Vous ne commettrez pas ce crime :

Inscrits maritimes appelés dans la flotte de guerre

Souvenez-vous des misères que vous avez endurées depuis le temps où, jeunes mousses, vous êtes allés à la pêche ou au large chercher votre croûte, au seul bénéfice des exploités.

Marins recrutés ou engagés :

Rappelez-vous de l'exploitation dans les usines, pensez qu'à la libération vous rejoindrez les travailleurs et que, vous aussi, vous serez obligés d'entrer en lutte avec vos camarades contre les patrons affameurs, que dès maintenant, vous avez des revendications pour lesquelles vous devez lutter.

Matelots inscrits, appelés et engagés

Quand on vous dirigera sur les ports de commerce vous fraterniserez avec vos frères de la marine marchande.

Vous refuserez collectivement tout travail de jaunes

Avec vos frères, cassez la gueule aux briseurs de grèves

Aidez les grévistes à repousser les gardes mobiles, ces Cosaques des chefs socialistes

En masse, participez aux manifestations, allez aux assemblées des grévistes et ensemble discutez de vos revendications, faites les aboutir

Formez vos comités de bord, afin de lutter pour :

La libération des mutins de Calvi et d'Oléron

L'arrêt des poursuites contre les matafs de Toulon

La libération de Luciani soldat emprisonné

La suppression des conseils maritimes de discipline, de justice, des sections spéciales et prisons maritimes.

L'augmentation de 5frs par jour de toutes les soldes des matelots et quartier-maîtres quelque soit le temps de service

Le service en trois-quarts

L'amélioration de la nourriture et le contrôle par une commission élue par les matafs

La permission de nuit quand on n'est pas de quart

L'égalité du temps de service pour les inscrits maritimes.

En luttant pour vos revendications, préparez le 1^{er} août pour qu'il soit une journée de lutte commune des ouvriers, paysans, inscrits Matafs et soldats contre l'intervention armée en Union soviétique, pour la libération de l'Indochine, pour le soutien de la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans d'Allemagne et d'Espagne.

VIVE LA GREVE DES MARINS DU COMMERCE

VIVE LA LUTTE DES MATELOTS DE LA FLOTTE DE GUERRE

VIVE LA FRATERNISATION ET L'ACTION COMMUNE DES COLS BLEUS ET DES NAVIGATEURS

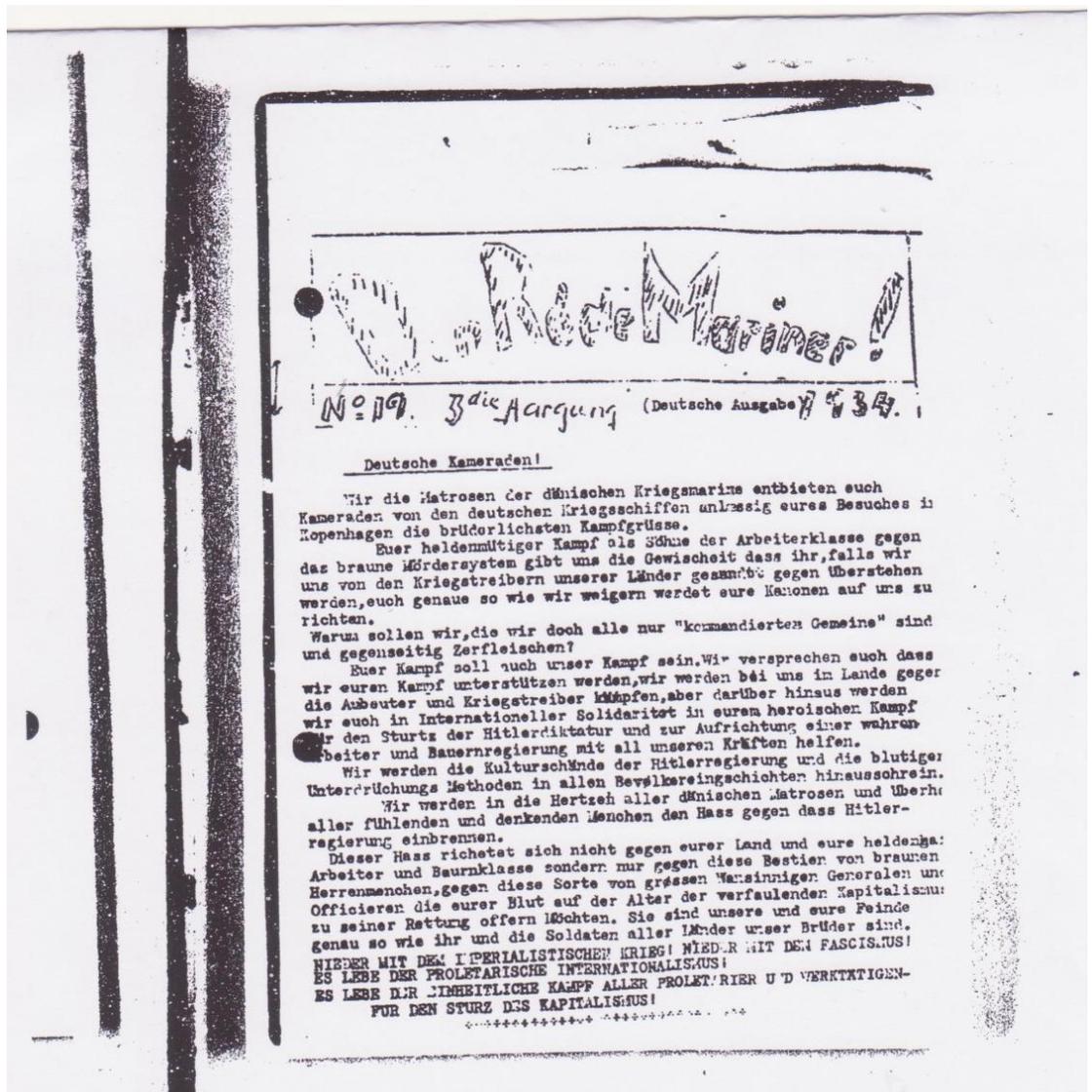


Photo 23 - tract envoyé de Copenhague en Allemagne, 1934

Source : BArch, R58/2179

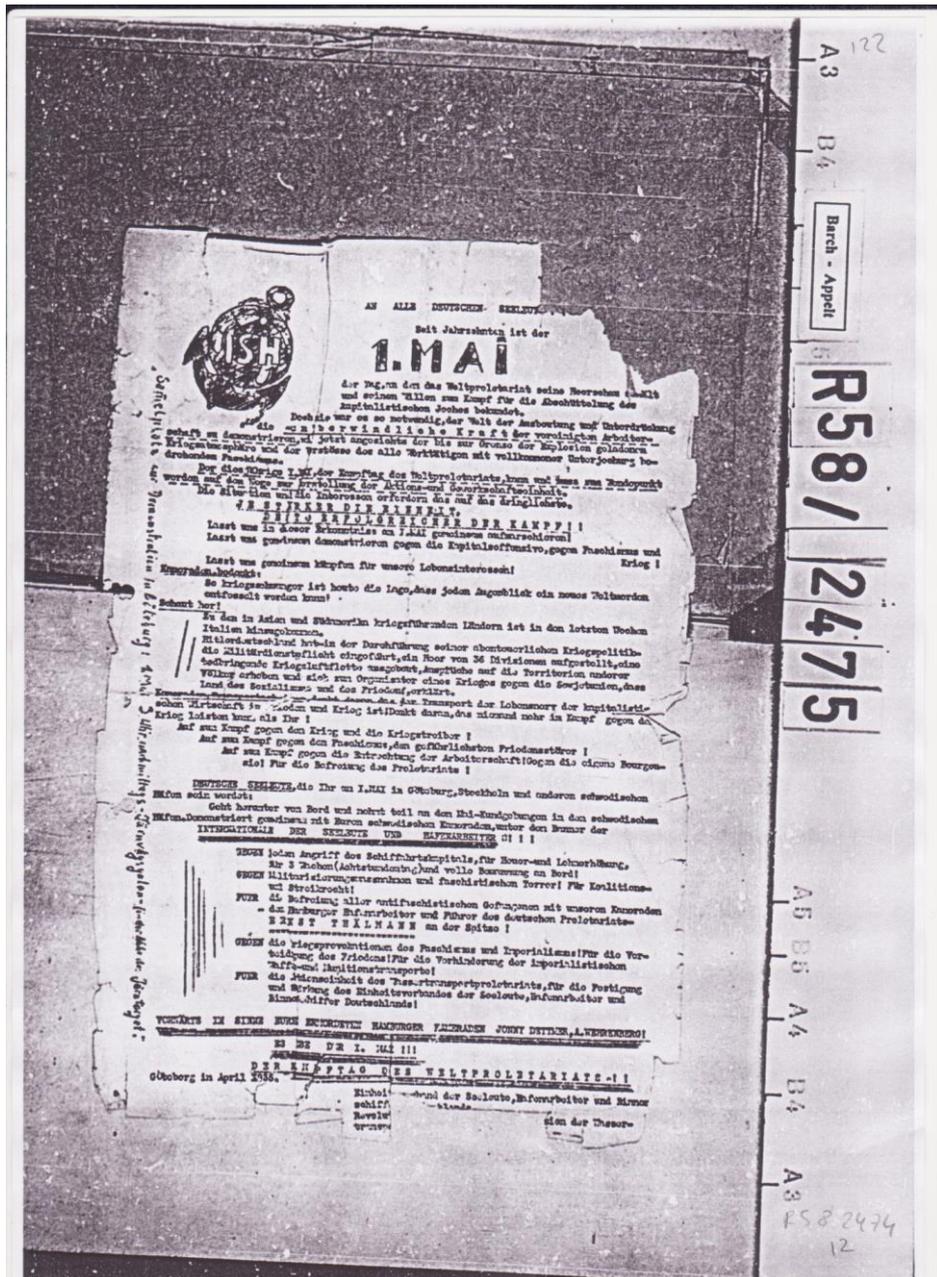


Photo 24 - tract pour le 1er mai avec l'emblème de l'ISH
 Source : BArch, R58/2475

PREIS:
Jeder zahlt,
so viel
er kann!

Rote Wacht

WEIT
GEB

Reichszeitung des Einheitsverbandes der Seeleute, Hafenarbeiter und Binnens-

PUBLIKATIONSORGAN DER I. S. H. — INTERNATIONAL OF SEAMEN and HARBOUR WORKERS

Nr. 1

März—April 1934

4. Jahrg.

Der Tarifvertrag der Seeleute soll zerschlagen werden!

Die reaktionäre Seemannsordnung wird noch verschlechtert!

Das faschistische Arbeitsgesetz, das zur Knebelung der Arbeiterschaft der Landbetriebe erlassen wurde und von dem die See- und Binnenschifffahrt ausgenommen wurde, soll seine würdige Ergänzung finden durch eine „Änderung der Seemannsordnung“, um damit auch den Seeleuten und Binnenschiffern alle „Segnungen des dritten Reiches“ teilhaftig werden zu lassen. In den Landbetrieben bedeutet das faschistische Arbeitsgesetz die Abschaffung der Tarifverträge und die Verteilung des Rechtes an die Unternehmer, als „Führer ihrer Gefolgschaft“ Arbeitsordnungen an Stelle der Tarifverträge zu erlassen. Die Betriebsräte sollen abgeschafft werden, an ihre Stelle soll treten ein „Vertrauensrat“ aus Unternehmerknechten.

Für die Seeschifffahrt bestand gegenüber den Landbetrieben schon früher eine Sonderregelung. Die Seemannsordnung war ein Ausnahmegesetz, das den Zweck hatte, die Seeleute in eine militärisierte Arbeitsregelung zu zwingen. Bei der grossen Bedeutung der Seeschifffahrt im Kriege ist der militärisierte Bordbetrieb für die Bourgeoisie von zwingender Notwendigkeit. Ausserdem war die alte kaiserliche Seemannsordnung ein Mittel der versäuselten Ausbeutung der Seeleute indem man die gegen die Streiks gerichteten scharfen Sonderstrafbestimmungen anwenden konnte. Die S. P. D. hat jahrelang alles getan, um die Beseitigung der Seemannsordnung zu verhindern und damit einer neuen ausgesprochen faschistischen Seemannsordnung noch den Weg geebnet.

Jetzt soll als Ergänzung zu dem faschistischen Arbeitsgesetz die Seemannsordnung verschärft werden. Eine Kommission aus Reedern, Juristen und einigen faschistischen Unternehmerknechten hat bereits eingesetzt, um den Entwurf der neuen Seemannsordnung auszuarbeiten. Die Reeder stellen in ihrem Organ „Der Hansa“ mit Befriedigung fest, dass die Hitlerregierung die Disziplinargewalt am Bord über die Mann-

schaft nicht nur erhalten, sondern verschärfen wolle. In der „Hansa“ vom 17. 2. 34 setzen die Reeder bereits auseinander, welche Forderungen sie erheben für die neue Seemannsordnung. Die Reederforderungen sind kurz und präzise formuliert:

1. fordern die Reeder die Zerschlagung der Tarife in der Seeschifffahrt und die Regelung der Heuser- und Arbeitsbedingungen auf Grund der Seemannsordnung durch Anordnung.

2. verlangen sie eine Verschärfung der Disziplinargewalt durch neue Sonderstrafbestimmungen, um das „Führerprinzip“ restlos zum Durchbruch zu bringen.

3. erheben die Reeder den Anspruch, dass nicht nur für die Mannschaft der Kapitäne als gesetzlicher Führer gilt, dessen Befehlen unbedingt Folge zu leisten ist, sondern dass die Reeder als Führer der Kapitäne und Schiffsoffiziere gelten, denen unbedingt gehorcht werden muss.

Die Reeder sehen durch die Hitlerregierung ihre kühnsten Träume in Erfüllung gehen und finden, dass sie schon immer „nationalsozialistisch“ waren.

Noch nicht vollkommen klar ist man sich darüber, wie man auf den Schiffen auch eine Art „Vertrauensrat“ schaffen soll, wie im Arbeitsgesetz vorgesehen für die Landbetriebe. Die Reeder haben Vertrauen zu solchen „Vertrauensräten“ und schreiben in ihrem Organ:

„Nicht die Interessenvertretung einer Klasse haben wir im Vertrauensrat vor uns, die unberücksichtigt um das Geheilten Forderungen durchdrückt, sondern ein beratendes Organ unter Leitung des Führers. Dieses Organ hat nach § 6 des Gesetzes die Pflicht, das Vertrauen innerhalb der Betriebsgemeinschaft zu vertiefen“. Ausdrücklich wird aber den Vertrauensleuten verboten, sich unzulässige Eingriffe in die Betriebsführung anzumassen.“

Die Reeder meinen, dass ein solcher „Vertrauensrat“ in „abgewandelter Form“ auch am Bord nützlich ist. Zu einem „Vertrauensrat“, der nichts zu sagen hat, sondern auf Anordnung des Führers, also der Reeder resp. der Schiffaleitungen die Seeleute noch zu stärkerer Ausbeutung anreizt, haben die Reeder grosses Vertrauen. Aber er muss gegenüber den Landbetrieben noch „abgewandelt“ werden. Der „Vertrauensrat“ am Bord soll nicht einmal den Schein einer Vertretung der Arbeitnehmer haben.

Auch die im faschistischen Arbeitsgesetz vorgesehene „Ehrengerichtsbarkeit“ findet den Beifall der Reeder. Sie meinen, dass man zur Hebung des „Berufsethos“ den Seeleuten die Ehrengerichtsbarkeit nicht vorenthalten dürfe. Wer erinnert sich der vielen kleinen Schikanen gegen die Seeleute. Wegen kleiner Vergehen wurden oft Strafen verhängt, manchmal Geldstrafen zum Nutzen des Rettungswerkes der Schiffbruchigen „um Gottes willen“. In Zukunft werden die Ehrengerichte die Strafen verhängen. Die Strafen werden noch grosseren Umfang annehmen. Die Ehrengerichte wer-

Ermordet!

Karl Lesch, längere Zeit Hafensekretär der KPD in Hamburg wurde in Fuhlsbüttel bestialisch ermordet. Genosse Karl Lesch war Mitglied des Einheitsverbandes und hat an seiner Führung ständig aktiven Anteil genommen.

Hermann Renken, Seemann, Funktionär des Einheitsverbandes in Bremen, ist ebenfalls vielfach ermordet worden.

Wir gedenken der toten Kameraden und geloben, den Kampf in ihrem Geiste fortzusetzen.

Wir werden unsere ermordeten Kollegen rächen!

Photo 25 – journal « Rote Wacht » (la sentinelle rouge), mars-avril 1934

Source : BArch, R58/3159

7/3159

PREIS:
Jeder zahlt,
so viel
er kann!

Rote Wacht

Freitag 7. 34
320/34
WEITER GEBEN!
1077
163

Reichszeitung des Einheitsverbandes der Seeleute, Hafenarbeiter und Binnenschiffer
PUBLIKATIONSORGAN DER I. S. H. — INTERNATIONAL OF SEAMEN and HARBOUR WORKERS

Nr. 2 Juni—Juli 1934 4. Jahrg.

Was bringt die Tarifänderung den Seeleuten?

Seit mehr als einem Jahr haben die Nazis auf den Schiffen und Housetellen die Behauptung aufgestellt, dass der Manteltarif der „Christlichen Seefahrt“ verbessert wird. Als die Tarifänderung lange Zeit auf sich warten liess, erklärten die Nazis: „...was lange währt, wird gut“. Jetzt hat der „Treuhandler“ für die Tarifregelung in der Seeschifffahrt, Herr Dr. Graf von der Goltz, das Ei der Tarifänderung ausgebrütet und siehe da es war faul.

Was ist geändert? Der § 22 des Manteltarifs wird dahin geändert, dass als reguläre Arbeitszeit ohne Ueberstundenbezahlung 10 Stunden geschuftet werden müssen, in den Tropen sollen 9 Stunden gearbeitet werden. Der 8 Stunden Tag, der versprochen wurde, wird nicht eingeführt. Die Festsetzung der 9 stündigen Arbeitszeit in den Tropen bedeutet nicht nur gegenüber dem alten Tarif, sondern sogar gegenüber der alten kaiserlichen Seemannsordnung eine Verschlechterung, denn in der kaiserlichen Seemannsordnung waren 8 Stunden Arbeit in den Tropen festgesetzt.

Überstunden, soweit sie überhaupt anerkannt werden, können abgebummelt werden. So wird nach der Tarifänderung im § 25 bestimmt. Von dieser Bestimmung machen die Reederei weitgehend Gebrauch und die Ueberstundenbezahlung wird zum grössten Teil beseitigt.

Der § 22 a bringt folgende Änderungen:

- 1) Die Arbeitszeit auf See fängt an, sobald das Schiff mit dem Losmachen beginnt.
- 2) Die Arbeitszeit im Hafen fängt an, nachdem das Schiff festgemacht ist.

Die Auslegung der Bestimmungen, wann die Arbeit auf

See und Hafen anfängt war ein alter Differenzpunkt zwischen Besatzungen und Schiffseleitungen. Durch die Tarifänderung ist den Schiffseleitungen die Möglichkeit gegeben, in noch grösserem Umfange wie bisher Überarbeit zu verlangen, denn war bestimmt, wann die erste Leine losgeworfen oder die letzte Leine festgemacht wird. Natürlich die Schiffseleitung. Diese Tarifänderung gibt im grössten Ausmass die Möglichkeit, die Seeleute um die Ueberstundenbezahlung zu betrügen.

Die Änderung des § 36 sieht vor: „Landgang im Hafen ist zu gewähren, soweit die Sicherheit des Schiffes dies zulässt.“ Die Schiffseleitung kann also mit der Begründung, dass die Sicherheit des Schiffes dies „erfordert“, die Wache — nicht nur einen Wachmann — an Bord festhalten.

In demselben Paragraphen wird gesagt, am Sonntag ist um 13 Uhr Arbeitsschluss, es sei denn — ja, siehst Du, es sei denn — „dass das Schiff innerhalb der nächsten 24 Stunden zu laufen soll. Soweit um 1 Uhr gelichtet oder geladen wird, darf die damit besetzte Schicht zu Ende geführt werden.“

Kollege, Du kannst Dir nach dieser Bestimmung ungefähr ausrechnen, wie oft Du in einem Jahr im III. Reich einmal einen Sonntag nachmittag frei hast. Wenn Du aber schon einmal frei haben solltest, wird schon irgend ein „Führer“ für Dich eine Beschäftigung haben, die als „nationale Ehrenpflicht“ ausgegeben wird.

Die Mengekommission ist eine alte tariflich vereinbarte Einrichtung. Nur wenn eine solche Mengekommission bestand und wegen der schlechten Fresserei auftrumpfte, konnte man mit den Disziplinbestimmungen der Seemannsordnung winken. Jetzt können Besatzungen über 10 Mann ein Verpflegungsausschuss nur 5 den neuen Tarifbestimmungen „wählen“, den Vorsitz muss aber nach § 30 des neuen Manteltarifs ein Schiffsoffizier führen — nämlich der Speckschnecker selbst — und der Verpflegungsausschuss soll nur in Gemeinschaft mit dem Vertreterskassenwahrer zusammentreten und beraten. Die Verpflegungsausschüsse sollen nach Ansicht der Reederei die Aufgabe haben, in geschworener der Mannschaft über die schlechte Fresserei, ist jetzt durch eine Verbesserung der Verpflegung, sondern durch „beruhigende Aufklärung“ aus der Welt zu schaffen.

Aber es gibt auch, um die grossen Erschlechterungen durch die Tarifänderung zu verdecken, kleine tarifliche Verbesserungen: „Kontrollenüber oder schiffsweise an Bord beschäftigte Seeleute erhalten Bezahlung entsprechend Heuertarif plus Verpflegung oder Verpflegungsgehalt“. Oder nach § 18: „Für innere Kesselreinigung und die Reinigung von Feuerungsanlagen (Flammrohr, hintere Verbrennungskammer und Schornsteinhale), wenn sie gleichzeitig mit der inneren Kesselreinigung vorgenommen wird, ist das im Heuertarif festgesetzte Schutzgeld zu zahlen. Dasselbe Schutzgeld ist auch zu zahlen bei der Reinigung von Ölbänken, die zur Aufnahme des Betriebsöls für Kessel und Maschinen des Schiffes bestimmt sind. Die Reederei hat für diese Arbeiten Kesselanläge zu liefern.“

Die Reederei spekulieren darauf, dass es ihnen gelingen wird,

Ermordet

mit dem Handball im Hofe des Untersuchungsgefängnis an 19. Mai 34 wurden:

Jonny Dettmer,
Alfred Wehrenberg,
Hermann Fischer,
Artur Schmidt.

4 Hamburger Kameraden, antifaschistische Kämpfer der Roten Marine wurden hingerichtet. In der Reihen der Roten Marine wehrhaft kämpfend gegen faschistische Überfälle; in der Streik der Seeleute und Hafenarbeiter in vorderster Linie stehend bei Abwehr des Streikbruchs durch faschistische Elemente, so erfüllten sie ihre Klassenpflicht. In dem Befreiungskampf des Proletariats mussten sie ihr junges Leben aufgeben unter dem Henkerhieb der faschistischen Diktatur.

Jonny Dettmer, Alfred Wehrenberg, Hermann Fischer, Artur Schmidt in der bevorstehenden proletarischen Revolution werdet Ihr gerichtet werden.

Photo 26 - journal « Rote Wacht » (la sentinelle rouge), juin-juillet 1934

Source : BArch, R58/3159

Lesen und Weitergeben!

6ter Jahrgang

158

Scheinwerfer 3

ORGAN DES DEUTSCHEN ARBEITERSBUNDES DER SEELEUTE, HAFENARBEITER UND HANDELSLEUTE DEUTSCHLANDS

Schmiedet die Einheitfront zum aktiven Kampf gegen den Heuerraub - gegen das faschist. Sklavengesetz!

Ein Jahr Hitlerdiktatur! Wo ist der vielversprochene Sozialismus? An seiner Stelle besteht Not und Elend, Mord und Totschlag, Zuchthaus und Konzentrationslager.

"HEUERERHÖHUNG" war das Schlagwort bei den Seeleuten von einem Monat zum andern. Wir Seeleute verspüren es an eigenen Leibe: Spenden - Spenden, neue Steuern, Verteuerung der Lebensmittel und Bedarfsartikel brachten uns 2 4 4 H a u e r a b b a u.

Statt Sozialismus triumphiert im III. Reich die offene, brutalste Diktatur der Großkapitalisten von Schlage Krupp, Thiessen, Wegler, Blohm usw.

Statt Heuererhöhung und bessere Lebensbedingungen vollenden die Hitlerler und Nazigänger jetzt für das neue Arbeitsgesetz, welches am 1. Mai in Kraft treten soll, die Versklavung der deutschen Arbeiterschaft. Die neue Gesetz der faschistischen Vorherrschaft spielt die Arbeiterklasse als billige Ausbeutungsfaktor in die Hände der profitgierigen Unternehmer.

Den Reedern werden genügt dieses Gesetz nicht. Die reaktionäre Seemannsorganisation mit all ihren Sonderstrafbestimmungen für uns Seeleute soll geändert werden, vornehmlich gegen die faschistischen Methoden angewandt werden.

Das "Kollegen" ist eine offene Sprache. Mehr denn je sollen wir den Wilkürmaßnahmen der Kapitäne und Steuerleute ausgesetzt und den Reedernhunden ausgeliefert werden.

Dem "arbeitsfreundlichen" Hitler und seinen Kumpaneen von der "Deutschen Arbeitsfront" genügt die jetzige reaktionäre Seemannsordnung nicht. Faschisierung, Militarisierung, Kadavorgesetz, strenge Strafen gegen die, welche sich nicht fügen, Einsatz der Wehrmacht gegen die Reedern, Vorbereitung zum imperialistischen Krieg, Verschlechterung der Heuer- und Arbeitsbedingungen. Unter

AM 7. Mai Demonsstration gegen faschistische Diktatur

Photo 28 - tract pour le 1er mai 1934, « der Scheinwerfer » n°3 (le Phare)

Source BArch, R58/3159



Photo 29 - journal « der Scheinwerfer » (le Phare) : Hitler ment au monde !

Source : BArch, R58/3159

Annexe 8 : l'interrogatoire de Richard Krebs au CIC, page 1

Source : NARA

EXTRA FILE CO.
DB:KGR

~~CONFIDENTIAL~~
66TH COUNTER INTELLIGENCE CORPS DETACHMENT
US ARMY, EUROPE

AFC 154
13 April 1950

D-261674

SUBJECT: Interrogation of Richard KREBS alias Jan VALTIN

Regraded CONFIDENTIAL by authority of
Cel Q Clay III by [Signature]

TO: Director
Intelligence Division 51 Apr 58
Headquarters, European Command
AFC 403, US Army
ATTENTION: Analysis Branch For: Lt Col HOFFMAN

1. Inclosed herewith is the interrogation report regarding subject. The interrogation report consists of the following:

- a. A brief personality sketch regarding subject.
- b. A study of the history, organization and functions of the International of Seamen and Harbor Workers (ISH).
- c. A study of the German section of ISH, namely the Einheitsverband.
- d. A list of personalities and descriptions of the activities of each.

2. The following sidelights are cited for your information:

- a. KREBS stated that he had never been interrogated by US authorities about himself or his own career. He has been questioned by the FBI on specific individuals of local interest, but was never exhaustively interrogated.
- b. As noted in the personality sketch, his book "Out of the Night" was not written for professional intelligence workers, but for "jaded business men interested in adventure stories". KREBS stated that his book contained some deliberate distortions and inaccuracies in order to conceal the identities of certain people. In light of this and the corrections made by him during the interrogation, possible user agencies should be informed that the data given here should replace that cited in "Out of the Night".
- c. Contact is still being maintained with KREBS, who has promised to search his personal files, notes, etc., for material of interest in light of the interests displayed by this organization during the interrogation.

DOWNGRADED AT 12 YEAR INTERVALS,
NOT AUTOMATICALLY DECLASSIFIED,
DOD DIR 5200.10

~~CONFIDENTIAL~~

RS 319 Entry A1 134-R Box 439 Vol 1 fold 1

DECLASSIFIED
Authority NND007017

Annexe 9 : autobiographies et questionnaire

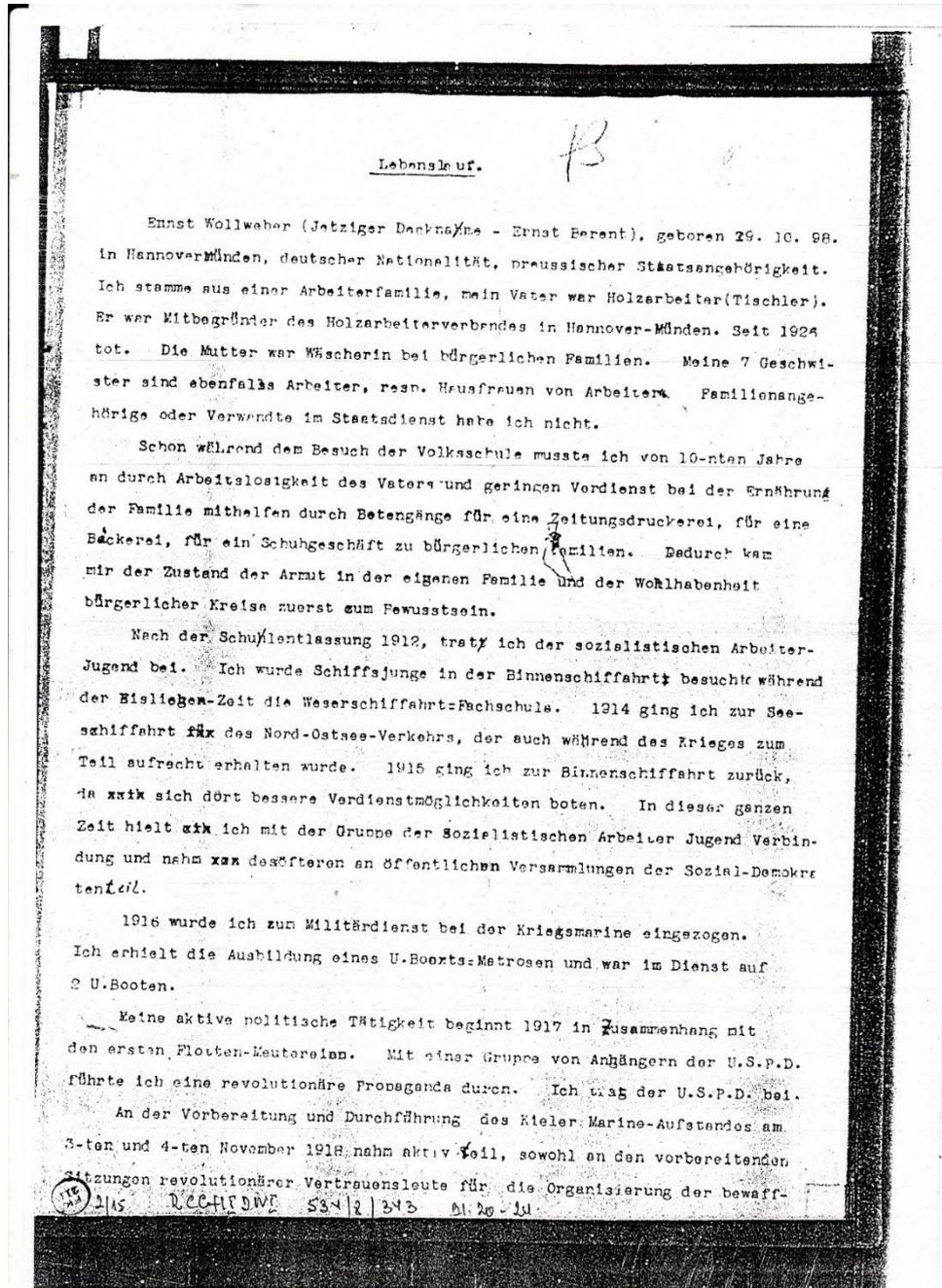


Photo 30 – Autobiographie et questionnaire d'Ernst Wollweber
Moscou, 1934-RGASPI, 534/8/343, p. 20-24- 2 premières pages

СЕКРЕТНО

Форма № 1

ПРИМЕЧАНИЕ. Ответы на все вопросы анкеты должны даваться только в краткой форме. Подчеркивания не допускаются.

АНКЕТНЫЙ ЛИСТ

- 1. Место работы: **Интернациональный Клуб моряков.**
- 2. Должность: **Зам. Зав. Интерклубом.**
- 3. Время поступления на работу и № приказа: **1/IX-34 приказ № 116**
- 4. Время ухода с работы, № приказа, причины ухода

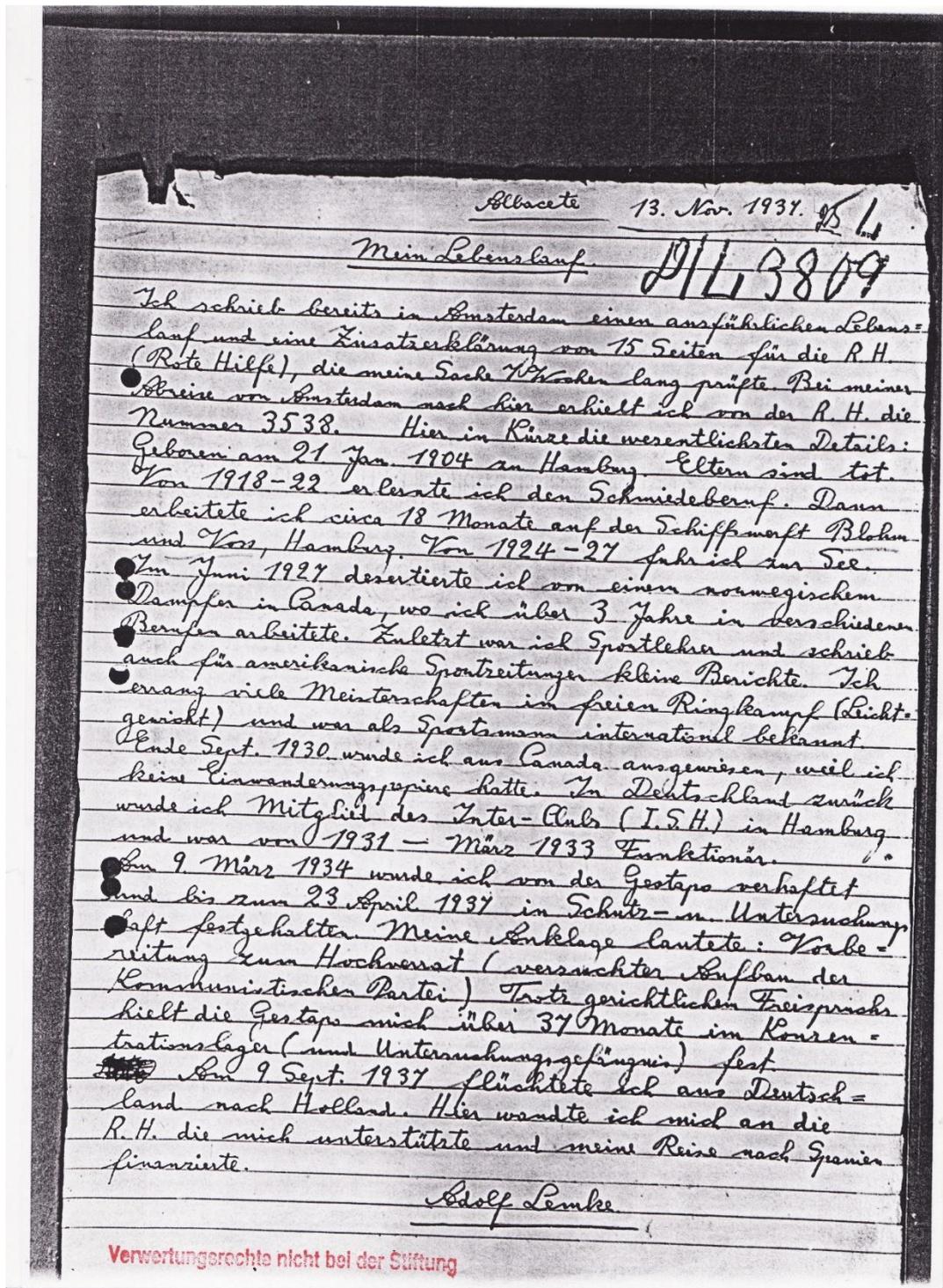


ВОПРОСЫ:	ОТВЕТЫ
1. Фамилия, имя, отчество (если полное - документально, либо - другое). При перемене фамилии указывать старую фамилию, указывать и девичью фамилию.	<i>Вольвер</i>
2. Имя и место рождения. Для рождения в СССР указать место рождения по старому (уб., уезд, губерния и провинция) и новому (область и край) районированию.	род. 29/X-1898 г. в Ганновере-Минден /Германия/
3. Было указать состояние или место жительства до революции (на крестьянские дворы, купцов, дух. лиц, воен. состоянии).	рабочая семья.
4. Родители:	ОТЕЦ МАТЬ
5. Фамилия, имя и отчество (указать девичью фамилию матери).	Карл Вольверсер Лина Штихенов-Вольверсер
6. Состояние и образование.	рабочий
7. Владел ли недвижимым имуществом, каким именно и где.	никакого имуд. не имел
8. Чем занимался до революции (указать конкретно).	столяр шрачка
9. Чем занимается и где находится (точный адрес) и настоящее время.	отец умер. мать неизвестно где, два года не имел связи из-за конспиративных причин.
10. Вид профессора или специальности.	моряк
11. Национальность.	немец
12. Национальность родителей.	Прусское
13. Семейное положение (холост, женат, вдов). Перечислить всех членов семьи.	Холост
14. Фамилия, имя и отчество жены (девичью, мужа). Где и на какой должности работала (работает) жена (муж).	
15. Родители жены (мужа):	ОТЕЦ МАТЬ
16. Фамилия, имя, отчество.	
17. Чем занимался до революции.	
18. Чем занимается и где находится (точный адрес) и настоящее время.	

6/15

6

X



Annexe 10 : Ruth Weihe, pour mémoire (1921-2009)

Née dans la tourmente de la fin de la guerre en Allemagne le 27 février 1921, Ruth Weihe a vécu la terreur stalinienne dans sa chair. Cependant, plus que de « socialisme réel », Ruth Weihe évoquait le « socialisme déformé » pour évoquer la politique soviétique. Ruth Weihe est restée toute sa vie une communiste (ainsi se définissait-elle) malgré des aléas tragiques.

Elle dut ainsi affronter la mort brutale et non élucidée de son père ingénieur maritime en 1933 en URSS, puis celle de sa mère déportée dans un Goulag en 1942, avant de connaître une séparation brutale et définitive avec son jeune frère en 1943 alors qu'elle était envoyée dans un camp de travail. C'était la croyance en un monde meilleur qui probablement et paradoxalement l'a soutenue à son retour en RDA en 1956, bien qu'elle affirma que sa réadaptation fut particulièrement difficile³⁴⁶.

La vie tragique de Ruth Weihe n'a jamais attiré l'attention d'éditeurs malgré tous ses efforts dans les dernières années de sa vie. Son travail scientifique et ses archives personnelles sont rassemblées au Bundesarchiv à Berlin³⁴⁷. Les appariteurs des archives fédérales allemandes se souviennent très bien d'elle.

J'ai eu la chance de pouvoir lire ses archives, rassemblées dans des dizaines de boîtes (soixante-dix au total). Par ailleurs, j'ai rencontré Ruth Weihe deux fois : une fois chez elle, et une autre fois au restaurant avec l'éditeur Andreas Hansen, et je me souviens qu'elle avait cherché à m'aiguiller en me donnant livres et indications. C'était une femme généreuse, au caractère bien trempé.

Ruth Weihe a passé des heures à essayer de reconstruire une histoire, celle de marins et de dockers qui pour certains comme son père, connurent un destin tragique. Dans les archives personnelles de Ruth Weihe, on retrouvait des traces

³⁴⁶ SAPMO-BArch, NY 4321 Dans le questionnaire que lui adresse le SED à son retour en RDA, elle ne mentionna pas qu'elle revenait du Goulag mais précisait qu'elle avait travaillé dans une entreprise russe de 1941 à 1955. L'organisme qui a permis à Ruth Weihe de revoir son frère fut le VVN : *Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes* (association des victimes du nazisme). Un lexique biographique des cadres du KPD fut retiré de la publication en 1970 car il apparaissait que la plupart des cadres étaient morts en URSS. A ce sujet : Andreas Herbst, *Kommunistischer Widerstand*, p. 52, note 4, in : Peter Steinbach, Johannes Tuchel, *Widerstand gegen die nationalsozialistische Diktatur 1933-1945*, Bundeszentrale für politische Bildung, 2004 ; Hermann Weber, „Weisse Flecken“ in der Geschichte. *Die KPD-Opfer der Stalinschen Säuberungen und ihre Rehabilitierung*, Frankfurt/Main, isp-pocket 41, 1989, p. 49.

³⁴⁷ SAPMO-BArch, NY 4321

de ces hommes dispersées dans quatre ou cinq boîtes différentes, avec leurs dates de naissance, de mort, leurs condamnations, comme une litanie, une prière. Mis à part ce sens du classement original, Ruth Weihe gardait la mémoire vive. Elle écrivait sans cesse aux musées (notamment celui d'Emden) pour qu'ils veillent sur la mémoire des résistants antifascistes locaux. Intéressée par l'ISH³⁴⁸, sa focale de recherche était surtout celle des marins résistants et victimes du stalinisme et du nazisme³⁴⁹. Il lui a manqué du temps pour achever et publier son travail. Ruth Weihe est décédée le 28 juin 2009.

Le père de Ruth Weihe, Walter Erich Ernst Weihe (1887-1933) était un communiste militant, ingénieur maritime. Il travaillait dans la production de sous-marins. Il fut un des seuls survivants en 1916 lors de l'essai d'un *U-Boot* qui explosa à Helgoland. A la suite de ce terrible accident, il demeura invalide et fut remercié par la firme qui l'employait. C'est peu après, qu'il devint communiste. Il entra en 1918 dans la *Ligue Spartakiste*.

Il travailla à Göppingen comme ingénieur, où naquit Ruth Weihe le 27 février 1921. Il fut aussi ingénieur chez *Siemens*. Après 1929, à une date indéterminée, il fut licencié et devint permanent pour le KPD dans le rayon de Berlin-Kreuzberg. Il étudia le russe et toute la famille partit en URSS en 1932. A Novorossisk, il travailla comme ingénieur dans la flotte de commerce de la mer Noire. Il mourut dans des circonstances non élucidées, le 31 octobre 1933 en URSS dans le cadre de son emploi d'ingénieur et après un voyage à Moscou.

La mère de Ruth Weihe était née Prange. Son frère et oncle de Ruth Weihe, Paul Prange, avait été marin de 1913 à 1917. Il était un camarade de combat d'Alwin Köbis sur le *Prinz Regent Luitpold* lors de la mutinerie des marins en juillet 1917. Pour cet acte de rébellion, il fut emprisonné vingt et un jours³⁵⁰.

³⁴⁸ Acronyme utilisé tout au long de la thèse pour désigner l'Internationale des gens de la mer.

³⁴⁹ Ruth Weihe, *Hamburger Hafenarbeiter und Seeleute – Opfer des Nazis-Terrors, Jahrbuch für Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 2004, p. 153-167.
-Agitpropgruppen und revolutionäre Seeleute in den 20^{er} und 30^{er} Jahren, *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 2001, p. 31-44.

³⁵⁰ Exilé en Flandres, il fut à l'origine des conseils de soldats à Anvers en 1918. Ensuite, de retour en Allemagne, il fut adhérent du KAPD et des RBO (*Rote Betriebsorganisation*). Il vivait encore après la Seconde Guerre mondiale et Ruth Weihe le retrouva en 1956.

Ruth Weihe avait douze ans quand elle arriva en URSS. Dans ses mémoires non publiées et fragmentaires, elle indique ses multiples visites à l'interclub³⁵¹ de Novorossisk avec son père. De 1938 à 1941, elle participa en tant que militante à la vie culturelle de l'interclub pour les sections allemandes et anglaises³⁵². A la suite de la mort de son père, ses deux frères (Albrecht³⁵³ et Detlef), sa mère et elle-même reçurent une pension de l'Etat soviétique. Sa mère avait trouvé un travail dans une usine de textile mais leur vie était particulièrement difficile.

Olga Weihe, née en 1890, fut arrêtée le 5 novembre 1937 et « condamnée » à dix ans de prison par l'article 58 (espionnage), le 29 décembre 1937. Elle fut envoyée au Goulag, dans le camp de *Pursev* en janvier 1938. Toute la ville et Ruth Weihe suivirent la colonne de prisonniers jusqu'à la gare, comme l'écrit Ruth Weihe qui décrivait la scène dans ses bribes de mémoires³⁵⁴. Elle mourut en 1942 près d'Arkhangelsk mais Ruth Weihe ne sut jamais où se trouvait la tombe de sa mère ni si elle avait jamais existé. Jusqu'en 2002, Ruth Weihe chercha à savoir comment sa mère était morte. Olga Weihe a été réhabilitée en 1964 par le régime soviétique.

Ruth Weihe reçut la nationalité soviétique en 1938. Elle appartient au groupe des Pionniers rouges et ensuite au Komsomol. A la fin de sa scolarité, elle suivit une formation universitaire de langues à l'université de Krasnodar. En parallèle à sa scolarité, elle fut secrétaire dans une école puis de 1939 à 1941, elle donna des cours d'anglais.

A la suite de l'arrestation de sa mère, ses frères furent envoyés dans un orphelinat. Elle les rejoignit. Avec son frère Detlef, né en 1929, ils partirent dans le sud du pays le 28 août 1941. Ils furent déportés au Kazakhstan le 23 octobre 1941. Elle fut brutalement séparée de lui par un membre de la police politique et n'a jamais pu retrouver sa trace malgré de nombreuses années de recherche (auprès de la Croix-Rouge notamment). En 1943, elle fut mobilisée dans une armée de travail ou *Trudarmee*.

³⁵¹ Club international : maison de marin communiste

³⁵² SAPMO-BArch, DY30/2/11/v 5214

³⁵³ SAPMO-BArch, NY 4321 Son frère Albrecht Helmut Joachim Weihe est né le 11 avril 1923 à Göppingen. En 1943, il devint officier sur le front biélorusse. Il fut aussi déporté en 1941 au Kazakhstan. Mobilisé, il travailla comme ingénieur de 1945 à 1965 dans la ville de Poti puis de 1965 à 1971, dans le port de Suchumi. Ruth Weihe revit son frère en RDA et la VVN (*Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes*) leur offrit des vacances communes.

³⁵⁴ Ibidem

Au Goulag, dans le désert de Karakoum, le sable était le seul horizon sur cette terre presque inconnue des hommes : aucun moyen de s'orienter dans l'espace à perte de vue. Selon Ruth Weihe, il y avait un groupe de prisonniers tous les dix kilomètres comprenant entre six cents et huit cents personnes³⁵⁵. Les hommes mouraient de faim, de soif, du scorbut. Rien qu'en 1942, entre deux cents et trois cents prisonniers moururent, nous dit-elle, ce qui correspond à un taux de mortalité de 30% environ. Il y avait très peu de contrôle car le camp était le désert tout entier. Le groupe de Ruth Weihe travaillait à la construction de lignes de chemin de fer et de canalisations pour le pétrole et l'eau. Ils étaient payés en paquet de sel. En mai 1944, proche de la mort, touchée par le scorbut et la malaria, elle fit partie d'un transport de malades de la Croix-Rouge, qui la mena vers la Volga, dans la ville de Kuibyshev.

De 1945 à 1946, elle se trouvait dans la ville d'Orsk où un combinat de pétrole avait été construit pour alimenter l'armée de l'air soviétique en essence. Ses connaissances en anglais lui permirent de travailler dans ce combinat russe comme traductrice (allemand/russe/anglais). De 1946 à 1951, elle travailla dans la ville de Tschkalow puis dans une région du nord de l'Oural. En 1953, elle partit faire une cure dans un sanatorium dans la ville de Trouskavets. Ce voyage lui permit de se faire connaître auprès de l'ambassade de la RDA à Moscou. Elle alla d'Odessa à Novorossisk où elle vécut quelque temps et put ainsi se rendre sur la tombe de son père.

Elle rentra en mars 1956 en RDA malade, épuisée et brisée moralement. Elle fut mise d'office à la retraite comme invalide à 70%, ce qu'elle refusa. Elle avait trente-six ans. Ruth Weihe recevait aussi une pension d'honneur pour les combattants antifascistes³⁵⁶.

Ruth Weihe vivait séparé de son mari Feodor Iwanowitsch Kraus³⁵⁷. Dans un document non officiel intitulé *Lebenslauf* (CV), elle écrivait que ses deux filles étaient mortes dans un hôpital soviétique pour enfants peu après 1945³⁵⁸.

³⁵⁵ SAPMO-BArch, NY 4321

³⁵⁶ SAPMO-BArch, NY 4321, caisse 2

³⁵⁷ Pour plus d'informations : RGASPI 495/205/4730

³⁵⁸ SAPMO-BArch, DY30/2/11/v 5214

Table des illustrations

PHOTO 1- EDGAR ANDRE	5
PHOTO 2- ADOLF DETER.....	16
PHOTO 3- RICHARD KREBS.....	36
PHOTO 4 - ERNST WOLLWEBER	58
PHOTO 5- LE BREMEN DANS LE PORT DE BREMERHAVEN EN 1929, AVANT SON DEPART POUR NEW YORK.	110
PHOTO 6 - LE PITEA, UN CARGO DE MARCHANDISES ENTRE LA SUEDE ET L'ALLEMAGNE.....	111
PHOTO 7 - LE WESTERLAND (RED STAR LINE).....	112
PHOTO 8 - LE GEROLSTEIN	112
PHOTO 9 – LE GODFRIED BUEREN	113
PHOTO 10 - LE CROISEUR NEERLANDAIS ZEVEN PROVINCIE.....	113
PHOTO 11 - FAÇADES D'INTERCLUB (SOURCES DIVERSES)	114
PHOTO 12 - INVITATION (RECTO/VERSO) POUR L'INTERCLUB DE MARSEILLE.....	115
PHOTO 13 - PLAN 1 DE L'INTERCLUB DE MARSEILLE (1927)	116
PHOTO 14 - PLAN 2 DE L'INTERCLUB DE MARSEILLE (1927)	117
PHOTO 15 - LIVRET DE PROPAGANDE DE L'INTERCLUB DE HAMBOURG AVEC LE SYMBOLE DE L'ISH	118
PHOTO 16 – TRACT DE L'INTERCLUB DE BARCELONE, MARS 1937	119
PHOTO 17 - LES DELEGUES DU CONGRES MONDIAL DE L'ISH, MAI 1932	120
PHOTO 18 - RICHARD JENSEN ET ALBERT WALTER, CONGRES MONDIAL DE L'ISH, MAI 1932.....	121
PHOTO 19 - DISCOURS D'UN COMMUNISTE LETTON ET ASSIS, ERNST WOLLWEBER; CONGRES MONDIAL DE L'ISH, MAI 1932.....	121
PHOTO 20 - TABLE DES DELEGUES SCANDINAVES, CONGRES MONDIAL DE L'ISH, MAI 1932	122
PHOTO 22 - ERNST WOLLWEBER ASSIS, ALBERT WALTER A LA TRIBUNE ; CONGRES MONDIAL DE L'ISH, MAI 1932.....	122
PHOTO 23 - LES DELEGUES DU CONGRES MONDIAL DE L'ISH CHANTANT L'INTERNATIONALE, LE POING LEVE.....	123
PHOTO 24 - TRACT ENVOYE DE COPENHAGUE EN ALLEMAGNE, 1934.....	133
PHOTO 25 - TRACT POUR LE 1ER MAI AVEC L'EMBLEME DE L'ISH.....	134
PHOTO 26 – JOURNAL « ROTE WACHT » (LA SENTINELLE ROUGE), MARS-AVRIL 1934	135
PHOTO 27 - JOURNAL « ROTE WACHT » (LA SENTINELLE ROUGE), JUIN-JUILLET 1934	136
PHOTO 28 - JOURNAUX « ROTE WACHT » (LA SENTINELLE ROUGE), FEVRIER-MARS ET AVRIL 1935	137
PHOTO 29 - TRACT POUR LE 1ER MAI 1934, « DER SCHEINWERFER » N°3 (LE PHARE)	138
PHOTO 30 - JOURNAL « DER SCHEINWERFER » (LE PHARE) : HITLER MENT AU MONDE !.....	139
PHOTO 31 – AUTOBIOGRAPHIE ET QUESTIONNAIRE D'ERNST WOLLWEBER.....	141
PHOTO 32- AUTOBIOGRAPHIE DU MILITANT ADOLF LEMKE.....	143